

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**  
Liberté – Egalité – Fraternité

---

**JOURNAL OFFICIEL  
DU TERRITOIRE  
DES ÎLES  
WALLIS ET FUTUNA**

---

**S O M M A I R E**

**ACTES DU CHEF DU TERRITOIRE      Page 17256**

**ANNONCES LÉGALES      Page 17316**

**DECLARATIONS D'ASSOCIATIONS      Page 17317**

---

**J.O.W.F**

## SOMMAIRE ANALYTIQUE

Les arrêtés numéros 672 et 673 ne sont pas publiables au Journal Officiel du Territoire.

Arrêté n°2017-674 du 16 août 2017 accordant la délégation de signature à Madame Malekalita SIMUTOGA, agent permanent du service de l'inspection du travail et des affaires sociales des îles Wallis et Futuna. – Page 17256

Arrêté n°2017-675 du 08 août 2017 portant ouverture d'un examen professionnel pour le recrutement d'un agent permanent, une femme de ménage à mi-temps à la résidence du Préfet, Administrateur Supérieur. – Page 17256

Arrêté n°2017-676 du 17 août 2017 ordonnant la fermeture au public d'une classe moyenne section de l'école de Fatima, village de Vaitupu (Uvea). – Page 17258

Arrêté n°2017-677 du 17 août 2017 portant habilitation d'accès au côté piste d'aérodrome. – Page 17258

Arrêté n°2017-678 du 17 août 2017 portant habilitation d'accès au côté piste d'aérodrome. – Page 17259

Arrêté n°2017-679 du 18 août 2017 rendant exécutoire la délibération n°179/CP/2017 du 19 juillet 2017 portant exonération des droits et taxe d'entrée à l'importation relatifs à des équipements de cuisine professionnels destinés à de la transformation de fruits à pain de M. Livio VAITOOTAI. – Page 17260

Arrêté n°2017-680 du 21 août 2017 autorisant le versement d'une subvention exceptionnelle, au profit de la chambre de commerce et d'industrie, des métiers et de l'agriculture (CCIMA). – Page 17261

Arrêté n°2017-681 du 21 août 2017 autorisant le versement d'une subvention, au profit de l'association pour l'insertion professionnelle pour les métiers de la défense (IMPD). – Page 17262

Arrêté n°2017-682 du 21 août 2017 autorisant l'attribution et le versement de subventions à la Circonscription d'Uvea au titre des chantiers de développement pour le 3<sup>ème</sup> trimestre 2017. – Page 17262

Arrêté n°2017-683 du 21 août 2017 autorisant l'attribution et le versement de subventions à la Circonscription d'Alo au titre des chantiers de développement pour le 3<sup>ème</sup> trimestre 2017. – Page 17263

Arrêté n°2017-684 du 21 août 2017 autorisant l'attribution et le versement de subventions à la Circonscription de Sigave au titre des chantiers de

développement pour le 3<sup>ème</sup> trimestre 2017. – Page 17263

L'arrêté numéro 685 n'est pas publiable au Journal Officiel du Territoire.

Arrêté n°2017-686 du 23 août 2017 portant retrait partiel de l'arrêté n°2017-596 du 3 août 2017 portant proclamation de la liste des délégués du personnel des services du territoire au titre de la période 2017-2019. – Page 17264

Arrêté n°2017-687 du 24 août 2017 modifiant l'arrêté n°2017-675 du 08 août 2017 portant ouverture d'un examen professionnel pour le recrutement d'un agent permanent, une femme de ménage à mi-temps à la résidence du Préfet, Administrateur Supérieur. – Page 17264

Arrêté n°2017-688 du 28 août 2017 portant adoption de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). – Page 17265

Arrêté n°2017-689 du 28 août 2017 portant mise en œuvre de l'écotaxe et création de régies d'avances auprès du Service territorial de l'environnement. – Page 17300

Arrêté n°2017-690 du 30 août 2017 portant habilitation d'accès au côté piste d'aérodrome. – Page 17303

Arrêté n°2017-691 du 30 août 2017 portant habilitation d'accès au côté piste d'aérodrome. – Page 17303

Arrêté n°2017-692 du 30 août 2017 portant habilitation d'accès au côté piste d'aérodrome. – Page 173034

Arrêté n°2017-693 du 30 août 2017 portant habilitation d'accès au côté piste d'aérodrome. – Page 17304

L'arrêté numéro 694 n'est pas publiable au Journal Officiel du Territoire.

Arrêté n°2017-695 du 31 août 2017 fixant à nouveau les prix des carburants mis à la consommation sur le Territoire. – Page 17305

Arrêté n°2017-696 du 31 août 2017 fixant à nouveau le prix de vente au détail du gaz butane. – Page 17306

Arrêté n°2017-697 du 31 août 2017 portant attribution d'une subvention du Code territorial des investissements à Madame Bellona FATUIMOANA, dans le cadre de son projet de restauration rapide. – Page 17306

Arrêté n°2017-698 du 31 août 2017 portant nomination des régisseurs titulaires et des régisseurs suppléants des deux régies d'avances du service territorial de l'environnement. – Page 17307

## **DÉCISIONS**

Décision n°2017-816 du 17 août 2017 accordant une subvention à l'association ATESS. – Page 17308

Décision n°2017-817 du 17 août 2017 accordant l'aide à la continuité territoriale à Monsieur HOLISI Emmanuel et son fils. – Page 17308

Décision n°2017-818 du 17 août 2017 accordant l'aide à la continuité territoriale à Mademoiselle SUMOI Monica, Anthy. – Page 17309

Décision n°2017-819 du 17 août 2017 accordant l'aide à la continuité territoriale à la famille COQUET Grégrory. – Page 17309

Décision n°2017-820 du 17 août 2017 accordant l'aide à la continuité territoriale à Mademoiselle TITILAIKI Marie Noëlle. – Page 17309

Décision n°2017-821 du 17 août 2017 accordant l'aide à la continuité territoriale à Monsieur TUPOU Papilio, Ana, Senio, Manatuii Sii Ofa. – Page 17309

Décision n°2017-827 du 18 août 2017 accordant le statut de boursière du programme cadres à Madame Palepa OFATUKU et un titre de transport pour rallier son lieu de formation. – Page 17309

Décision n°2017-828 du 31 août 2017 effectuant le versement du remboursement de l'abattement de 50% des taxes, prévu par le Code Territorial des Investissements, sur l'acquisition d'un bus par Madame Telesia FANENE, dans le cadre de son activité de transport scolaire et touristique. – Page 17309

Décision n°2017-830 du 21 août 2017 relative à la prise en charge du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant. – Page 17310

Décision n°2017-831 du 21 août 2017 relative à la prise en charge du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant. – Page 17310

Décision n°2017-832 du 21 août 2017 relative à la prise en charge du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant. – Page 17310

Décision n°2017-833 du 21 août 2017 relative à la prise en charge du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant. – Page 17310

Décision n°2017-834 du 21 août 2017 modifiant et complétant la décision n°2017-764 du 31 juillet 2017 relative à la prise en charge du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant. – Page 17310

Décision n°2017-841 du 23 août 2017 relative à la prise en charge du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant. – Page 17310

Décision n°2017-842 du 24 août 2017 accordant l'aide à la continuité territoriale à Madame TAGATAMANOGI ép. TAKANIKO Pelenatita Malia. – Page 17310

Décision n°2017-843 du 24 août 2017 accordant l'aide à la continuité territoriale à Mademoiselle MOEFANA Helena, Djemila. – Page 17311

Décision n°2017-844 du 24 août 2017 accordant l'aide à la continuité territoriale à Monsieur AKAU Adolphe. – Page 17311

Décision n°2017-845 du 24 août 2017 relative à la prise en charge du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant. – Page 17311

Décision n°2017-846 du 24 août 2017 relative à la prise en charge du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant. – Page 17311

Décision n°2017-847 du 24 août 2017 portant organisation d'un second tour des élections professionnelles au service de l'inspection du travail et des affaires sociales. – Page 17311

Décision n°2017-861 du 25 août 2017 accordant l'aide à la continuité territoriale à Monsieur MAVAETAU Filipo, Patafea. – Page 17311

Décision n°2017-862 du 25 août 2017 relative à la prise en charge du titre de transport d'un(e) stagiaire de la formation professionnelle. – Page 17312

Décision n°2017-863 du 28 août 2017 relative à la prise en charge du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant. – Page 17312

Décision n°2017-864 du 28 août 2017 relative à la prise en charge du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant. – Page 17312

Décision n°2017-865 du 28 août 2017 relative à la prise en charge du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant. – Page 17312

Décision n°2017-866 du 28 août 2017 relative à la prise en charge du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant. – Page 17312

Décision n°2017-867 du 28 août 2017 relative à la prise en charge du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant. – Page 17312

Décision n°2017-871 du 29 août 2017 relative à la prise en charge du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant. – Page 17312

Décision n°2017-872 du 29 août 2017 relative à la prise en charge du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant. – Page 17312

Décision n°2017-873 du 29 août 2017 relative à la prise en charge du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant. – Page 17312

Décision n°2017-874 du 29 août 2017 relative à la prise en charge du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant. – Page 17313

Décision n°2017-875 du 29 août 2017 relative au remboursement du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant. – Page 17313

Décision n°2017-876 du 29 août 2017 relative au remboursement du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant. – Page 17313

Décision n°2017-879 du 30 août 2017 accordant l'aide à la continuité territoriale à Mademoiselle SEKEME Telesia, Pelekinau. – Page 17313

Décision n°2017-880 du 30 août 2017 accordant l'aide à la continuité territoriale à Monsieur LAPE Sosefo, Tone, Leuele, Michama, Kavakimoana. – Page 17313

Décision n°2017-881 du 30 août 2017 accordant l'aide à la continuité territoriale à Madame POOI ép. TALOMAFIA Pamela et sa fille. – Page 17313

Décision n°2017-882 du 30 août 2017 accordant l'aide à la continuité territoriale à Monsieur FAKATIKA Akato Iska. – Page 17314

Décision n°2017-884 du 31 août 2017 relative à la prise en charge du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant. – Page 17314

Décision n°2017-885 du 31 août 2017 relative à la prise en charge du transport aérien d'un(e)

étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant. – Page 17314

Décision n°2017-886 du 31 août 2017 relative à la prise en charge du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant. – Page 17314

Décision n°2017-887 du 31 août 2017 relative à la prise en charge du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant. – Page 17314

#### **CIRCONSCRIPTION D'UVEA**

Délibération n°2017-03 du lundi 17 juillet 2017 constatant la démission et l'installation d'un nouveau chef de village du Royaume d'Uvea. – Page 17314

Délibération n°2017-04 du 18 août 2017 constatant l'installation d'un nouveau chef de village du Royaume d'Uvea. – Page 17315

#### **CIRCONSCRIPTION D'ALO**

Délibération n°2017-11 du 04 août 2017 constatant la nomination de Monsieur FANENE Afalaato, en qualité de SAATULA, chef coutumier du village de MALAE. – Page 17315

Annonces légales Page 17316

Déclarations d'associations Page 17317

**ACTES DU CHEF DU TERRITOIRE**

**Les arrêtés numéros 672 et 673 ne sont pas publiables au Journal Officiel du Territoire.**

**Arrêté n°2017-674 du 16 août 2017 accordant la délégation de signature à Madame Malekalita SIMUTOGA, agent permanent du service de l'inspection du travail et des affaires sociales des îles Wallis et Futuna.**

**LE PREFET, ADMINISTRATEUR SUPERIEUR DES ILES WALLIS ET FUTUNA, CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR, CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961, modifiée, conférant aux îles Wallis et Futuna, le statut de Territoire d'outre-mer ;

Vu le décret n° 70-544 du 1er juin 1970 portant délégation des pouvoirs et autorisant les délégués du Gouvernement dans certains Territoires à déléguer leur signature ;

Vu le décret du Président de la République en date du 2 février 2017 portant nomination Monsieur Jean-Francis TREFFEL en qualité de Préfet, Administrateur Supérieur des îles Wallis et Futuna ;

Vu la décision n° 2017-171 du 27 février 2017, constatant l'arrivée sur le Territoire des îles Wallis et Futuna de Monsieur Jean-Francis TREFFEL en qualité de Préfet, Administrateur Supérieur des îles Wallis et Futuna ;

Vu la décision n°97-535 du 12 mai 1997, portant titularisation d'une secrétaire au service de l'inspection du travail et des affaires sociales à compter du 1<sup>er</sup> mai 1997 ;

Vu la décision n°2015-1463 du 04 décembre 2015, portant avancement et nommant Madame Malekalita SIMUTOGA, en qualité de gestionnaire et responsable des dossiers de la formation professionnelle au service de l'Inspection du Travail et des Affaires Sociales (SITAS) ;

Vu la décision n°2017-717 du 21/07/2017, constatant la fin de séjour de Mr GARDIES Jean-Louis ;

Vu la décision n°2017-806 du 09/08/2017, chargeant Madame Malekalita SIMUTOGA, gestionnaire et responsable de la Formation Professionnelle au service de l'Inspection du Travail et des Affaires Sociales, des fonctions d'intérim du chef de service ;

Sur proposition du Secrétaire général,

**ARRÊTE :**

Article 1 : Madame Malekalita SIMUTOGA, Gestionnaire et responsable des dossiers de la formation professionnelle au service de l'Inspection du Travail et des Affaires Sociales reçoit délégation de signature à l'effet de signer :

- tous documents et correspondances administratives, relevant des affaires courantes du service de l'Inspection du Travail et des Affaires Sociales, à l'exclusion des actes de nature réglementaire et des courriers adressés aux élus ; les engagements juridiques et la liquidation des dépenses relevant du budget du

Territoire limités à 2 000 000 Fcfp sur les crédits mis à disposition de ce service ;

- les engagements juridiques et la liquidation des dépenses relevant des crédits de l'Etat mis à disposition de ce service, limités à 2 000 000 Fcfp.

Article 2 : Mme Gilberte PICOT, chargée de mission Enfance-Famille, reçoit délégation de signature à l'effet de signer :

- tous documents et correspondances administratives relevant du pôle social du SITAS, à l'exclusion des actes réglementaires et courriers adressés aux élus

- les engagements juridiques, la liquidation des dépenses liées au pôle social, dans la limite de 1 000 000 XFP.

Article 3 : Le présent arrêté sera enregistré, publié au Journal Officiel du Territoire et communiqué partout où besoin sera.

Le Préfet, Administrateur Supérieur,  
des îles Wallis et Futuna,  
Jean-Francis TREFFEL

**Arrêté n°2017-675 du 08 août 2017 portant ouverture d'un examen professionnel pour le recrutement d'un agent permanent, une femme de ménage à mi-temps à la résidence du Préfet, Administrateur Supérieur.**

**LE PREFET, ADMINISTRATEUR SUPERIEUR DES ILES WALLIS ET FUTUNA, CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR, CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961, modifiée, conférant aux îles Wallis et Futuna le statut de Territoire d'outre-mer ;

Vu le Code du Travail dans les Territoires d'Outre-mer ;

Vu le décret n° 46-2377 du 25 octobre 1946, portant réorganisation de l'Assemblée Territoriale de la Nouvelle-Calédonie et Dépendances, en ce qu'il a été rendu applicable au Territoire, par l'article 12 de la loi n°61-814 du 29 juillet 1961 ;

Vu le décret du Président de la République en date du 02 février 2017 portant nomination de Monsieur Jean-Francis TREFFEL, en qualité de Préfet, Administrateur Supérieur du Territoire des îles Wallis et Futuna et sa prise de fonction le 27 février 2017 ;

Vu l'arrêté n° 76 du 23 septembre 1976 portant statut des agents permanents de l'Administration, modifié et complété ;

Vu l'arrêté du Ministre de l'Intérieur et de la Ministre des outre-mer en date du 06 mai 2016 portant nomination de Monsieur Stéphane DONNOT, en qualité de secrétaire général des îles Wallis et Futuna ;

Vu l'arrêté n° 2017-102 du 18 février 2017 accordant délégation de signature à Monsieur Stéphane DONNOT, sous-préfet hors classe, en qualité de Secrétaire Général des îles Wallis et Futuna ;

Vu les nécessités du service ;

**ARRÊTE :**

Article 1<sup>er</sup> : Un Examen Professionnel pour le recrutement d'un agent permanent, une femme de ménage à mi-temps à la résidence du Préfet, Administrateur Supérieur sera ouvert à compter du vendredi 11 août 2017. L'agent recruté sera rémunéré à l'indice 350 du barème des rémunérations des agents permanents des administrations du Territoire des îles Wallis et Futuna.

L'Examen Professionnel sera clos à la date de l'affichage de l'arrêté préfectoral informant des résultats de celui-ci.

Article 2 : Sont autorisés à se présenter, les candidats qui, à la date d'ouverture de l'examen professionnel, remplissent les conditions suivantes :

- être de nationalité française ;
- être âgé de 18 ans au moins et de 40 ans au plus ;
- jouir de ses droits civiques ;
- sans conditions de diplômes
- ne pas avoir eu de condamnation pénale ;
- être en situation régulière au regard du Code du service national ;

Article 3 : Les modalités d'inscription à l'examen professionnel sont les suivantes :

1.- Composition du dossier d'inscription

- une fiche d'inscription remplie, datée et signée
- une lettre de motivation et un curriculum vitae
- une copie de la carte d'identité ou du passeport en cours de validité
- une photocopie du livret de famille (pour les candidats mariés)
- un bulletin n° 3 du casier judiciaire
- une attestation de recensement ou certificat de JDC (ou attestation JAPD) pour les candidats ayant moins de 25 ans.

2.- Retrait et dépôt des dossiers

Les dossiers d'inscription doivent être retirés au Service des Ressources Humaines/Formation Professionnelle à Havelu de 8h 00 à 16h 00 à partir du vendredi 11 août 2017.

Ils devront être remis complets à ce même service, au plus tard, le vendredi 1<sup>er</sup> septembre 2017 à 14h00.

Article 4 : L'examen professionnel est composé d'une épreuve écrite d'admissibilité et d'une épreuve orale d'admission.

1.- Épreuve écrite d'admissibilité

- Date et Lieu : vendredi 08 septembre 2017. Le lieu sera précisé sur les convocations.

15h00 : Appel

15h 15-16h15 : Épreuve d'hygiène (1 h – coef. 2)

Au vu des résultats de l'épreuve pratique, un arrêté fixant le seuil d'admissibilité ainsi que la liste des candidats admissibles sera publié par voie d'affichage à

l'Administration Supérieure et mis en ligne sur le site internet de la Préfecture de Wallis et Futuna. Les candidats admissibles seront convoqués individuellement par courrier dans le cadre de l'épreuve orale d'admission.

2.- Épreuve orale d'admission

Les candidats admissibles seront convoqués par courrier un entretien avec le jury.

- Modalités de l'entretien.

- Date et Lieu : mercredi 20 septembre 2017 à 9h dans la salle de réunion de l'Administration Supérieure.

Entretien avec le jury visant à apprécier la personnalité et les aptitudes du candidat ainsi que ses motivations professionnelles et son expérience (durée : 15 minutes – coef. 2).

Article 5 : En cas de report de l'épreuve orale d'admission, celui-ci sera notifié par courrier aux candidats. Ce report peut notamment être justifié par l'absence d'un membre du jury, ce dernier n'ayant pas désigné son suppléant.

Article 6 : La composition du jury de sélection est la suivante :

Président : Monsieur le Secrétaire Général ;  
Membres : Monsieur le Chef du Service des Ressources Humaines ;  
Madame la Responsable de la Formation Professionnelle ;  
Monsieur le Cuisinier du Préfet,  
Administrateur Supérieur

Article 7 : Le jury se prononce sur l'admissibilité et l'admission.

Le jury est souverain. Il est compétent pour déclarer l'examen professionnel infructueux et ne retenir ainsi aucune candidature. Il est également compétent pour prononcer le report d'une épreuve.

En cas de partage égal des voix lors de la délibération du jury, la voix du président est prépondérante.

Le jury arrête le nom des candidats admissibles et du lauréat.

Il peut établir par ordre de mérite une liste complémentaire d'admission.

A l'issue de ces opérations, le jury dresse un procès verbal précisant le nom du lauréat et, le cas échéant, la liste complémentaire d'admission (procès-verbal d'admission).

Article 8 : À l'issue de l'épreuve orale d'admission, l'arrêté indiquant le nom du lauréat et, le cas échéant, la liste complémentaire d'admission, sera affiché à l'Administration supérieure et mis en ligne sur le site internet de la Préfecture de Wallis et Futuna. Les résultats individuels seront notifiés aux candidats qui en font la demande par mail ou par écrit.

Article 9 : Le présent arrêté sera enregistré, publié au journal officiel du Territoire et communiqué partout où

besoin sera.

Pour le Préfet, Administrateur Supérieur,  
et par délégation le Secrétaire Général,  
Stéphane DONNOT

**Arrêté n°2017-676 du 17 août 2017 ordonnant la fermeture au public d'une classe moyenne section de l'école de Fatima, village de Vaitupu (Uvea).**

**LE PREFET, ADMINISTRATEUR SUPERIEUR  
DES ILES WALLIS ET FUTUNA, CHEVALIER  
DE LA LEGION D'HONNEUR, CHEVALIER DE  
L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu loi n°61-814 du 29 juillet 1961 modifiée, conférant aux îles Wallis et Futuna le statut de Territoire d'outre-mer, notamment ses articles 7 et 8 ;

Vu le décret du Président de la République en date du 2 février 2017 portant nomination de Monsieur Jean-Francis TREFFEL, en qualité de Préfet, Administrateur Supérieur des îles Wallis et Futuna et sa prise de fonction le 27 février 2017 ;

Vu l'arrêté du Ministre de l'Intérieur et du Ministre des Outre-mer en date du 6 mai 2016 portant nomination de Monsieur Stéphane DONNOT, en qualité de Secrétaire Général des îles Wallis et Futuna ;

Vu l'arrêté n°2017-102 du 28 février 2017 accordant délégation de signature à Monsieur Stéphane DONNOT Secrétaire Général des îles Wallis et Futuna ;

Vu l'arrêté préfectoral n°353/2001 portant création de la Commission territoriale de sécurité dans les établissements recevant du public ;

Vu le constat de visite technique de la classe de moyenne section de l'école de Fatima, village de Vaitupu, effectué le 09 août 2017 par le responsable des constructions scolaires du Vice-rectorat accompagnée de la société SMJ ;

Vu le courriel du la Vice-rectrice des îles Wallis et Futuna en date du 09 août 2017 adressé au Préfet, Administrateur supérieur, relatif à l'état de dégradation importante de la structure bois de la toiture et des plafonds de la classe de moyenne section de l'école de Fatima ;

Considérant, qu'il convient d'assurer la sécurité des personnes et des biens dans les établissements recevant du public ;

Considérant, que le très mauvais état de la classe moyenne section de l'école de Fatima et, notamment le risque d'affaissement constaté de la charpente en bois, lié aux attaques parasitaires avérées, compromet gravement la sécurité du public et fait obstacle au maintien de l'accueil des élèves ;

Sur proposition de Mme la Vice-rectrice.

**ARRÊTE :**

Article 1<sup>er</sup> : La classe moyenne section de l'école de Fatima, implantée sur le village de Vaitupu sera fermée au public à compter de la date de signature arrêté.

Article 2 : La réouverture des locaux au public est conditionnée à la production d'un rapport établi par un organisme de contrôle agréé certifiant la levée des contraintes.

Article 3 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal Officiel des îles Wallis et Futuna et affiché à l'Administration supérieure, au Vice-rectorat des îles Wallis et Futuna ainsi qu'à l'entrée de l'établissement concerné, à Wallis, village de Vaitupu.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Mata'utu dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication.

Article 5 : Madame la Vice-rectrice, Monsieur le Directeur de l'Enseignement catholique, Monsieur le chef d'escadron commandant la gendarmerie pour les îles Wallis et Futuna sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet, Administrateur Supérieur,  
et par délégation le Secrétaire Général,  
Stéphane DONNOT

**Arrêté n°2017-677 du 17 août 2017 portant habilitation d'accès au côté piste d'aérodrome.**

**LE PREFET, ADMINISTRATEUR SUPERIEUR  
DES ILES WALLIS ET FUTUNA, CHEVALIER  
DE LA LEGION D'HONNEUR, CHEVALIER DE  
L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu le code de l'aviation civile ;

Vu le code des transports, notamment son article L.6342-3 ;

Vu la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961 modifiée, conférant aux îles Wallis et Futuna, le statut du Territoire d'Outre-mer ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu la loi n° 2001-1062 du 15 novembre 2001 relative à la sécurité quotidienne ;

Vu le décret n° 2002-24 du 03 janvier 2002 relative à la police de l'exploitation des aérodromes ;

Vu le décret n° 2002-424 du 28 mars 2002 fixant la liste des enquêtes administratives pouvant donner lieu à la consultation de traitements autorisés des données personnelles ;

Vu le décret n° 2002-1026 du 31 juillet 2002 relatif à certaines mesures de sûreté et de sécurité du transport aérien ;

Vu le décret n° 2012-832 du 29 juin 2012 relatif à la sûreté de l'aviation civile ;

Vu le décret du Président de la République en date du 02 février 2017 portant nomination de Monsieur Jean-Francis TREFFEL en qualité de Préfet, Administrateur Supérieur des îles Wallis et Futuna, et sa prise de fonction le 28 février 2017 ;

Vu l'arrêté du Ministère de l'Intérieur et de la Ministre des outre-mer en date du 06 mai 2016 portant nomination de Monsieur Stéphane DONNOT, Sous-préfet hors classe, en qualité de Secrétaire Général des îles Wallis et Futuna ;

Vu l'arrêté n° 2017-102 du 28 février 2017 accordant délégation de signature à Monsieur Stéphane DONNOT, Secrétaire Général, des îles Wallis et Futuna ;

Vu le rapport du chef du poste permanent de la gendarmerie des transports aériens à Wallis ;  
Sur proposition du Secrétaire Général,

### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup> : L'habilitation prévue à l'article R 213-3 code de l'aviation civile pour permettre l'accès au côté piste d'un aéroport est accordée à la personne mentionnée au tableau suivant :

Nom et Prénom	Date et lieu de naissance	Adresse	Employeur
LAKINA Sesilia Penikosite épouse LOGOTE	14/05/1967 à Sigave (986)	Lotuma, Vaitupu, Hihifo, 98600 Uvea	Agence de Santé (ADSWF)

Article 2 : Cette habilitation est accordée pour une durée de trois ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

Elle peut être refusée, retirée ou suspendue par l'autorité de délivrance, dans les formes édictées à l'article 24 de la loi du 12 avril 2000, lorsque la moralité de la personne ou son comportement ne présentent pas les garanties requises au regard de l'ordre public ou sont incompatibles avec l'exercice d'une activité dans la zone réservée de l'aérodrome.

Article 3 : Le chef du cabinet du préfet, le commandant de la brigade de gendarmerie des transports aériens à Wallis, le chef du service de l'Etat de l'aviation civile et le chef du service de la Réglementation et des Elections sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Pour le Préfet, Administrateur Supérieur,  
et par délégation le Secrétaire Général,  
Stéphane DONNOT

**Arrêté n°2017-678 du 17 août 2017 portant habilitation d'accès au côté piste d'aérodrome.**

**LE PREFET, ADMINISTRATEUR SUPERIEUR DES ILES WALLIS ET FUTUNA, CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR, CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu le code de l'aviation civile ;

Vu le code des transports, notamment son article L.6342-3 ;

Vu la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961 modifiée, conférant aux îles Wallis et Futuna, le statut du Territoire d'Outre-mer ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu la loi n° 2001-1062 du 15 novembre 2001 relative à la sécurité quotidienne ;

Vu le décret n° 2002-24 du 03 janvier 2002 relative à la police de l'exploitation des aérodromes ;

Vu le décret n° 2002-424 du 28 mars 2002 fixant la liste des enquêtes administratives pouvant donner lieu à la

consultation de traitements autorisés des données personnelles ;

Vu le décret n° 2002-1026 du 31 juillet 2002 relatif à certaines mesures de sûreté et de sécurité du transport aérien ;

Vu le décret n° 2012-832 du 29 juin 2012 relatif à la sûreté de l'aviation civile ;

Vu le décret du Président de la République en date du 02 février 2017 portant nomination de Monsieur Jean-Francis TREFFEL en qualité de Préfet, Administrateur Supérieur des îles Wallis et Futuna, et sa prise de fonction le 27 février 2017 ;

Vu l'arrêté du Ministère de l'Intérieur et de la Ministre des outre-mer en date du 06 mai 2016 portant nomination de Monsieur Stéphane DONNOT, Sous-préfet hors classe, en qualité de Secrétaire Général des îles Wallis et Futuna ;

Vu l'arrêté n° 2017-102 du 28 février 2017 accordant délégation de signature à Monsieur Stéphane DONNOT, Secrétaire Général, des îles Wallis et Futuna ;

Vu le rapport du chef du poste permanent de la gendarmerie des transports aériens à Wallis ;  
Sur proposition du Secrétaire Général,

### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup> : L'habilitation prévue à l'article R 213-3 code de l'aviation civile pour permettre l'accès au côté piste d'un aéroport est accordée à la personne mentionnée au tableau suivant :

Nom et Prénom	Date et lieu de naissance	Adresse	Employeur
FAUPALA Frédéric	11/06/1978 à Uvea, (986)	Liku, Hahake, 98600 Uvea	AIRCALIN

Article 2 : Cette habilitation est accordée pour une durée de trois ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

Elle peut être refusée, retirée ou suspendue par l'autorité de délivrance, dans les formes édictées à l'article 24 de la loi du 12 avril 2000, lorsque la moralité de la personne ou son comportement ne présentent pas les garanties requises au regard de l'ordre public ou sont incompatibles avec l'exercice d'une activité dans la zone réservée de l'aérodrome.

Article 3 : Le chef du cabinet du préfet, le commandant de la brigade de gendarmerie des transports aériens à Wallis, le chef du service de l'Etat de l'aviation civile et le chef du service de la Réglementation et des Elections sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Pour le Préfet, Administrateur Supérieur,  
et par délégation le Secrétaire Général,  
Stéphane DONNOT



**Arrêté n°2017-679 du 18 août 2017 rendant exécutoire la délibération n°179/CP/2017 du 19 juillet 2017 portant exonération des droits et taxe d'entrée à l'importation relatifs à des équipements de cuisine professionnels destinés à de la transformation de fruits à pain de M. Livio VAITOOTAI.**

**LE PREFET, ADMINISTRATEUR SUPERIEUR DES ILES WALLIS ET FUTUNA, CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR, CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu la loi n°61-814 du 29 juillet 1961 modifiée, conférant aux îles Wallis et Futuna le statut de territoire d'outre-mer ;

Vu le décret n°46-2377 du 25 octobre 1946 portant réorganisation du conseil général de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, en ce qu'il a été rendu applicable au territoire par l'article 12 de la loi n°61-814 du 29 juillet 1961 ;

Vu le décret n°57-811 du 22 juillet 1957 relatif aux attributions de l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie, en ce qu'il a été rendu applicable au territoire par l'article 12 de la loi précitée ;

Vu le décret du Président de la République en date du 2 février 2017 portant nomination de Monsieur Jean-Francis TREFFEL, en qualité de Préfet, Administrateur Supérieur des îles Wallis et Futuna ;

Vu l'arrêt du Ministère de l'Intérieur en date du 6 mai 2016 portant nomination de Monsieur Stéphane DONNOT, Sous-préfet hors classe, en qualité de Secrétaire Général des îles Wallis et Futuna ;

Vu l'arrêté n°2017-102 du 28 février 2017 accordant délégation de signature à Monsieur Stéphane DONNOT, Secrétaire Général, des îles Wallis et Futuna ;

Vu la décision n°2017-171 du 27 février 2017, constatant l'arrivée sur le Territoire des îles Wallis et Futuna de Monsieur Jean-Francis TREFFEL en qualité de Préfet, Administrateur supérieur des îles Wallis et Futuna ;

Vu l'arrêté n°2017-27 du 17 janvier 2017 approuvant et rendant exécutoire la délibération n°69/AT/2016 du 15 décembre 2016 portant délégation de compétences à la Commission Permanente durant les intersessions de l'année 2017 ;

#### **ARRÊTE :**

Article 1<sup>er</sup> : Est rendue exécutoire la délibération n°179/CP/2017 du 19 juillet 2017 portant exonération des droits et taxe d'entrée à l'importation relatifs à des équipements de cuisine professionnels destinés à la transformation de fruits à pain de M. Livio VAITOOTAI.

Article 2 : Le chef du service des finances, le chef du service des douanes et le directeur des services de l'Agriculture et le chef du service de la réglementation et des élections sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié au journal officiel du territoire et communiqué partout où besoin sera.

Pour le Préfet, Administrateur Supérieur,  
et par délégation le Secrétaire Général,  
Stéphane DONNOT

**Délibération n°179/CP/2017 du 19 juillet 2017 portant exonération des droits et taxe d'entrée à l'importation relatifs à des équipements de cuisine professionnels destinés à de la transformation de fruits à pain de M. Livio VAITOOTAI.**

**LA COMMISSION PERMANENTE DE L'ASSEMBLEE TERRITORIALE**

Vu la Loi n° 61-814 du 29 juillet 1961 modifiée, conférant aux Iles Wallis et Futuna le statut de Territoire d'Outre-mer ;

Vu le Décret n° 46-2377 du 25 octobre 1946, portant réorganisation du Conseil Général de la Nouvelle-Calédonie et Dépendances, en ce qu'il a été rendu applicable dans le Territoire des Iles Wallis et Futuna par l'article 12 de la loi précitée ;

Vu le Décret n° 57-811 du 22 juillet 1957, relatif aux attributions de l'Assemblée Territoriale, du Conseil Territorial et de l'Administrateur supérieur des îles Wallis et Futuna ;

Vu la Délibération n° 09/AT/2014 du 20 mars 2014, portant réglementation des exonérations de droits et taxes à l'importation relatifs aux matériels destinés aux projets productifs du secteur primaire à Wallis et Futuna, rendue exécutoire par arrêté n° 2014-128 du 10 avril 2014 ;

Vu la Délibération n° 69/AT/2016 du 15 décembre 2016, portant délégation de compétences à la commission permanente durant les intersessions de l'année 2017, rendue exécutoire par arrêté n° 2017-027 du 17 janvier 2017 ;

Vu la Délibération n° 7/AT/2016 du 15 décembre 2016, portant désignation des membres de la commission permanente de l'Assemblée Territoriale, rendue exécutoire par arrêté n° 2016-727 du 28 décembre 2016 ;

Vu le Dossier de demande de détaxe de M. Livio VAITOOTAI, domicilié à Mata'Utu – Hahake, dans le cadre de la délibération n° 09/AT/2014 susvisée ainsi que l'avis du service ;

Vu La Lettre de convocation n° 101/CP/07-2017/MGL/mnu/ti du 11 juillet 2017 de la Présidente de la commission permanente ;

Considérant que M. Livio VAITOOTAI est patenté dans la restauration rapide et qu'il souhaite se lancer dans la transformation du fruit à pain ;

Considérant qu'il a bénéficié, pour ce projet, d'une subvention du RITA (Réseau d'Innovation et de Transfert Agricole) pour l'acquisition d'équipements de cuisine professionnels ;

Considérant que le montant cumulé des aides publiques (RITA + s'il y a lieu, exonération à 100% des droits et taxes d'importation) ne doit pas dépasser 80% du coût total de l'investissement ;

Considérant que ne sont pas éligibles à la détaxe les produits consommables ;

Conformément aux textes susvisés ;

A, dans sa séance du 19 juillet 2017 ;

**ADOpte**

Les dispositions dont la teneur suit :

**Article 1** : Dans le cadre de la délibération n° 09/AT/2014 visée ci-dessus et afin de déclencher une activité de transformation agroalimentaire, en l'espèce celle du fruit à pain, sur le Territoire, est accordée l'exonération des droits et taxes à l'importation relatifs à des équipements de cuisine professionnels de M. Livio VAITOOTAI selon le tableau ci-après :

Matériels importés	1 four mixte à gaz 1 table de soubassement 1 chariot à glissières 1 cellule de refroidissement 1 bac 1 coupe légume TRS et accessoires (2 disques trancheurs, disque effileur, grille macédoine, grille frite)
Coût HT des matériels éligibles à la détaxe	2 122 383 F
Montant des droits et taxes d'importation des matériels éligibles à la détaxe	Droits de douane : 157 754 F
	Taxe d'Entrée : 355 513 F
	TOTAL : 513 267 F
Rappel : Montant total du projet (matériels importés HT + mise aux normes du bâtiment abritant l'activité)	4 118 458 F
Taux maximum des aides publiques (RITA + exonération)	80 % de l'investissement
Taux d'exonération accordé	100%
Montant total des droits et taxes d'importation exonérée de paiement	513 267 F

**Article 2** : La présente délibération est prise pour valoir ce que de droit.

La Présidente,  
Mireille LAUFILITOGA  
Le Secrétaire,  
Soane Paulo MAILAGI

**Arrêté n°2017-680 du 21 août 2017 autorisant le versement d'une subvention exceptionnelle, au profit de la chambre de commerce et d'industrie, des métiers et de l'agriculture (CCIMA)**

**LE PREFET, ADMINISTRATEUR SUPERIEUR DES ILES WALLIS ET FUTUNA, CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR, CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu la loi n° 61.814 du 29 juillet 1961 conférant aux Iles Wallis et Futuna, le statut du Territoire d'Outre-mer modifiée ;

Vu le décret n° 46-2377 du 25 octobre 1946 portant réorganisation du conseil général de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, en ce qu'il a été rendu applicable au territoire par l'article 12 de la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961 ;

Vu le décret du Président de la République en date du 02 février 2017 portant nomination de Monsieur Jean-Francis TREFFEL en qualité de Préfet, Administrateur Supérieur des îles Wallis et Futuna, et sa prise de fonction le 27 février 2017 ;

Vu l'arrêté du Ministre de l'Intérieur et du Ministre des outre-mer en date du 06 mai 2016 portant nomination de Monsieur Stéphane DONNOT, en qualité de Secrétaire Général du territoire des îles Wallis et Futuna ;

Vu l'arrêté n° 2017-102 du 28 février 2017 accordant délégation de signature à Monsieur Stéphane DONNOT, Secrétaire Général, des îles Wallis et Futuna ;

Vu l'arrêté n°2016-723 du 23 décembre 2016 – approuvant et rendant exécutoire la délibération n°61/AT/2016 du 15 décembre 2016 portant adoption des Budgets Primitifs – Budget principal et Budget annexe du service des postes et télécommunications – de l'exercice 2017 du Territoire des Îles Wallis et Futuna ;

Vu l'arrêté n°2017-521 du 19 juillet 2017 – approuvant et rendant exécutoire la délibération n°38/AT/2017 du 06 juillet 2017 portant adoption des Budgets Supplémentaires – Budget Principal et Budget annexe du service des Postes et Télécommunications – Budget Annexe de la Stratégie de Développement Numérique – de l'exercice 2017 du Territoire des îles Wallis et Futuna ;

Considérant la demande de la présidente de la CCIMA, référence LV/SECR-COMPTA-gt/2017-14 en date du 11 août 2017 ;

Sur proposition du Secrétaire Général ;

### ARRÊTE :

**Article 1** : Est autorisé le versement de la subvention exceptionnelle d'un montant de quatre millions de francs pacifique (4 000 000 XPF), au profit de la chambre de commerce et d'industrie, des métiers et de l'agriculture (CCIMA), destinée au recrutement d'un expert-comptable et à la mise en place d'une antenne à Futuna.

**Article 2** : Le versement s'effectuera au compte de la CCIMA ouvert auprès de la Banque de Wallis et Futuna portant le numéro 11408.06960.03932100178.84.

**Article 3** : La Présidente de la CCIMA adressera, avant la fin de l'exercice budgétaire 2017, un état faisant ressortir l'utilisation de la subvention versée. La non-production de cet état entraînera l'émission d'un titre de recette et le reversement de cette subvention.

**Article 4** : La présente dépense est imputable au Budget Territorial, fonction 90, s/rubrique 903, nature 6568, enveloppe 16896 – « Subvention exceptionnelle CCIMA » - Exercice 2017.

Article 5 : Le Secrétaire Général, le Chef du Service des Finances, le Chef du Service territorial des affaires économiques et du développement et le Directeur des finances publiques du Territoire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et publié au Journal Officiel du Territoire.

Pour le Préfet, Administrateur Supérieur,  
et par délégation le Secrétaire Général,  
Stéphane DONNOT

**Arrêté n°2017-681 du 21 août 2017 autorisant le versement d'une subvention, au profit de l'association pour l'insertion professionnelle pour les métiers de la défense (IPMD)**

**LE PREFET, ADMINISTRATEUR SUPERIEUR DES ILES WALLIS ET FUTUNA, CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR, CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu la loi n° 61.814 du 29 juillet 1961 conférant aux Iles Wallis et Futuna, le statut du Territoire d'Outre-mer modifiée ;

Vu le décret n° 46-2377 du 25 octobre 1946 portant réorganisation du conseil général de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, en ce qu'il a été rendu applicable au territoire par l'article 12 de la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961 ;

Vu le décret du Président de la République en date du 02 février 2017 portant nomination de Monsieur Jean-Francis TREFFEL en qualité de Préfet, Administrateur Supérieur des îles Wallis et Futuna, et sa prise de fonction le 27 février 2017 ;

Vu l'arrêté du Ministre de l'Intérieur et du Ministre des outre-mer en date du 06 mai 2016 portant nomination de Monsieur Stéphane DONNOT, en qualité de Secrétaire Général du territoire des îles Wallis et Futuna ;

Vu l'arrêté n° 2017-102 du 28 février 2017 accordant délégation de signature à Monsieur Stéphane DONNOT, Secrétaire Général, des îles Wallis et Futuna ;

Vu l'arrêté n°2016-723 du 23 décembre 2016 – approuvant et rendant exécutoire la délibération n°61/AT/2016 du 15 décembre 2016 portant adoption des Budgets Primitifs – Budget principal et Budget annexe du service des postes et télécommunications – de l'exercice 2017 du Territoire des Îles Wallis et Futuna ;

Vu l'arrêté n°2017-521 du 19 juillet 2017 – approuvant et rendant exécutoire la délibération n°38/AT/2017 du 06 juillet 2017 portant adoption des Budgets Supplémentaires – Budget Principal et Budget annexe du service des Postes et Télécommunications – Budget Annexe de la Stratégie de Développement Numérique – de l'exercice 2017 du Territoire des îles Wallis et Futuna ;

Considérant la demande du président de l'IPMD en date du 16 août 2017 ;

Sur proposition du Secrétaire Général ;

**ARRÊTE :**

Article 1 : Est autorisé le versement, au bénéfice de l'association pour l'insertion professionnelle pour les métiers de la défense (IPMD), d'une subvention d'un montant de cent mille francs pacifique (100 000 XPF).

Article 2 : Le versement s'effectuera au compte de l'IPMD ouvert auprès de la direction des finances publiques sous le numéro 10071 98700 00000000038 52.

Article 3 : La dépense faisant l'objet du présent arrêté, est imputable au budget territorial, exercice 2017, fonction 33 – s/rubrique 330 – nature 65748 – chapitre 933 – ligne 11036 intitulée « Subvention IPMD ».

Article 4 : Le Président de l'IPMD adressera, avant la fin de l'exercice budgétaire 2017, un état faisant ressortir l'utilisation de la subvention versée. La non-production de cet état entraînera l'émission d'un titre de recette et le reversement de cette subvention.

Article 5 : Le Secrétaire Général, le Chef du Service des Finances et le Payeur de Mata'Utu sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et publié au Journal Officiel du Territoire.

Pour le Préfet, Administrateur Supérieur,  
et par délégation le Secrétaire Général,  
Stéphane DONNOT

**Arrêté n°2017-682 du 21 août 2017 autorisant l'attribution et le versement de subventions à la Circonscription d'Uvea au titre des chantiers de développement pour le 3<sup>ème</sup> trimestre 2017.**

**LE PREFET, ADMINISTRATEUR SUPERIEUR DES ILES WALLIS ET FUTUNA, CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR, CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu la loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952 instituant un Code du travail applicable au Territoire des îles Wallis et Futuna ;

Vu la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961 modifiée, conférant aux îles Wallis et Futuna le statut de territoire d'Outre-mer ;

Vu l'arrêté n° 90-016 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 67/AT/89 du 21 décembre 1989 portant création d'un service d'inspection du travail et des affaires sociales de Wallis et Futuna ;

Vu le décret du Président de la République en date du 02 février 2017 portant nomination de Monsieur Jean-Francis TREFFEL, en qualité de Préfet, Administrateur Supérieur du Territoire des îles de Wallis et Futuna et sa prise de fonction le 27 février 2017 ;

VU l'arrêté du Ministre de l'Intérieur et de la Ministre des outre-mer en date du 06 mai 2016 portant nomination de Monsieur Stéphane DONNOT, en qualité de secrétaire général des îles Wallis et Futuna ;

VU l'arrêté n° 2017-102 du 28 février 2017 accordant délégation de signature à Monsieur Stéphane DONNOT, sous-préfet hors classe, en qualité de Secrétaire Général des îles Wallis et Futuna ;

Sur proposition du Secrétaire Général,

**ARRÊTE :**

Article 1 : Est notifiée à la Circonscription d'Uvéa, en autorisation d'engagement (AE), une dotation de 43 333 € (quarante trois mille trois cent trente trois euros) soit 5 171 002 XPF (cinq millions cent soixante et onze mille et deux XPF) au titre des chantiers de développement pour le 3<sup>ème</sup> trimestre 2017 ;

Article 2 : Il est versé à la Circonscription d'Uvéa, la somme de 43 333 € (quarante trois mille trois cent trente trois euros) soit 5 171 002 XPF (cinq millions cent soixante et onze mille et deux XPF) en crédit de paiement (CP), au titre des chantiers de développement pour le 3<sup>ème</sup> trimestre 2017.

Ce montant sera imputé sur le CF : 0138-DR03-D986 ; DF : 0138-02-11 ; ACT : 013802030101 ; GM : 10.06.01 ; PCE : 6531270000 ; CC : ADSSG04986 ; EJ 2102056894 ;

Article 3 : Le Secrétaire Général, le Chef du Service des Finances, le Directeur des Finances Publiques sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet, Administrateur Supérieur,  
et par délégation le Secrétaire Général,  
Stéphane DONNOT

**Arrêté n°2017-683 du 21 août 2017 autorisant l'attribution et le versement de subventions à la Circonscription d'Alo au titre des chantiers de développement pour le 3<sup>ème</sup> trimestre 2017.**

**LE PREFET, ADMINISTRATEUR SUPERIEUR DES ILES WALLIS ET FUTUNA, CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR, CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu la loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952 instituant un Code du travail applicable au Territoire des îles Wallis et Futuna ;

Vu la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961 modifiée, conférant aux îles Wallis et Futuna le statut de territoire d'Outre-mer ;

Vu l'arrêté n° 90-016 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 67/AT/89 du 21 décembre 1989 portant création d'un service d'inspection du travail et des affaires sociales de Wallis et Futuna ;

Vu le décret du Président de la République en date du 02 février 2017 portant nomination de Monsieur Jean-Francis TREFFEL, en qualité de Préfet, Administrateur Supérieur du Territoire des îles Wallis et Futuna et sa prise de fonction le 27 février 2017 ;

Vu l'arrêté du Ministre de l'Intérieur et de la Ministre des outre-mer en date du 06 mai 2016 portant nomination de Monsieur Stéphane DONNOT, en qualité de secrétaire général des îles Wallis et Futuna ;

Vu l'arrêté n° 2017-102 du 28 février 2017 accordant délégation de signature à Monsieur Stéphane DONNOT, sous-préfet hors classe, en qualité de Secrétaire Général des îles Wallis et Futuna ;

Sur proposition du Secrétaire Général ;

**ARRÊTE :**

Article 1 : Il est accordé à la Circonscription d'Alo, une subvention de 52 000 € (cinquante deux mille euros) soit 6 205 251 XPF (six millions deux cent cinq mille deux cent cinquante et un XPF) en autorisation d'engagement (AE), au titre des chantiers de développement pour le 3<sup>ème</sup> trimestre 2017 ;

Article 2 : Il est versé à la Circonscription d'Alo, la somme de 52 000 € (cinquante deux mille euros) soit 6 205 251 XPF (six millions deux cent cinq mille deux cent cinquante et un XPF) en crédit de paiement (CP), au titre des chantiers de développement pour le 3<sup>ème</sup> trimestre 2017.

Ce montant sera imputé sur le CF : 0138-DR03-D986, DF : 0138-02-11, ACT : 013802030101, GM : 10.06.01, PCE : 6531270000, CC : ADSSG04986 ; EJ 2102058180 ;

Article 3 : Le Secrétaire Général, le Chef du Service des Finances, le Directeur des Finances Publiques sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet, Administrateur Supérieur,  
et par délégation le Secrétaire Général,  
Stéphane DONNOT

**Arrêté n°2017-684 du 21 août 2017 autorisant l'attribution et le versement de subventions à la Circonscription de Sigave au titre des chantiers de développement pour le 3<sup>ème</sup> trimestre 2017.**

**LE PREFET, ADMINISTRATEUR SUPERIEUR DES ILES WALLIS ET FUTUNA, CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR, CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu la loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952 instituant un Code du travail applicable au Territoire des îles Wallis et Futuna ;

Vu la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961 modifiée, conférant aux îles Wallis et Futuna le statut de territoire d'Outre-mer ;

Vu l'arrêté n° 90-016 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 67/AT/89 du 21 décembre 1989 portant création d'un service d'inspection du travail et des affaires sociales de Wallis et Futuna ;

Vu le décret du Président de la République en date du 02 février 2017 portant nomination de Monsieur Jean-Francis TREFFEL, en qualité de Préfet, Administrateur Supérieur du Territoire des îles Wallis et Futuna et sa prise de fonction le 27 février 2017 ;

Vu l'arrêté du Ministre de l'Intérieur et de la Ministre des outre-mer en date du 06 mai 2016 portant nomination de Monsieur Stéphane DONNOT, en qualité de secrétaire général des îles Wallis et Futuna ;

Vu l'arrêté n° 2017-102 du 28 février 2017 accordant délégation de signature à Monsieur Stéphane DONNOT, sous-préfet hors classe, en qualité de Secrétaire Général des îles Wallis et Futuna ;

Sur proposition du Secrétaire Général ;

**ARRÊTE :**

Article 1 : Il est accordé à la Circonscription de Sigave, une subvention de 34 667 € (trente quatre mille six cent

soixante sept euros) soit 4 136 874 XPF (quatre millions cent trente six mille huit cent soixante quatorze XPF) en autorisation d'engagement (AE), au titre des chantiers de développement pour le 3ème trimestre 2017 ;

Article 2 : Il est versé à la Circonscription de Sigave, la somme de 34 667 € (trente quatre mille six cent soixante sept euros) soit 4 136 874 XPF (quatre millions cent trente six mille huit cent soixante quatorze XPF) en crédit de paiement (CP), au titre des chantiers de développement pour le 3ème trimestre 2017.

Ce montant sera imputé sur le CF : 0138-DR03-D986, DF : 0138-02-11, ACT : 013802030101, GM : 10.06.01, PCE : 6531270000, CC : ADSSG04986 ; EJ 2102058181 ;

Article 3 : Le Secrétaire Général, le Chef du Service des Finances, le Directeur des Finances Publiques sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet, Administrateur Supérieur,  
et par délégation le Secrétaire Général,  
Stéphane DONNOT

**L'arrêté numéro 685 n'est pas publiable au Journal Officiel du Territoire.**

**Arrêté n°2017-686 du 23 août 2017 portant retrait partiel de l'arrêté n°2017-596 du 3 août 2017 portant proclamation de la liste des délégués du personnel des services du territoire au titre de la période 2017-2019.**

**LE PREFET, ADMINISTRATEUR SUPERIEUR DES ILES WALLIS ET FUTUNA, CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR, CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu la loi n°61-814 du 29 juillet 1961 modifiée, conférant aux îles Wallis et Futuna, le statut de Territoire d'outre-mer ;

Vu le décret du Président de la République en date du 02 février 2017 portant nomination de Monsieur Jean-Francis TREFFEL, en qualité de Préfet, Administrateur Supérieur du Territoire des îles Wallis et Futuna et sa prise de fonction le 27 février 2017 ;

Vu l'arrêté n°76 du 23 septembre 1976 portant statut des agents permanents de l'Administration, modifié ;

Vu l'arrêté n°2000-108 (bis) du 1<sup>er</sup> mars 2000 modifié, annulant et remplaçant l'arrêté n°97-271 du 18 juillet 1997 relatif aux élections des délégués du personnel des services territoriaux ;

Vu la loi n°52-1322 du 15 décembre 1952 modifiée instituant un code du travail dans les territoires et territoires associés relevant du ministre de la France d'Outre-mer ;

Vu l'arrêté du Ministre de l'Intérieur et de la Ministre des outre-mer en date du 06 mai 2016 portant nomination de Monsieur Stéphane DONNOT, en qualité de Secrétaire général des îles Wallis et Futuna ;

Vu l'arrêté n°2017-102 du 28 février 2017 accordant délégation de signature à Monsieur Stéphane DONNOT, sous-préfet hors classe, en qualité de Secrétaire Général des îles Wallis et Futuna ;

Vu l'arrêté n°2017-596 du 3 août 2017 portant proclamation de la liste des délégués du personnel des services du territoire au titre de la période 2017-2019 ;  
Vu le protocole électoral du service de l'inspection du travail et des affaires sociales fixant la date des élections professionnelles au 27 juillet 2017 ;

Vu le procès-verbal de l'élection des délégués du personnel du service de l'inspection du travail et des affaires sociales ;

Considérant que service de l'inspection du travail et des affaires sociales comporte un effectif de 13 agents régis par les dispositions de l'arrêté n°76 du 23 septembre 1976 ;

Considérant que le procès-verbal établi à la suite du premier tour des élections professionnelles le 27 juillet 2017 mentionne un nombre 6 de votants au sein du service.

Considérant qu'en l'absence de quorum, un deuxième tour doit être organisé au sein du service de l'inspection du travail et des affaires sociales le 8 septembre 2017.

#### **ARRÊTE :**

Article 1<sup>er</sup> : Le tableau annexé à l'arrêté n°2017-596 est retiré en tant qu'il proclame élus Mme Kilama Malia Asela déléguée du personnel pour la période 2017-2019 au sein du service de l'inspection du travail et des affaires sociales et M. Toa Louis Pierre Chanel suppléant.

Article 2 : Le Secrétaire Général, les chefs de services et le directeur des finances publiques de Mata'Utu sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et publié au Journal Officiel du Territoire et communiqué partout où besoin sera.

Pour le Préfet, Administrateur Supérieur,  
et par délégation le Secrétaire Général,  
Stéphane DONNOT

**Arrêté n°2017-687 du 24 août 2017 modifiant l'arrêté n°2017-675 du 08 août 2017 portant ouverture d'un examen professionnel pour le recrutement d'un agent permanent, une femme de ménage à mi-temps à la résidence du Préfet, Administrateur Supérieur.**

**LE PREFET, ADMINISTRATEUR SUPERIEUR DES ILES WALLIS ET FUTUNA, CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR, CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961, modifiée, conférant aux îles Wallis et Futuna le statut de Territoire d'outre-mer ;

Vu le Code du Travail dans les Territoires d'Outre-mer ;

Vu le décret n° 46-2377 du 25 octobre 1946, portant réorganisation de l'Assemblée Territoriale de la Nouvelle-Calédonie et Dépendances, en ce qu'il a été rendu applicable au Territoire, par l'article 12 de la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961 ;

Vu le décret du Président de la République en date du 02 février 2017 portant nomination de Monsieur Jean-Francis TREFFEL, en qualité de Préfet, Administrateur

Supérieur du Territoire des îles Wallis et Futuna et sa prise de fonction le 27 février 2017 ;  
Vu l'arrêté n° 76 du 23 septembre 1976 portant statut des agents permanents de l'Administration, modifié et complété ;  
Vu l'arrêté du Ministre de l'Intérieur et de la Ministre des outre-mer en date du 06 mai 2016 portant nomination de Monsieur Stéphane DONNOT, en qualité de secrétaire général des îles Wallis et Futuna ;  
Vu l'arrêté n° 2017-102 du 18 février 2017 accordant délégation de signature à Monsieur Stéphane DONNOT, sous-préfet hors classe, en qualité de Secrétaire Général des îles Wallis et Futuna ;  
Vu l'arrêté n° 2017-675 du 08 août 2017 portant ouverture d'un Examen Professionnel pour le recrutement d'un agent permanent, une femme de ménage à mi-temps à la résidence du Préfet, Administrateur Supérieur ;  
Vu les nécessités du service ;

#### **ARRÊTE :**

Article 1<sup>er</sup> : L'article 4 de l'arrêté n° 2017-675 du 08 août 2017 portant ouverture d'un Examen Professionnel pour le recrutement d'un agent permanent, une femme de ménage à mi-temps à la résidence du Préfet, Administrateur Supérieur, est modifié comme suit :

#### **LIRE :**

##### **Article 4 :**

(...)

##### **2.- Épreuve orale d'admission**

Les candidats admissibles seront convoqués par courrier à un entretien avec le jury.

##### **- Modalités de l'entretien.**

- Date et Lieu : Jeudi 14 septembre 2017 à 10h dans la salle de réunion de l'Administration Supérieure.

Entretien avec le jury visant à apprécier la personnalité et les aptitudes du candidat ainsi que ses motivations professionnelles et son expérience (durée : 15 minutes – coef. 2).

#### **AU LIEU DE :**

##### **Article 4 :**

(...)

##### **2.- Épreuve orale d'admission**

Les candidats admissibles seront convoqués par courrier à un entretien avec le jury.

##### **- Modalités de l'entretien.**

- Date et Lieu : mercredi 20 septembre 2017 à 9h dans la salle de réunion de l'Administration Supérieure.

Entretien avec le jury visant à apprécier la personnalité et les aptitudes du candidat ainsi que ses motivations professionnelles et son expérience (durée : 15 minutes – coef. 2).

Le reste sans changement.

Article 2 : Le présent arrêté sera enregistré, publié au journal officiel du Territoire et communiqué partout où besoin sera.

Pour le Préfet, Administrateur Supérieur,  
et par délégation le Secrétaire Général,  
Stéphane DONNOT

#### **Arrêté n°2017-688 du 28 août 2017 protant adoption de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)**

#### **LE PREFET, ADMINISTRATEUR SUPERIEUR DES ILES WALLIS ET FUTUNA, CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR, CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961 modifiée, conférant aux îles Wallis et Futuna le statut de Territoire d'outre-mer ;

Vu le décret n° 57-811 du 22 juillet 1957 relatif aux attributions de l'assemblée territoriale, du conseil territorial et de l'administrateur supérieur des îles Wallis-et-Futuna ;

Vu le décret du 2 février 2017 portant nomination du préfet, administrateur supérieur des îles Wallis et Futuna – M. TREFFEL (Jean-Francis) et sa prise de fonction le 27 février 2017 ;

Vu l'arrêté interministériel du 6 mai 2016 portant nomination de Monsieur Stéphane DONNOT, en qualité de secrétaire général des îles Wallis et Futuna ;

Vu l'arrêté n° 2017-102 du 28 février 2017 accordant délégation de signature à Monsieur Stéphane DONNOT, sous-préfet hors classe, en qualité de Secrétaire Général des îles Wallis et Futuna ;

Vu le code territorial de l'environnement adopté par la délibération modifiée n° 31/AT/2006 du 2 octobre 2006 approuvée et rendue exécutoire par l'arrêté n° 2007-309 du 20 août 2007, et notamment son article E. 411-2 ;

Vu l'avis favorable de l'Assemblée territoriale du 5 juillet 2017 ;

Le Conseil territorial entendu ;

Sur proposition du Secrétaire Général des îles Wallis et Futuna.

#### **ARRÊTE :**

Article 1<sup>er</sup> : En application de l'article E. 411-2 du code territorial de l'environnement, l'annexe 1 au présent arrêté constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 2 : L'annexe 2 au présent arrêté constitue le formulaire de demande d'autorisation du dossier d'autorisation prévu à l'article E. 412-3 du code territorial de l'environnement.

Article 3 : L'annexe 3 au présent arrêté constitue le formulaire de déclaration prévu à l'article E. 412-8 du code territorial de l'environnement.

Article 4 : Le secrétaire général, le Commandant de la brigade de gendarmerie, le Chef de service des Douanes et le chef du service territorial de l'environnement, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée et publiée au journal officiel du territoire.

Le Préfet, Administrateur Supérieur,  
des îles Wallis et Futuna,  
Jean-Francis TREFFEL

**Annexe 1 :  
NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES  
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**Classement des rubriques – Séries 1000 et 2000**

	Substances et préparations		Activités
1100	Toxiques	2100	Activités agricoles, animaux
1200	Combustibles	2200	Agroalimentaire
1300	Explosifs	2300	Textiles, cuirs et peaux
1400	Inflammables	2400	Bois, papier, carton, imprimeries
1500	Combustibles	2500	Matériaux, minéraux et métaux
1600	Corrosifs	2600	Chimie, parachimie, caoutchouc
1700	Radioactifs	2700	Déchets et assainissement
1800	Réservé	2800	Réservé
1900	Réservé	2900	Divers

A: Autorisation ; D : Déclaration

Les unités utilisées correspondent au système métrique en vigueur.

1000	<p>Substances et préparations (définition et classifications des -)</p> <p><b>Définitions</b>            Les termes utilisés de “substances” et “préparations” sont définis comme tels :            Substance : Les éléments chimiques ou leurs composés comme ils se présentent à l'état naturel ou tels qu'ils sont produits par l'industrie contenant éventuellement tout additif nécessaire à leur mise sur le marché.            Préparation : Mélange ou solution qui sont composés de deux ou plusieurs substances.</p> <p>Les termes ou expressions utilisés de “combustibles”, “explosifs”, “facilement inflammables”, “toxiques”, “très toxiques”, et “dangereux pour l'environnement” sont définis en fonction de la (ou des) phrase(s) de risque et du (ou des) symbole(s) indiqué(s) dans la fiche de données de sécurité de la substance ou de la préparation considérée.</p> <p>Pour les substances dangereuses pour l'environnement, on distingue :            Les substances très toxiques aquatiques pour les organismes aquatiques (A) ;            Les substances toxiques pour les organismes aquatiques et pouvant entraîner des effets néfastes à long terme pour l'environnement aquatique (B).</p> <p><b>Classification</b>            1 – Substances            Une substance est classée très toxique, dangereuse pour l'environnement, comburante, explosible, extrêmement inflammable, facilement inflammable ou inflammable, lorsque cette substance est affectée du ou des symboles et phrases de risque suivants:            T+ : très toxique – phrases de risque correspondantes : R26, R27, R28 ;            T : toxique - phrases de risque correspondantes : R23, R24, R25 ;            N : dangereux pour l'environnement A et B - phrases de risque correspondantes : R50 (A), R51 (B), R53 (A et B) ;            O : comburant – phrases de risque correspondantes : R7, R8, R9 ;            E : explosif – phrases de risque correspondantes : R1, R2, R3, R4, R5, R6 ;            F+ : extrêmement inflammable - phrases de risque correspondantes : R12 ;            F : facilement inflammable - phrases de risque correspondantes : R11 ;            sans : inflammable – phrase de risque correspondante : R10 ou inflammable au sens de la rubrique 1430.</p> <p>2 – Préparations            Une préparation est classée très toxique, toxique, dangereuse pour l'environnement, comburante, explosible, extrêmement inflammable, facilement inflammable ou inflammable, lorsque cette préparation est affectée du ou des symboles et phrases de risque suivants :            T+ : très toxique – phrases de risque correspondantes : R26, R27, R28 ;            T : toxique – phrases de risque correspondantes : R23, R24, R25 ;            O : comburant - phrases de risque correspondantes : R7, R8, R9 ;</p>	
------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--

	E : explosif – phrases de risque correspondantes : R1, R2, R3, R4, R5, R6 ; F+ : extrêmement inflammable - phrases de risque correspondantes : R12 ; F : facilement inflammable - phrases de risque correspondantes : R 11 ; sans : inflammable – phrase de risque correspondante : R10 ou inflammable au sens de la rubrique 1430.	
1110	Très toxiques (fabrication industrielle de substances et préparations - ) telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature et à l'exclusion de l'uranium et de ses composés. Quelle que soit la quantité susceptible d'être présente dans l'installation :	A
1111	Très toxiques (emploi ou stockage de substances et préparations -) telles que définies à la rubrique 1000. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :  1 – substances et préparations solides : Supérieure ou égale à 1000 kg Supérieure à 200 kg, mais inférieure à 1000 kg  – substances et préparations liquides : Supérieure ou égale à 250 kg Supérieure à 50 kg, mais inférieure à 250 kg  3 - gaz ou gaz liquéfiés : Supérieure ou égale à 50 kg Supérieure à 10 kg mais inférieure à 50 kg	A D  A D  A D
1115	Dichlorure de carbonyle ou phosgène (fabrication industrielle de -) Quelle que soit la quantité susceptible d'être fabriquée	A
1116	Dichlorure de carbonyle ou phosgène (emploi ou stockage de -) La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : Supérieure à 30 kg En récipients de capacité unitaire inférieure à 30 kg, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 60 kg	A D
1130	Toxiques (fabrication industrielle de substances et préparations) telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature ainsi que du méthanol. Quelle que soit la quantité susceptible d'être présente dans l'installation :	A
1131	Toxiques (Emploi ou stockage de substances ou préparations) telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature ainsi que du méthanol :  Substances et préparations solides : la quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : Supérieure ou égale à 30 t Supérieure ou égale à 5 t mais inférieure à 30 t  Substances et préparations liquides : la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : Supérieure ou égale à 10 t Supérieure ou égale à 1 t mais inférieure à 10 t  Gaz ou gaz liquéfiés : la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : Supérieure ou égale à 2 t Supérieure ou égale à 200 kg mais inférieure à 2 t	A D  A D  A D
1135	Ammoniac (Fabrication industrielle de l') Quelle que soit la quantité susceptible d'être présente	A
1136	Ammoniac (Emploi ou stockage de l')  Stockage	



	La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant, en récipients de capacité unitaire supérieure à 50 kg : supérieure à 150 kg en récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 50 kg : supérieure ou égale à 5 t supérieure ou égale à 150 kg mais inférieure à 5 t	A A D
	Emploi La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : supérieure à 1,5 t supérieure ou égale à 150 kg mais inférieure ou égale à 1,5 t	A D
1137	Chlore (fabrication industrielle de) Quelle que soit la quantité susceptible d'être présente dans l'installation :	A
1138	Chlore (emploi ou stockage du) 1 - La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t 2 - En récipients de capacité unitaire supérieure à 60 kg, la quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 60 kg mais inférieure à 1 t 3 - En récipients de capacité inférieure à 60 kg, la quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) supérieure ou égale à 500 kg mais inférieure à 1 t b) supérieure ou égale à 100 kg mais inférieure à 500 kg	A A A D
1141	Chlorure d'hydrogène anhydre liquéfié (emploi ou stockage du) La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : supérieure à 1 t supérieure à 200 kg, mais inférieure ou égale à 1 t	A D
1150	Substances et préparations toxiques particulières (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de) :  substances et mélanges à des concentrations en poids supérieures à 5 % à base de : 4-aminobiphényle et/ou ses sels, benzidine et/ou ses sels, chlorure de N, N-diméthylcarbamoyl, diméthylnitrosamine, 2-naphthylamine et/ou ses sels, oxyde de bis(chlorométhyle), oxyde de chlorométhyle et de méthyle, 1,3-propanesultone, 4-nitrodiphényle, triamide hexaméthylphosphorique, benzotrichlorure, 1,2-dibromoéthane, sulfate de diéthyle, sulfate de diméthyle, 1,2-dibromo-3-chloropropane, 1,2-diméthylhydrazine, hydrazine. Quelle que soit la quantité susceptible d'être présente dans l'installation : Les formes pulvérulentes de 4,4' méthylène-bis (2-chloroaniline) ou ses sels : Quelle que soit la quantité susceptible d'être présente dans l'installation :  Acide arsénieux et ses sels, trioxyde d'arsenic : Quelle que soit la quantité susceptible d'être présente dans l'installation :  Isocyanate de méthyle : Quelle que soit la quantité susceptible d'être présente dans l'installation :  Composés du nickel sous forme pulvérulente inhalable (monoxyde de nickel, dioxyde de nickel, sulfure de nickel, disulfure de trinickel, trioxyde de dinickel), dichlorure de soufre : Quelle que soit la quantité susceptible d'être présente dans l'installation :  Hydrogène arsénié, hydrogène phosphoré : La quantité totale de l'un de ces produits susceptible d'être présente dans l'installation étant : supérieure ou égale à 200 kg supérieure ou égale à 10 kg mais inférieure à 200 kg  Acide arsénique et ses sels, pentoxyde d'arsenic : La quantité totale de l'un de ces produits susceptible d'être présente dans l'installation étant : supérieure ou égale à 1 t supérieure ou égale à 50 kg mais inférieure à 1 t  Ethylèneimine : La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : supérieure ou égale à 10 t	A A A A A A A A A D A D A D A

	supérieure ou égale à 1 kg mais inférieure à 10 t	D
	Dérivés alkylés du plomb : La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : supérieure ou égale à 5 t supérieure ou égale à 500 kg mais inférieure à 5 t	A D
	Diisocyanate de toluylène : La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : Supérieure ou égale à 10 t Supérieure ou égale à 500 kg mais inférieure à 10 t	A D
1156	Oxyde d'azote autres que l'hémioxyde d'azote (emploi ou stockage des) : La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : Supérieure ou égale à 1 t Supérieure ou égale à 200 kg mais inférieure à 1 t	A D
1157	Trioxyde de soufre (emploi ou stockage de) La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : Supérieure ou égale à 1 t Supérieure ou égale à 200 kg mais inférieure à 1 t	A D
1171	Dangereux pour l'environnement –A et/ou B-, très toxiques et/ou toxiques pour les organismes aquatiques (fabrication industrielle de substances), telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion de celles visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques :  Cas de substances très toxiques pour les organismes aquatiques –A- : Quelle que soit la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation :  Cas des substances toxiques pour les organismes aquatiques –B- : Quelle que soit la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation :	A  A
1172	Dangereux pour l'environnement –A-, très toxiques pour les organismes aquatiques (stockage et emploi de substances), telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion de celles visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : Supérieure ou égale à 100 t Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t	A D
1173	Dangereux pour l'environnement –B-, toxiques pour les organismes aquatiques (stockage et emploi de substances), telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion de celles visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : Supérieure ou égale à 100 t Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t	A D
1174	Organohalogénés, organophosphorés, organostanniques (fabrication industrielle de composés -)	A
1175	Organohalogénés (emploi de liquides -) pour la mise en solution, l'extraction, etc... La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : Supérieure à 1500 litres Supérieure ou égale à 200 litres, mais inférieure à 1500 litres Exclus de cette rubrique : Nettoyage à sec visé par la rubrique 2345 Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564	A D
1190	Substances et préparations très toxiques ou toxiques (emploi ou stockage de) dans les cas non visés par les rubriques 1100 à 1189 : La quantité totale de substances et préparations très toxiques ou toxiques, y compris des substances toxiques particulières visées par la rubrique 1150, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 100 kg La quantité totale des substances et préparations toxiques particulières visées à la rubrique 1150-1 susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 1 kg La quantité totale des substances et préparations toxiques particulières visées à la rubrique 1150-2 susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieures à 10 kg Nota Cette rubrique couvre les installations non visées spécifiquement par d'autres rubriques. Le régime retenu est celui de la simple déclaration. Il s'agit, pour l'essentiel, d'activités non industrielles d'emploi et/ou de stockage (laboratoires d'analyse, de recherche, unités pilote ou dépôts annexes à ces activités) qui présentent	D  D  D

	néanmoins des risques pour l'environnement au regard de l'accumulation de substances diverses toxiques. Dans ce cas, les quantités des produits toxiques présents sont cumulées.	
1200	<p>Combustibles (fabrication, emploi ou stockage de substances ou préparations) telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion de celles visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques.</p> <p>Fabrication</p> <p>Emploi ou stockage. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>Supérieure ou égale à 30 t</p> <p>Supérieure à 500 kg, mais inférieure ou égale à 30 t</p> <p>Nota</p> <p>Pour les solutions de peroxyde d'hydrogène, on considère les quantités d'eau oxygénée contenues.</p>	<p>A</p> <p>A</p> <p>D</p>
1220	<p>Oxygène (emploi et stockage d')</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>Supérieure ou égale à 100 t</p> <p>Supérieure ou égale à 2 t, mais inférieure à 100 t</p>	<p>A</p> <p>D</p>
1310	<p>Produits explosifs (fabrication)</p> <p>Fabrication industrielle par transformation chimique</p> <p>Autres fabrications (1), chargement, encartouchage, conditionnement, études et recherches, essais, à l'exclusion des opérations effectuées sur le site d'emploi (2) en vue de celui-ci telles que chargement de trous de mines, montage, amorçage, mise en liaison électrique ou pyrotechnique :</p> <p>La quantité totale de matière active susceptible d'être présente dans l'installation étant (3) :</p> <p>Supérieure ou égale à 200 kg</p> <p>Supérieure à 2 kg, mais inférieure à 200 kg</p> <p>(1) Nota. Les autres fabrications concernent les fabrications par procédé non chimique, c'est-à-dire par mélange physique de produits non explosifs ou non prévus pour être explosifs (par exemple, explosifs anti-avalanches, nitrate-fuels, émulsions, poudres propulsives, propergols, compositions pyrotechniques...</p> <p>(2) Nota. On entend par emploi d'un produit explosif soit son utilisation pour les effets de son explosion, soit sa mise en situation d'utilisation dans un objet lui-même non classé produit explosif (dispositifs pyrotechniques de sécurité, par exemple)</p> <p>(3) Nota. La quantité de matière active à retenir dans le classement sous cette rubrique doit tenir compte des produits intermédiaires, des en-cours et des déchets, dont la présence dans l'installation s'avère connexe à l'activité de fabrication.</p>	<p>A</p> <p>A</p> <p>D</p>
1311	<p>Produits explosifs (stockage de), à l'exclusion des produits explosifs présents dans les espaces de vente des établissements recevant du public.</p> <p>La quantité totale de matière active susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>Supérieure ou égale à 2 tonnes</p> <p>Supérieure à 50 kg mais inférieure à 2 tonnes</p>	<p>A</p> <p>D</p>
1312	<p>Poudres, explosifs et autres produits explosifs (mise en œuvre de) à des fins industrielles telles que découpage, formage, emboutissage, placage de métaux.</p> <p>La charge unitaire étant supérieure à 10 g et la quantité stockée supérieure à 2 kg.</p>	A
1320	<p>Substances et préparations explosibles (fabrication de)</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>Supérieure à 10 t</p> <p>Inférieure ou égale à 10 t</p>	<p>A</p> <p>D</p>
1321	<p>Substances et préparations explosives (emploi ou stockage) à l'exclusion des poudres et explosifs et des substances visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques.</p> <p>Quelle que soit la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation</p>	A
1330	<p>Nitrate d'ammonium (stockage de)</p> <p>Nitrate d'ammonium et préparations à base de nitrate d'ammonium dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est :</p> <p>Comprise entre 24,5% et 28% en poids et qui contiennent au plus 0,4% de substances combustibles ;</p> <p>Supérieure à 28% en poids et qui contiennent au plus 0,2% de substances combustibles.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>Supérieure à 350 t</p> <p>Supérieure à 100 t, mais inférieure ou égale à 350 t</p> <p>Solutions chaudes de nitrate d'ammonium dont la concentration en nitrate d'ammonium est supérieure à 80% en poids</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>Supérieure à 350 t</p>	<p>A</p> <p>D</p> <p>A</p>

	Supérieure à 100 t, mais inférieure ou égale à 350 t	D
1331	Engrais simples et solides et composés à base de nitrate d'ammonium correspondant aux spécifications de la norme métropolitaine NF U 42-001 (stockage de) La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 1 250 t : Nota: Concernant les engrais azotés simples et les engrais composés azotés binaires (N, F ou N, K) ou ternaires (N, P, K), ne sont à prendre en compte que les engrais à base de nitrate (ex : ammonitrates). En conséquence, les engrais azotés non à base de nitrates (ex : urée) ne sont pas comptabilisés. L'identification d'un engrais à base de nitrates peut se faire par la mention de l'azote nitrique dans les documents commerciaux.	A
1412	Gaz inflammable liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de) Les gaz sont maintenus liquéfiés à une température telle que la pression absolue de vapeur correspondante n'excède pas 1,5 bar (stockages réfrigérés ou cryogéniques) ou sous pression quelle que soit la température. En réservoirs aériens : la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : supérieure ou égale à 10 t supérieure ou égale à 250 kg mais inférieure à 10 t En réservoirs semi-enterrés : les quantités visées ci-dessus sont multipliées par 2,5 En réservoirs enterrés : les quantités visées ci-dessus sont multipliées par 5 Exclus de cette rubrique : gaz visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature	A D
1414	Gaz inflammables liquéfiés (installation de remplissage ou de distribution de) installations de remplissage de bouteilles ou conteneurs installations de chargement ou déchargement desservant un dépôt de gaz inflammables soumis à autorisation installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)	A A D
1415	Hydrogène (fabrication industrielle de l') Quelle que soit la quantité susceptible d'être présente dans l'installation	A
1416	Hydrogène (stockage ou emploi de l') La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : supérieure ou égale 1 t supérieure ou égale à 100 kg mais inférieure à 1 t	A D
1417	Acétylène (fabrication de l') par l'action de l'eau sur le carbure de calcium. Pour l'obtention d'acétylène dissous, quelle que soit la quantité susceptible d'être présente dans l'installation Pour l'obtention d'acétylène gazeux sous une pression absolue supérieure à 2,5.105 Pa Pour l'obtention d'acétylène gazeux sous une pression inférieure ou égale à 2,5.105 Pa lorsque le volume de gaz emmagasiné (calculé à la température de 15°C t à la pression de 105 Pa) est supérieur à 1200 l lorsque le volume de gaz emmagasiné est supérieur à 20 l, mais inférieur ou égale à 1200 l	A A A D
1418	Acétylène (stockage ou emploi de l') La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : supérieure ou égale à 1 t supérieure ou égale à 100 kg mais inférieure à 1 t	A D
1419	Oxyde d'éthylène ou de propylène (fabrication, stockage ou emploi de l') Fabrication Quelle que soit la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation Stockage ou emploi : La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : supérieure ou égale à 1 t supérieure ou égale à 100 kg mais inférieure à 1 t	A A A D
1420	Amines inflammables liquéfiées (emploi ou stockage d') La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : supérieure à 200 kg inférieure ou égale à 200 kg	A D
1430	Liquides inflammables (définition, règles de classement,...) Définition Les liquides inflammables quelle que soit leur nature, sont répartis en quatre catégories conformément aux définitions ci-après. Le point d'éclair est déterminé suivant les modalités techniques définies par l'AFNOR et conformément aux spécifications administratives éventuellement applicables. Règles de classement Le régime de classement d'une installation est déterminé en fonction de la « capacité totale	

	<p>équivalente » exprimée en capacité équivalente à celle d'un liquide inflammable de la 1ère catégorie, selon la formule :</p> <p>C équivalente totale = <math>10A + B + C/5 + D/15</math>, dans laquelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- A représente la capacité relative aux liquides extrêmement inflammables (coefficient 10) : oxyde d'éthyle et tout liquide dont le point d'éclair est inférieur à 0°C et dont la pression de vapeur à 35°C est supérieure à 105 pascals</li> <li>- B représente la capacité relative aux liquides inflammables de la 1ère catégorie (coefficient 1) : tous liquides inflammables dont le point d'éclair est inférieur à 55°C et qui ne répondent pas à la définition des liquides extrêmement inflammables ;</li> <li>- C représente la capacité relative aux liquides inflammables de 2ème catégorie (coefficient 1/5) : tout liquide dont le point éclair est supérieur ou égal à 55°C et inférieur à 100°C, sauf les fuels lourds ;</li> <li>- D représente la capacité relative aux liquides peu inflammables (coefficient 1/15) : fuels (ou mazout) lourds tels qu'ils sont définis par les spécifications administratives.</li> </ul> <p>Nota</p> <p>En outre, si des liquides inflammables sont stockés dans la même cuvette de rétention ou manipulés dans le même atelier, ils sont assimilés à des liquides inflammables de la catégorie présente la plus inflammable.</p> <p>Si des liquides sont contenus dans des réservoirs en fosse ou en double enveloppe avec système de détection de fuite ou assimilés, les coefficients visés ci-dessus sont divisés par 5.</p> <p>Hors les produits extrêmement inflammables, les liquides inflammables réchauffés dans leur masse à une température supérieure à leur point d'éclair sont assimilés à des liquides inflammables de 1ère catégorie.</p> <p>Exclus de cette rubrique : alcools de bouche, eaux-de-vie et autres boissons alcoolisées.</p>	
1431	Liquides inflammables (fabrication industrielle de, dont traitement du pétrole et de ses dérivés, désulfuration)	A
1432	<p>Liquides inflammables visés à la rubrique 1430 (stockage en réservoirs manufacturés de)</p> <p>La quantité totale équivalente de liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1 visé par la rubrique 1430) susceptible d'être présente étant :</p> <p>supérieure à 100 m<sup>3</sup></p> <p>supérieure à 5 m<sup>3</sup>, mais inférieure ou égale à 100 m<sup>3</sup></p>	A D
1433	<p>Liquides inflammables (installations de mélange ou d'emploi de)</p> <p>La quantité totale équivalente de liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1 visé par la rubrique 1430) susceptible d'être présente étant :</p> <p>Installations de simple mélange à froid :</p> <p>supérieure à 50 t pour la catégorie A</p> <p>supérieure à 2,5 t, mais inférieure ou égale à 50 t</p> <p>Autres installations :</p> <p>supérieure à 10 t</p> <p>supérieure à 1 t, mais inférieure ou égale à 10 t</p>	A D  A D
1434	<p>Liquides inflammables (installations de remplissage ou de distribution de)</p> <p>Installations de chargement de véhicules-citernes, de remplissage de récipients mobiles ou des réservoirs des véhicules à moteur, le débit maximum équivalent de l'installation pour les liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1) étant :</p> <p>supérieur à 20m<sup>3</sup>/h</p> <p>supérieur à 1 m<sup>3</sup>/h, mais inférieur ou égal à 20 m<sup>3</sup>/h</p> <p>Installations de chargement ou déchargement desservant un dépôt de liquides inflammables soumis à autorisation</p>	A D  A
1450	<p>Solides facilement inflammables</p> <p>Fabrication industrielle</p> <p>Emploi ou stockage</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>supérieure à 1 t</p> <p>supérieure à 50 kg, mais inférieure ou égale à 1 t</p> <p>Exclus de cette rubrique : Substances visées explicitement par d'autres rubriques.</p>	A  A D
1455	<p>Carbure de calcium (stockage du)</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure à 3 t</p>	D
1510	<p>Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des)</p> <p>Le volume des entrepôts étant :</p> <p>supérieur ou égal à 50 000 m<sup>3</sup></p> <p>supérieur ou égal à 5000 m<sup>3</sup> mais inférieur à 50 000 m<sup>3</sup></p> <p>Exclus de cette rubrique :</p> <p>Les dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant</p>	A D

	<p>par ailleurs de la présente nomenclature</p> <p>Les bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque</p> <p>Les établissements recevant du public</p> <p>Les entrepôts frigorifiques (relevant de la rubrique 1511)</p>	
1511	<p>Entrepôts frigorifiques, à l'exception des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant, par ailleurs, de la présente nomenclature.</p> <p>Le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>supérieur ou égal à 50 000 m<sup>3</sup></p> <p>supérieur ou égal à 5000 m<sup>3</sup> mais inférieur à 50 000 m<sup>3</sup></p>	A D
1520	<p>Asphalte, goudrons, brais et matières bitumineuses, houille, coke, charbon de bois (dépôts d')</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>En vrac, en fûts ou conteneurs de capacité individuelle supérieure à 1 m<sup>3</sup> :</p> <p>supérieure à 500 t</p> <p>supérieure à 50 t, mais inférieure ou égale à 500 t</p> <p>En fûts ou conteneurs de capacité individuelle inférieure ou égale à 1 m<sup>3</sup> : les capacités ci-dessus sont divisées par 10.</p> <p>Règles de classement</p> <p>Le classement d'une installation à l'intérieur de laquelle se trouvent simultanément des fûts ou conteneurs appartenant à l'une ou l'autre des deux catégories est déterminé en fonction de la quantité Q, équivalente à celle de la catégorie 2, calculée d'après la formule</p> $Q = (q_1 / 10) + q_2$ <p>dans laquelle :</p> <p>q<sub>1</sub> représente la quantité susceptible d'être présente et relevant de la catégorie 1</p> <p>q<sub>2</sub> représente la quantité susceptible d'être présente et relevant de la catégorie 2</p>	A D D
1521	<p>Asphalte, goudrons, brais et matières bitumineuses (traitement ou emploi d') distillation, pyrogénéation régénération, etc..., immersion traitement et revêtement de surface, etc..., à l'exclusion des centrales d'enrobages de matériaux routiers.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>supérieure à 10 t</p> <p>supérieure à 1 t mais inférieure ou égale à 10 t</p>	A D
1523	<p>Soufre (fabrication industrielle, fusion et distillation, emploi et stockage)</p> <p>A - Fabrication industrielle, transformation et distillation. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 2,5 t</p> <p>B - Fusion. Le fondoir ayant une capacité supérieure ou égale à 1 t</p> <p>C - Emploi et stockage</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>soufre solide pulvérulent dont l'énergie minimale d'inflammation est inférieure ou égale à 100 mJ.</p> <p>supérieure ou égale à 2,5 t</p> <p>supérieure ou égale à 500 kg, mais inférieure à 2,5 t</p> <p>soufre solide autre que celui cité en C1 et soufre sous forme liquide :</p> <p>supérieure à 250 t</p> <p>supérieure à 25 t, mais inférieure ou égale à 250 t</p>	A D  A D A D
1530	<p>Bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues (dépôts de)</p> <p>La quantité stockée étant :</p> <p>supérieure à 20 000 m<sup>3</sup></p> <p>supérieure ou égale à 1 000 m<sup>3</sup> mais inférieure ou égale à 20 000 m<sup>3</sup></p> <p>Exclus de cette rubrique : Établissements recevant du public</p>	A D
1531	<p>Stockages, par voie humide (immersion ou aspersion), de bois non traité chimiquement.</p> <p>La quantité stockée étant supérieure à 1 000 m<sup>3</sup></p>	D
1610	<p>Acide chlorhydrique, acide formique à plus de 50% en poids d'acide, acide nitrique à moins de 70%, acide phosphorique, acide sulfurique, monoxyde d'azote, dioxyde d'azote à moins de 1%, dioxyde de soufre à moins de 20%, anhydride phosphorique (fabrication industrielle de), quelle que soit la capacité de production</p>	A
1611	<p>Acide chlorhydrique à plus de 25% en poids d'acide, acide formique à plus de 10 % en poids, acide nitrique à plus de 5% mais à moins de 70%, acide phosphorique à plus de 25%, acide sulfurique à plus de 15%, anhydride phosphorique (emploi ou stockage d')</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>supérieure à 250 t</p> <p>supérieure à 10 t, mais inférieure ou égale à 250 t</p>	A D
1612	<p>Acide chlorosulfurique, oléums (emploi ou stockage d')</p> <p>supérieure ou égale à 25 t</p> <p>supérieure ou égale à 3 t, mais inférieure à 25 t</p>	A D

1630	<p>Soude ou potasse caustique (emploi ou stockage de lessives de).</p> <p>Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>supérieure à 200 t</p> <p>supérieure à 100 t, mais inférieure ou égale à 200 t</p>	<p>A</p> <p>D</p>
1631	Carbonate de sodium (fabrication du)	A
1700	<p>Substances radioactives (définition, classification et règles de classement des)</p> <p>Définition</p> <p>Les termes « substance radioactive », « activité », « radioactivité », « radionucléide », « source radioactive non scellée » et « source radioactive scellée » sont définis comme tels :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- substance radioactive : toute substance qui contient un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de sa radioprotection.</li> <li>- activité (radioactive) : quotient du nombre de transformations nucléaires spontanées qui se produisent dans une quantité d'un radionucléide pendant un certain temps par ce temps. Dans le système S.I., l'unité d'activité d'une source radioactive est le becquerel, activité d'une quantité de nucléide radioactifs pour laquelle le nombre moyen de transitions (transformations) nucléaires spontanés par seconde est égal à 1 : 1 Bq = 1 s<sup>-1</sup>. On rappelle les valeurs de l'activité dans l'unité hors système, le curie : 1 Bq = 2,702 7.10<sup>-11</sup> Ci et 1 Ci = 3,7.10<sup>10</sup> Bq.</li> <li>- radioactivité : phénomène de transformation spontanée d'un nucléide avec émission de rayonnements ionisants.</li> <li>- radionucléide (radioélément) : nucléide radioactif.</li> <li>- source radioactive non scellée : source dont la présentation et les conditions normales d'emploi ne permettent pas de prévenir toute dispersion de substance radioactive.</li> <li>- source radioactive scellée : source constituée par des substances radioactives solidement incorporées dans des matières solides et effectivement inactives, ou scellée dans une enveloppe inactive présentant une résistance suffisante pour éviter, dans les conditions normales d'emploi, toute dispersion de substance radioactive.</li> </ul> <p>Classification</p> <p>En fonction de leur radiotoxicité relative, les principaux radionucléides sont classés en quatre groupes, conformément au 2° de l'annexe II de la délibération n° 547 du 25 janvier 1995 de Nouvelle Calédonie.</p> <p>Les radionucléides non cités dans la délibération n° 547 susmentionnée et pour lesquels il y a doute ou ignorance quant à leur radiotoxicité doivent être considérés comme appartenant au groupe de radiotoxicité le plus élevé.</p> <p>Règles de classement</p> <p>1) Le classement d'une installation à l'intérieur de laquelle se trouvent des substances radioactives appartenant à des groupes de radiotoxicité différents est déterminé en fonction de l'activité A, équivalente à celle de substances radioactives du groupe 1, calculée d'après la formule :</p> $A = a_1 + (a_2 + a_3) \times 10^{-1} + a_4 \times 10^{-2}$ <p>dans laquelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a<sub>1</sub> représente l'activité en becquerels des substances du groupe 1,</li> <li>a<sub>2</sub> représente l'activité en becquerels des substances du groupe 2,</li> <li>a<sub>3</sub> représente l'activité en becquerels des substances du groupe 3,</li> <li>a<sub>4</sub> représente l'activité en becquerels des substances du groupe 4.</li> </ul> <p>2) Le classement d'une installation dans laquelle sont effectuées des opérations visées à des rubriques différentes est déterminé en fonction de l'activité totale Q, exprimée en activité équivalente à celle de substances radioactives du groupe 1, visées à la rubrique 1710 et calculée d'après la formule :</p> $Q = A_{10} + A_{11} \times 10^{-1} + A_{20} \times 10^{-3}$ <p>dans laquelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>A<sub>10</sub> représente l'activité équivalente, en becquerels, à celle de substances radioactives du groupe 1 donnant lieu à l'une des opérations visées à la rubrique 1710,</li> <li>A<sub>11</sub> représente l'activité équivalente, en becquerels, à celle de substances radioactives du groupe 1 stockées ou en dépôt et visées à la rubrique 1711,</li> <li>- A<sub>20</sub> représente l'activité équivalente, en becquerels, à celle de substances radioactives du groupe 1 sous forme de sources scellées à la rubrique 1720.</li> </ul> <p>Les limites indiquées au 1. de la rubrique 1710, appliquées à l'activité totale Q ainsi calculée, permettent de déterminer si l'installation est soumise à déclaration ou à autorisation.</p> <p>Si la valeur Q ainsi calculée atteint 3.700 GBq, l'installation est considérée comme une installation nucléaire de base (INB) et n'est plus classée dans la présente nomenclature.</p>	

	<p>3) Les substances dont l'activité massique est inférieure à 100 kBq par kg ne doivent pas être prises en compte dans le calcul des activités permettant de déterminer le classement d'une installation, cette limite étant portée à 500 kBq par kg pour les substances radioactives solides naturelles.</p> <p>Pour la détermination du groupe de radiotoxicité, le thorium naturel et l'uranium naturel ne doivent pas être considérés comme des mélanges de substances radioactives. Il en est de même de l'uranium appauvri à condition que le rapport de l'activité de l'uranium 234 à l'activité de l'uranium 238 ne soit pas supérieur à l'unité.</p> <p>4) Par dérogation aux dispositions des rubriques 1710, 1711, 1720 et 1721 ci-après, ne relèvent pas de la présente nomenclature et sont considérées comme installations nucléaires de base (INB), les installations dans lesquelles on procède au stockage, au dépôt, à l'utilisation, à la préparation, à la fabrication, à la transformation ou au conditionnement des matières fissiles suivantes, en quantité respectivement égale ou supérieure à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 0,375 kg pour le plutonium 239,</li> <li>- 0,375 kg pour l'uranium 233</li> <li>- 0,600 kg pour l'uranium 235 contenu dans l'uranium enrichi dans une proportion supérieure à 6%,</li> <li>- 1,200 kg pour l'uranium 235 contenu dans l'uranium enrichi dans une proportion comprise entre 1% et 6%</li> </ul> <p>Lorsque les matières fissiles sont de nature différente, l'installation n'est plus classée dans la présente nomenclature et est considérée comme une installation nucléaire de base (INB), si la somme des fractions, obtenues en divisant la masse de chacune des matières fissiles présentes par la limite applicable indiquée ci-dessus, est supérieure à l'unité.</p>	
1710	<p>Substances radioactives (préparation, fabrication, transformation et conditionnement de) et utilisation de substances radioactives sous forme de sources non scellées ou sous forme de sources scellées non conformes aux normes NF M 61-002 et NF M 61-003 ou équivalentes.</p> <p>Contenant des radionucléides du groupe 1, l'activité totale étant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>supérieure à 370 MBq mais inférieure à 3.700 GBq</li> <li>supérieure à 3.7 MBq mais inférieure ou égale à 370 MBq</li> </ul> <p>Contenant des radionucléides du groupe 2. L'activité totale étant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>supérieure à 3.700 MBq mais inférieure à 37.000 GBq</li> <li>supérieure à 37 MBq mais inférieure ou égale à 3.700 MBq</li> </ul> <p>Contenant des radionucléides du groupe 3. L'activité totale étant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>supérieure à 3.700 MBq mais inférieure à 37.000 GBq</li> <li>supérieure à 37 MBq mais inférieure ou égale à 3.700 MBq</li> </ul> <p>Contenant des radionucléides du groupe 4. L'activité totale étant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>supérieure à 37 GBq mais inférieure à 370 TBq</li> <li>supérieure à 370 MBq mais inférieure ou égale à 37 GBq</li> </ul>	<p>A D</p> <p>A D</p> <p>A D</p> <p>A D</p> <p>A D</p>
1711	<p>Substances radioactives (dépôt ou stockage de) et dépôt ou stockage de substances radioactives sous forme de sources non scellées ou sous forme de source scellées non conformes aux normes NF M 61-002 et NF M 61-003 ou équivalentes.</p> <p>Contenant des radionucléides du groupe 1. L'activité totale étant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>supérieure à 3.700 MBq mais inférieure à 37.000 GBq</li> <li>supérieure à 37 MBq mais inférieure ou égale à 3.700 MBq</li> </ul> <p>Contenant des radionucléides du groupe 2. L'activité totale étant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>supérieure à 37 GBq mais inférieure à 370 TBq</li> <li>supérieure à 370 MBq mais inférieure ou égale à 37 GBq</li> </ul> <p>Contenant des radionucléides du groupe 3. L'activité totale étant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>supérieure à 37 GBq mais inférieure à 370 TBq</li> <li>supérieure à 370 MBq mais inférieure à 37 GBq</li> </ul> <p>Contenant des radionucléides du groupe 4. L'activité totale étant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>supérieure à 370 GBq mais inférieure à 3.700 TBq</li> <li>supérieure à 3.700 MBq mais inférieure ou égale à 370 GBq</li> </ul>	<p>A D</p> <p>A D</p> <p>A D</p> <p>A D</p>
1720	<p>Substances radioactives (utilisation, dépôt ou stockage de) sous forme de sources scellées conformes aux normes NF M 61-002 et NF M 61-003 ou équivalentes.</p> <p>Contenant des radionucléides du groupe 1. L'activité totale étant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>supérieure à 370 GBq mais inférieure à 370 TBq</li> <li>supérieure à 370 MBq mais inférieure ou égale à 370 GBq</li> </ul> <p>Contenant des radionucléides du groupe 2. L'activité totale étant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>supérieure à 3.700 GBq mais inférieure à 3.700 TBq</li> <li>supérieure à 3.700 MBq mais inférieure ou égale à 3.700 GBq</li> </ul>	<p>A D</p> <p>A D</p>



	<p>Contenant des radionucléides du groupe 3. L'activité totale étant : supérieure à 3.700 GBq mais inférieure à 3.700 TBq supérieure à 3.700 MBq mais inférieure à 3.700 GBq</p> <p>Contenant des radionucléides du groupe 4. L'activité totale étant : supérieure à 37.000 GBq mais inférieure à 37.000 TBq supérieure à 37 GBq mais inférieure ou égale à 37.000 GBq</p>	<p>A D</p> <p>A D</p>
1721	<p>Substances radioactives (installations comportant des équipements mobiles contenant des substances radioactives sous forme de sources scellées conformes aux normes NF M 61-002 et NF M 61-003 ou équivalentes).</p> <p>Contenant des radionucléides du groupe 1. L'activité totale étant : supérieure à 370 GBq supérieure à 370 MBq mais inférieure ou égale à 370 GBq</p> <p>Contenant des radionucléides du groupe 2. L'activité totale étant : supérieure à 3.700 GBq supérieure à 3.700 MBq mais inférieure ou égale à 3.700 GBq</p> <p>Contenant des radionucléides du groupe 3. L'activité totale étant : supérieure à 3.700 GBq supérieure à 3.700 MBq mais inférieure à 3.700 GBq</p> <p>Contenant des radionucléides du groupe 4. L'activité totale étant : supérieure à 37.000 GBq supérieure à 37 GBq mais inférieure ou égale à 37.000 GBq</p>	<p>A D</p> <p>A D</p> <p>A D</p> <p>A D</p>
1810	<p>Substances ou préparations réagissant violemment au contact de l'eau (fabrication, emploi ou stockage des), à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : supérieure ou égale à 50 t supérieure ou égale à 1 t mais inférieure à 50 t</p>	<p>A D</p>
1820	<p>Substances ou préparations dégageant des gaz toxiques au contact de l'eau (fabrication, emploi ou stockage des), à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : supérieure ou égale à 50 t supérieure ou égale à 1 t mais inférieure à 50 t</p>	<p>A D</p>
2101	<p>Bovins (établissements d'élevage, vente, transit, etc., de) en stabulation plus de 100 animaux de 20 à 100 animaux</p> <p>Nota : ne sont pris en compte que les animaux âgés de plus de 30 jours</p>	<p>A D</p>
2102	<p>Porcs (activité d'élevage, vente, transit, etc. de-)</p> <p>Le nombre total d'animaux équivalents susceptibles d'être présents dans l'établissement étant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- supérieur à 70 animaux équivalents</li> <li>- supérieur à 20 mais inférieur ou égal à 70 animaux équivalents</li> </ul> <p>Nota : Sont pris en compte les animaux en plein air et les animaux en stabulation</p> <p>Équivalences :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- porcs à l'engrais, jeunes femelles, animaux en élevage de multiplication ou sélection : 1</li> <li>- reproducteurs, truies, verrats : 3</li> <li>- porcelets sevrés de moins de 30 kg avant mise en engraissement ou sélection : 0,2</li> </ul>	<p>A D</p>
2110	<p>Lapins (établissement d'élevage, vente, transit, soins, garde, etc..., de) de plus d'un mois : plus de 2000 animaux supérieur à 700 mais inférieur ou égal à 2000 animaux</p> <p>Nota : ne sont pris en compte que les animaux âgés de plus de 30 jours</p>	<p>A D</p>
2111	<p>Volailles, gibiers à plumes (établissements d'élevage, vente, transit, etc..., de)</p> <p>Le nombre total d'animaux équivalents susceptibles d'être présents dans l'établissement étant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>supérieur ou égal à 2000 animaux équivalents</li> <li>supérieur ou égal à 500 mais inférieur à 2000 animaux équivalents</li> </ul> <p>Équivalences :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Poule, poulet, poulette, poule pondeuse, faisan, pintade, canard : 1</li> <li>Canard à rôtir, canard reproducteur : 2</li> <li>Dinde et oie : 3</li> <li>Palmipède gras en gavage : 7</li> <li>Poulet léger : 0,85</li> </ul>	<p>A D</p>

	Coquelet : 0,75 Pigeon et perdrix : 0,25 Caille : 0,125	
2112	Couvoirs : capacité logeable d'au moins 100 000 œufs	D
2120	Chiens (établissement d'élevage, vente, transit, soins, garde, fourrière, de) plus de 50 animaux de 20 à 50 animaux  Nota : ne sont pris en compte que les animaux âgés de plus de 30 jours	A D
2130	Pisciculture Pisciculture d'eau douce ; la capacité de production étant : supérieure à 10 t/an supérieure à 500 kg/an, mais inférieure ou égale à 10 t/an Pisciculture d'eau de mer ; la capacité de production étant : supérieure à 20 t/an supérieure à 5 t/an, mais inférieure ou égale à 20 t/an	A D  A D
2131	Aquaculture, autre que pisciculture Taille des bassins d'élevage supérieure à 10000 m <sup>2</sup> Taille des bassins d'élevage inférieure ou égale 10000 m <sup>2</sup>	A D
2160	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable Si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m <sup>3</sup> Si le volume total de stockage est supérieur à 5 000 m <sup>3</sup> , mais inférieur ou égal à 15 000 m <sup>3</sup> Nota : les critères caractérisant les termes silo, silo plat, tente et structure gonflable sont précisés par la délibération de prescriptions générales.	A D
2170	Fabrication des engrais et supports de culture à partir de matières organiques (à l'exclusion de la fabrication relevant des rubriques 2780 et 2781) Lorsque la capacité de production est : supérieure à 5 t/jour supérieure à 1 t/jour, mais inférieure ou égale à 5 t/jour	A D
2171	Fumiers, engrais et supports de culture (dépôts de), renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole. Le dépôt étant supérieur à 100 m <sup>3</sup>	D
2175	Engrais liquide (dépôt d') En récipients de capacité unitaire supérieure ou égale à 3 m <sup>3</sup> , lorsque la capacité totale est supérieure à 100 m <sup>3</sup>	A
2180	Établissements de fabrication et dépôts de tabac, La quantité totale susceptible d'être emmagasinée étant : supérieure à 20 t supérieure à 5 t, mais inférieure ou égale à 20 t	A D
2210	Abattage d'animaux Abattoirs de ruminants, petits ruminants, porcs, équins Abattoirs de volailles et lapins : lorsqu'on tue au moins 50 animaux-équivalents ou lapins par journée de travail lorsqu'on tue au moins 50 animaux-équivalents ou lapins par journée de travail Nota : les poulets, poules, faisans, pintades, comptent pour 1 animal-équivalent, les canards comptent pour 2 animaux-équivalents, les dindes et les oies comptent pour 3 animaux-équivalents, les palmipèdes gras en gavage comptent pour 5 animaux-équivalents, les pigeons, perdrix comptent pour ¼ d'animal-équivalent, les cailles comptent pour 1/8 d'animal-équivalent	A  A D
2220	Alimentaires (préparation ou conservation de produits) d'origine végétale, par cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, torréfaction, etc...), y compris les ateliers de maturation de fruits et légumes. La quantité de produits entrant étant : supérieure à 10 t/ jour supérieure à 2 t/jour, mais inférieure ou égale à 10 t/jour Nota : cette rubrique comprend les ateliers de maturation de fruits et légumes. Exclus de cette rubrique : sucre, fécule, malt, huiles et aliments pour le bétail.	A D
2221	Alimentaires (préparation ou conservation de produits) d'origine animale, par découpage, cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, salage, séchage, saurage, enfumage, etc...	

	La quantité de produits entrant étant : supérieure à 2 t/jour supérieure à 300 kg/jour, mais inférieure ou égale à 2 t/ jour Nota : cette rubrique comprend les aliments pour les animaux de compagnie Exclus de cette rubrique : produits issus du lait et des corps gras	A D
2225	Sucrierie, raffineries de sucre, malteries	A
2226	Amidonneries, féculeries	A
2230	Lait (réception, traitement, transformation, etc... du) ou des produits issus du lait. La capacité journalière de traitement exprimée en litre de lait ou équivalent-lait étant : supérieure à 10.000 litres/jour supérieure à 1 000 litres/jour, mais inférieure ou égale à 10.000 litres/jour Équivalences sur les produits entrant dans l'installation : 1 litre de lait écrémé, de sérum, de babeurre, non concentré = 1 litre équivalent lait 1 litre de lait écrémé, de sérum, de babeurre, pré-concentré = 6 litres équivalent lait 1 litre de crème = 8 litres équivalent lait 1 kilogramme de fromage = 10 litres équivalent lait	A D
2240	Huiles végétales, huiles animales, corps gras (extraction ou traitement des), fabrication des acides stéariques, palmitiques et oléiques : La capacité de production étant : supérieure à 2000 kg/jour supérieure à 200 kg/jour, mais inférieure ou égale à 2000 kg/jour Exclue de cette rubrique : extraction des huiles essentielles des plantes aromatiques, notamment visée par la rubrique 2631.	A D
2250	Alcools d'origine agricole, eaux-de-vie et liqueurs (production par distillation des) La capacité de production exprimée en alcool absolu étant : supérieure à 500 litres/jour supérieure à 50 litres/jour, mais inférieure ou égale à 500 litres/jour	A D
2253	Boissons (préparation, conditionnement de), bière, jus de fruits, autres boissons. La capacité de production étant : supérieure à 10 000 litres/jour supérieure à 1000 litres/jour, mais inférieure ou égale à 10 000 litres/jour. Exclues de cette rubrique : activités visées par les rubriques 2230, 2250, 2251 et 2252.	A D
2254	Eaux minérales, eaux de source, eaux de table (conditionnement des) La capacité de production étant : supérieure à 100 000 litres/jour supérieure à 10 000 litres/jour, mais inférieure ou égale à 100 000 litres/jour	A D
2255	Alcools de bouche d'origine agricole, eaux-de-vie et liqueurs (stockage des) La quantité stockée de produit dont le titre alcoométrique volumique est supérieur à 40%, susceptible d'être présente étant : supérieure à 100 m3 supérieure ou égale à 10 m3, mais inférieure ou égale à 100 m3	A D
2260	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, artificiels ou synthétiques. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : supérieure à 200 kW supérieure à 20 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW	A D
2275	Levure (fabrication de)	A
2311	Fibres d'origine végétale ou animale, fibres artificielles ou synthétiques (traitement de) par battage, cardage, lavage, etc... La quantité de fibres susceptible d'être traitée étant : supérieure à 5 000 kg/jour supérieure à 500 kg/jour, mais inférieure ou égale à 5 000 kg/jour Exclues de cette rubrique : Laines visées à la rubrique 2312.	A D
2312	Lavage des laines de peaux, laines brutes, laines en suint	A
2315	Fabrication de fibres minérales artificielles ou végétales artificielles et produits manufacturés dérivés. La capacité de production étant supérieure à 2 tonnes/jour	A
2321	Ateliers de fabrication de tissus, feutre, articles de maille, dentelle mécanique, cordages, cordes et ficelles. La puissance installée pour alimenter l'ensemble des machines étant supérieure à 20 kW	D

2330	Teinture, impression, apprêt enduction, blanchiment et délavage de matières textiles. La quantité de fibres et de tissus susceptibles d'être traitée étant : supérieure à 1 000 kg/jour supérieure à 50 kg/jour, mais inférieure ou égale à 1000 kg/jour Exclues de cette rubrique : les activités visées par la rubrique 2450	A D
2340	Blanchisseries, laveries de linge. La capacité de lavage de linge étant : supérieure à 5 000 kg/jour supérieure à 500 kg/jour, mais inférieure ou égale à 50 kg/jour Exclus de cette rubrique : nettoyage à sec visé par la rubrique 2345.	A D
2345	Utilisation de solvants pour le nettoyage à sec et le traitement des textiles et vêtements. La capacité nominale totale des machines présentes dans l'installation étant : supérieure à 50 kg supérieure à 0,5 kg, mais inférieure ou égale à 50 kg. Nota : La capacité nominale est calculée conformément à la norme NF G 45-010 de février 1982 relative au matériel pour l'industrie textile et matériel connexe « Matériel de nettoyage à sec – Définitions et contrôle des caractéristiques de capacité de consommation d'une machine »	A D
2350	Tanneries, mégisseries, et toute opération de préparation des cuirs et peaux Exclues de cette rubrique : Opération de salage en annexe des abattoirs et de la teinture.	A
2351	Teintures et pigmentation de peaux. La capacité de production étant : supérieure à 1000 kg/jour supérieure à 100 kg/jour, mais inférieure ou égale à 1000 kg/jour	A D
2355	Peaux (dépôts de) La capacité de stockage étant supérieure à 10 tonnes Nota : cette rubrique comprend les dépôts de peaux salées en annexe des abattoirs.	D
2360	Ateliers de fabrication de chaussures, maroquinerie ou travail des cuirs et des peaux. La puissance installée pour alimenter l'ensemble des machines étant : supérieure à 200 kW supérieure à 20 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW	A D
2410	Atelier où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues. La puissance installée pour alimenter l'ensemble des machines étant : supérieure à 200 kW supérieure à 20 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW	A D
2415	Installations de mise en œuvre de produits de préservation du bois et matériaux dérivés. La quantité de produits susceptible d'être présente dans l'installation étant : supérieure à 1000 litres supérieure à 100 litres ou la quantité de solvants consommée étant supérieure à 25 tonnes/an, sans que la quantité susceptible d'être présente dans l'installation soit supérieure à 1000 litres.	A D
2420	Charbon de bois (fabrication du) Par des procédés de fabrication en continu Par des procédés de fabrication à fonctionnement en discontinu. La capacité totale des enceintes où s'effectue la carbonisation étant : supérieure à 100 m3 inférieure ou égale à 100 m3	A  A D
2440	Papier, carton (fabrication de)	A
2445	Papier, carton (transformation du) La capacité de production étant : supérieure à 20 tonnes/jour supérieure à 1 tonne/jour, mais inférieure ou égale à 20 tonnes/jour	A D

2450	<p>Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles, etc..., utilisant une forme imprimante.</p> <p>Offset utilisant des rotatives à séchage thermique</p> <p>Héliogravure, flexographie et opérations connexes aux procédés d'impression quels qu'ils soient comme la fabrication de complexes par contre collage ou le vernissage.</p> <p>La quantité totale de produits consommée pour revêtir le support étant :</p> <p>supérieure à 200 kg/jour</p> <p>supérieure à 50 kg/jour, mais inférieure ou égale à 200 kg.jour</p> <p>Autres procédés, y compris les techniques offset non visées en 1.</p> <p>La quantité d'encre consommée étant :</p> <p>supérieure ou égale à 400 kg/jour</p> <p>supérieure à 100 kg/jour, mais inférieure ou égale à 400 kg/jour</p> <p>Nota :</p> <p>Pour les produits qui contiennent moins de 10% de solvants organiques au moment de leur emploi, la quantité à retenir pour établir le classement sous les paragraphes 2 et 3 correspond à la quantité consommée dans l'installation, divisée par deux.</p>	<p>A</p> <p>A</p> <p>D</p> <p>A</p> <p>D</p>
2510	Carrières (exploitation de)	A
2515	<p>Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes.</p> <p>La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant :</p> <p>supérieure à 200 kW</p> <p>supérieure à 20 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW</p> <p>Nota :</p> <p>Sont concernées par cette rubrique les unités de production fixes et les installations déplaçables.</p>	<p>A</p> <p>D</p>
2516	<p>Stations de transit de produits minéraux pulvérulents non ensachés tels que ciments, plâtres, chaux, sables fillérisés, la capacité de stockage étant :</p> <p>supérieure à 25 000 m3</p> <p>supérieure à 5 000 m3, mais inférieure ou égale à 25 000 m3</p>	<p>A</p> <p>D</p>
2517	<p>Stations de transit de produits minéraux solides, à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques, la capacité de stockage étant :</p> <p>supérieure à 75 000 m3</p> <p>supérieure à 15 000 m3, mais inférieure ou égale à 75 000 m3</p>	<p>A</p> <p>D</p>
2518	<p>Installation de production de béton prêt à l'emploi équipée d'un dispositif d'alimentation en liants hydrauliques mécanisé, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2522.</p> <p>La capacité de malaxage étant :</p> <p>supérieure à 3 m3</p> <p>inférieure à 3 m3</p> <p>Ces activités ne donnent pas lieu à classement sous la rubrique 2515</p> <p>Nota :</p> <p>Sont concernées par cette rubrique les unités de production fixes, les centrales déplaçables et les centrales de chantier.</p>	<p>A</p> <p>D</p>
2520	<p>Ciments, chaux, plâtres (fabrication de)</p> <p>La capacité de production étant supérieure à 5 tonnes/jour</p>	A
2521	<p>Enrobage au bitume de matériaux routier (centrale d')</p> <p>À chaud (installations fixes et déplaçables)</p> <p>À froid</p> <p>La capacité de l'installation étant :</p> <p>supérieure à 1 000 t/jour</p> <p>supérieure à 50 t/jour, mais inférieure ou égale à 1 000 t/jour</p> <p>Nota : sont concernées par « installation déplaçable » les unités de production fixes ou mobiles utilisées pour le besoin de chantier à durée limitée.</p>	<p>A</p> <p>A</p> <p>D</p>
2522	<p>Installation de fabrication de produits en béton par procédé mécanique.</p> <p>La puissance installée du matériel de malaxage étant :</p> <p>supérieure à 400 kW</p> <p>supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 400 kW</p> <p>Nota :</p> <p>Ces activités ne donnent pas lieu à classement sous la rubrique 2515.</p>	<p>A</p> <p>D</p>
2524	<p>Minéraux naturels ou artificiels tels que le marbre, le granite, l'ardoise, le verre, etc... (atelier de taillage, sciage et polissage)</p> <p>La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de</p>	

	l'installation étant supérieure à 20 kW	D
2530	Verre (fabrication et travail du) La capacité de production des fours de fusion et de ramollissement étant, Pour les verres sodocalciques : supérieure à 5 t/jour supérieure à 500 kg/jour, mais inférieure ou égale à 5 t/jour Pour les autres verres : supérieure à 500 kg/ jour supérieure à 50 kg/jour, mais inférieure ou égale à 500 kg/jour	A D  A D
2531	Verre (travail chimique du) Le volume maximum de produit de traitement susceptible d'être présent dans l'installation étant : supérieure à 150 litres supérieure à 50 litres, mais inférieure ou égale à 150 litres	A D
2540	Houille, minerais, minéraux ou résidus métallurgiques (lavoires à) La capacité de traitement étant supérieure à 10 t/jour	A
2541	Agglomération de houille, charbon de bois, minerai de fer, fabrication de graphite artificiel, la capacité de production tant supérieure à 10 t/jour	A
2542	Coke (fabrication du)	A
2545	Acier, fer, fonte, ferro-alliages (fabrication d') au four électrique. Exclue de cette rubrique : fabrication de ferro-alliages au four électrique lorsque la puissance installée du (des) four(s) est inférieure à 100 Kw.	A
2546	Traitement des minerais non ferreux, métaux et alliages non ferreux (élaboration et affinage des) Exclue de cette rubrique : fabrication de métaux et alliages non ferreux par électrolyse ignée lorsque la puissance installée du (des) four(s) est inférieure à 25kW	A
2547	Silico-alliages ou carbure de silicium (fabrication de) au four électrique, lorsque la puissance installée du (des) four(s) dépasse 100 kW (à l'exclusion du ferrosilicium visé à la rubrique 2545)	A
2560	Métaux et alliages (travail mécanique des) La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : supérieure à 500 kW supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW	A D
2561	Métaux et alliages (trempe, recuit ou revenu)	D
2562	Bains de sel fondus (chauffage et traitements industriels par l'intermédiaire de) Le volume des bains étant : supérieur à 500 litres supérieur à 100 litres, mais inférieur ou égal à 500 litres	A D
2564	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces (métaux, matières plastiques, etc...) par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques(1). Le volume des cuves de traitement étant : supérieur ou égale à 1500 litres supérieur ou égale à 200 litres, mais inférieur à 1 500 litres supérieur à 20 litres, mais inférieur ou égal à 200 litres lorsque les solvants à phases de risques R45, R46, R49, R60, R61 ou des solvants halogénés étiquetés R40 sont utilisés dans une machine non fermée(2) Nota : Solvant organique : tout composé organique volatil (composé organique ayant une pression de vapeur de 0,01 kPa ou plus à une température de 293,15 K ou ayant une volatilité correspondante dans des conditions d'utilisation particulières), utilisé seul ou en association avec d'autres agents, sans subir de modification chimique, pour dissoudre des matières premières, des produits ou des déchets, ou utilisé comme agent de nettoyage pour dissoudre des salissures, ou comme dissolvant, dispersant, correcteur de tension superficielle, plastifiant ou agent protecteur. Une machine est considérée comme fermée si les seules ouvertures en phase de traitement sont celles servant à l'aspiration des effluents gazeux.	A D D
2566	Métaux (décapage ou nettoyage des) par traitement thermique	A
2567	Métaux (galvanisation, étamage de) ou revêtement métallique d'un matériau quelconque par immersion ou par pulvérisation de métal fondu	A
2570	Email Fabrication La fabrication de matière susceptible d'être fabriquée étant :	

	supérieure à 500 kg/jour supérieure à 50 kg/jour, mais inférieure ou égale à 500 kg/jour Application La quantité de matière susceptible d'être traitée étant supérieure à 100 kg/jour	A D D
2575	Abrasives (emploi de matières) telles que sable, corindon, grenaille métallique, etc..., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage. La puissance installée des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW Exclues de cette rubrique : les activités visées par la rubrique 2932.	D
2610	Superphosphates (fabrication des)	A
2620	Sulfurés (ateliers de fabrication de composés organiques) : mercaptans, thiols, thioacides, thioesters, etc., à l'exception des substances inflammables ou toxiques	A
2630	Détergents et savon (fabrication industrielle de, ou base de) La capacité de production étant : supérieure ou égale à 5 t/jour supérieure ou égale à 1 t/jour, mais inférieure à 5 tonnes/jour	A D
2631	Parfums, huiles essentielles (extraction par la vapeur des) contenus dans des plantes aromatiques par des solvants inflammables (voir rubriques 1430 et suivantes) par des solvants non inflammables mais odorants ou toxiques	A D
2640	Colorants et pigments organiques, minéraux et naturels (fabrication par extraction, synthèse, broyage et emploi de) La quantité de matière produite ou utilisée étant : supérieure ou égale à 2000 kg/jour supérieure ou égale à 200 kg/jour, mais inférieure à 2000 kg/jour Exclues de cette rubrique : activités visées aux rubriques 2330 et 2350	A D
2660	Polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques), (fabrication ou régénération)	A
2661	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) La quantité de matière susceptible d'être traitée étant : Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, densification, etc...) : supérieure à 10 tonnes/jour supérieure à 1 tonne/jour, mais inférieure ou égale à 10 tonnes/jour Par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc...) : supérieure à 20 tonnes/jour supérieure à 2 tonnes/jour, mais inférieure ou égale à 20 tonnes/jour	A D A D
2662	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) Le volume susceptible d'être stocké étant : supérieur à 1 000 m <sup>3</sup> supérieur à 65 m <sup>3</sup> , mais inférieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup>	A D
2663	Pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères [matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques] (stockage de) Le volume susceptible d'être stocké étant : À l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc... : supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup> supérieur à 65 m <sup>3</sup> , mais inférieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup> Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant : supérieur à 1 000 m <sup>3</sup> supérieur à 400 m <sup>3</sup> , mais inférieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup>	A D A D
2670	Accumulateurs et piles (fabrication d') contenant du plomb, du cadmium ou du mercure	A
2710	Déchetteries aménagées pour la collecte des encombrants, matériaux ou produits triés et apportés par le public. Nota : Sont compris dans cette rubrique : Monstres (gros électroménager, mobilier, éléments de véhicules, etc...), déchets de jardin, déchets de démolition, déblais, gravats, terre ;	A

	Bois, métaux, papiers cartons, plastiques, textiles, verres ; Déchets ménagers spéciaux (huiles usagées, piles et batteries, médicaments, solvants, peintures, acides et bases, produits phytosanitaires, etc...) usés ou non.	
2711	Transit, regroupement, tri, désassemblage, remise en état d'équipements électriques et électroniques mis au rebut. Le volume susceptible d'être entreposé étant : supérieur ou égal à 500 m <sup>3</sup> supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 500 m <sup>3</sup>	A D
2712	Installation de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transport hors d'usage, la surface étant supérieure à 50 m <sup>2</sup>	A
2713	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. La surface étant : supérieure ou égale à 500 m <sup>2</sup> supérieure ou égale à 100 m <sup>2</sup> et inférieure à 500 m <sup>2</sup>	A D
2714	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup> supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup>	A D
2715	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup>	D
2716	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 20 m <sup>3</sup>	A
2718	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : Pour les huiles usagées : supérieure ou égale à 5 t supérieure à 1 t mais inférieure à 5 t Pour les autres déchets dangereux ou déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses : supérieure ou égale à 1 t supérieure à 500 kg mais inférieure à 1 t	A D  A D
2719	Installation temporaire de transit de déchets issus de pollutions accidentelles marines ou fluviales ou de déchets issus de catastrophes naturelles, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur à 100 m <sup>3</sup>	D
2721	Déchets d'activités de soins à risque infectieux (incinération des)	A
2730	Sous-produits d'origine animale, y compris débris, issues et cadavres (traitement de), y compris des laines de peaux, laines brutes, laines en suint, à l'exclusion des activités visées par d'autres rubriques de la nomenclature, des établissements de diagnostic, de recherche et d'enseignement : La capacité de traitement étant supérieure à 200 kg/jour Exclues de cette rubrique : activités visées par d'autres rubriques de la nomenclature.	A
2731	Sous-produits d'origine animale, y compris débris, issues et cadavres (dépôts de) à l'exclusion des dépôts de peaux, des établissements de diagnostic, de recherche et d'enseignement et des dépôts annexés et directement liés aux installations dont les activités sont classées sous les rubriques 2101 à 2140, 2170, 2210, 2221, 2230, 2240 et 2355 de la présente nomenclature : La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg	A
2740	Incinération de cadavres d'animaux de compagnie	A
2750	Station d'épuration collective d'eaux résiduaires industrielles. Sont considérés comme collectifs, les ouvrages de traitement et d'épuration des eaux résiduaires d'au moins deux industries : dont au moins une est à autorisation et qui ne sont pas attenants à un établissement industriel soumis à autorisation	A



	dont au moins une est à déclaration et qui ne sont pas attenants à un établissement industriel soumis à autorisation ou à déclaration	D
2752	Station d'épuration mixte (recevant des eaux résiduaires domestiques et des eaux résiduaires industrielles) lorsque la charge des eaux résiduaires industrielles est supérieure à 50% de la capacité de la station en demande chimique en oxygène et lorsque les eaux résiduaires industrielles proviennent d'au moins deux industries : dont au moins une est à autorisation et dont les ouvrages de traitement ne sont pas attenants à un établissement industriel soumis à autorisation dont au moins une est à déclaration et dont les ouvrages de traitement ne sont pas attenants à un établissement industriel soumis à autorisation ou à déclaration	A D
2753	Ouvrages de traitement et d'épuration des eaux résiduaires domestiques ou assimilées. La capacité étant : Supérieure à 250 eqH Supérieure à 20 eqH mais inférieure ou égale à 250 eqH  Définitions La capacité des ouvrages de traitement d'effluents domestiques est exprimée en nombre d'équivalent-habitants (eqH) Un équivalent-habitant correspond à une quantité de pollution journalière de : 90 g de matières en suspension (MES) 57 g de matières oxydables [matières oxydables = (DCO + DBO5)/ 3]  Le nombre d'équivalent-habitants est déterminé pour les situations suivantes, dans les conditions ci-après : Usager permanent : 1,0 eqH/usager Occupation permanente telle que internat, caserne, maison de repos ou similaire : 1,0 eqH/usager Occupation temporaire telle que demi-pension, personnel de bureaux ou similaire : 1,0 eqH/usager Occupation temporaire telle que externat ou similaire : 0,3 eqH/usager Occupation occasionnelle telle que lieu public ou similaire : 0,05 eqH/usager	A D
2760	Installation de stockage de déchets Installation de stockage de déchets dangereux Installation de stockage de déchets non dangereux et non inertes	A A
2780	Installations de traitement aérobie (compostage ou stabilisation biologique) de déchets non dangereux et/ou de matière végétale brute, ayant le cas échéant subi une étape de méthanisation La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 10 t/jour La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 2 t/jour et inférieure à 10 t/jour	A D
2781	Installations de méthanisation de déchets non dangereux ou matière végétale brute Méthanisation de matière végétale brute, effluents d'élevage, matières stercoraires, déchets végétaux d'industries agroalimentaires : la quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 15 t/jour la quantité de matières traitées étant inférieure à 15 t/jour  Méthanisation d'autres déchets non dangereux	A D A
2782	Installations mettant en œuvre d'autres traitements biologiques de déchets non dangereux que ceux mentionnés aux rubriques 2780 et 2781 à l'exclusion des installations réglementées au titre d'une autre réglementation	A
2795	Installation de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de matières dangereuses au sens de la rubrique 1 000 de la nomenclature des installations classées ou de déchets dangereux La quantité d'effluents produits par le lavage étant : supérieure ou égale à 20 m3/jour inférieure à 20 m3/jour	A D
2910	<b>Combustion</b> La puissance thermique maximale est définie comme la quantité maximale de combustible, exprimée en pouvoir calorifique inférieur, susceptible d'être consommée par seconde. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est :	

	<p>Supérieure à 20 MW  Supérieure à 2 MW mais inférieure ou égale à 20 MW  Lorsque les produits consommés seuls ou en mélange sont différents de ceux visés en 1. Et si la puissance thermique maximale est supérieure à 0,1 MW  Nota : la biomasse se présente à l'état naturel et n'est ni imprégnée, ni revêtue d'une substance quelconque. Elle inclut notamment le bois sous forme de morceaux bruts, d'écorces, de bois déchiquetés, de sciures, de poussières de ponçage ou de chutes issues de l'industrie du bois, de sa transformation ou de son artisanat.</p>	<p>A D  A</p>
2915	<p>Chauffage (procédé de) employant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles.  Lorsque la température d'utilisation est égale ou supérieure au point éclair des fluides, si la quantité totale des fluides présente dans l'installation (mesurée à 25°C) est :  supérieure à 1 000 litres  supérieure à 100 litres mais inférieure ou égale à 1 000 litres  Lorsque la température d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides, si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25°C) est supérieure à 250 litres</p>	<p>A D  D</p>
2920	<p>Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieure à 105 Pa.  La puissance absorbée étant,  L'installation comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques :  supérieure à 300 kW  supérieure à 20 kW, mais inférieure ou égale à 300 kW  Dans tous les autres cas :  supérieure à 500 kW  supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW</p>	<p>A D  A D</p>
2925	<p>Accumulateurs (ateliers de charge d')</p> <p>La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 20 kW</p>	<p>D</p>
2930	<p>Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie.  Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur.  La surface de travail étant :  supérieure ou égale à 2 000 m<sup>2</sup>  inférieure à 2 000 m<sup>2</sup>  Vernis, peinture, apprêt (application, cuisson, séchage de) sur véhicules et engins à moteur.  La quantité maximale de produits susceptibles d'être utilisés étant :  supérieure à 100 kg/jour  supérieure à 5 kg/jour, mais inférieure ou égale à 100 kg/jour</p>	<p>A D  A D</p>
2931	<p>Moteurs à explosion, à combustion interne ou à réaction, turbines à combustion (ateliers d'essais sur banc de)  La puissance totale définie comme la puissance mécanique sur l'arbre au régime de rotation maximal, des moteurs ou turbines simultanément en essais étant supérieure à 150 kW ou la poussée dépassant 1,5 kW  Nota : cette activité ne donne pas lieu à classement sous la rubrique 2910.</p>	<p>A</p>
2932	<p>Installation d'entretien et de réparation navale (aire de carénage, de radoub)  La surface de travail étant supérieure à 50 m<sup>2</sup></p>	<p>D</p>
2940	<p>Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc... (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile,...)  La quantité maximale de produits susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>Lorsque les produits mis en œuvre sont à base de liquides et lorsque l'application est faite par procédé « au trempé »  supérieure à 1 000 litres  supérieure à 100 litres, mais inférieure ou égale à 1 000 litres  Lorsque l'application est faite par tout procédé autre le « trempé » (pulvérisation, enduction,...) :  supérieure à 100 kg/jour  supérieure à 10 kg/jour, mais inférieure ou égale à 100 kg/jour  Lorsque l'application est faite par tout procédé mettant en œuvre des poudres à base de résines organiques :  supérieure à 200 kg/jour  supérieure à 20 kg/jour, mais inférieure ou égale à 200 kg/jour</p> <p>Règles de classement</p>	<p>A D  A D  A D</p>

	<p>Le régime de classement est déterminé par rapport à la qualité de produits mise en œuvre dans l'installation en tenant compte des coefficients ci-après :</p> <p>Les quantités de produits à base de liquide inflammables de 1ère catégorie (point éclair inférieur à 55°C) ou de liquides halogénés, dénommées A, sont affectées d'un coefficient 1 ;</p> <p>Les quantités de produits à base de liquides inflammables de 2ème catégorie (point éclair supérieur ou égal à 55°C) ou contenant moins de 10% de solvants organiques au moment de l'emploi, dénommée B, sont affectées d'un coefficient ½.</p> <p>Si plusieurs produits de catégories différentes sont utilisés, la quantité Q retenue pour le classement sera déterminée par : <math>Q = A + B/2</math></p> <p>Exclues de cette rubrique :</p> <p>Activités de traitement ou d'emploi d'asphaltes, de goudrons, de brais et de matières bitumineuses, visées par la rubrique 1521 ;</p> <p>Activités visées par les rubriques 2445 et 2450 ;</p> <p>Activités de revêtement sur véhicules et engins à moteur visées par la rubrique 2930 ;</p> <p>Toute autre activité visée explicitement par une autre rubrique.</p>	
2950	<p>Traitement et développement des surfaces photosensibles à base argentique</p> <p>La surface maximale susceptible d'être traitée étant :</p> <p>Radiographie industrielle :</p> <p>supérieure à 80 m²/jour</p> <p>supérieure à 8 m²/jour, mais inférieure ou égale à 80 m²/jour</p> <p>Autres cas (radiographie médicale, art graphique, photographie, cinéma...)</p> <p>supérieure à 200 m²/jour</p> <p>supérieure à 20 m²/jour, mais inférieure ou égale à 200 m²/jour</p>	<p>A</p> <p>D</p> <p>A</p> <p>D</p>
2980	<p>Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs</p> <p>1. Comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 m</p> <p>2. Comprenant uniquement des aérogénérateurs dont le mât a une hauteur inférieure à 50 m et au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur maximale supérieure ou égale à 12 m et pour une puissance totale installée :</p> <p>a) supérieure ou égale à 20 MW</p> <p>b) inférieure à 20 MW</p>	<p>A</p> <p>A</p> <p>D</p>

### Désignation des activités

Abats (Salaisons et préparations de viandes et), voir 2221

Abattage d'animaux, voir 2210

Abattoirs, voir 2210

Abrasives (Emploi de matières), voir 2575

Accumulateurs (Fabrication de plaques d') au plomb, voir 2670

Accumulateurs (Ateliers de charge de), voir 2925

Acétates (Fabrication des) d'amyle : voir 1433 de cellulose, voir 2660 d'éthyle, voir 1433 de méthyle, voir 1433

Acétique (aldéhyde) (Fabrication de l'), voir 1431

Acétique (anhydride) (Fabrication, emploi ou stockage d'), voir 1610 et 1611

Acétone (Fabrication de l'), voir 1431

Acétylène, voir 1418 (Stockage ou emploi de l')

Acétylène (Fabrication de l'), voir 1417

Acide acétique (Fabrication de l'), voir 1610

Acide acétique (Dépôts d'), voir 1611

Acide arsénieux, acide arsénique, arsenic et dérivés (Fabrication, raffinage, stockage, mélange de l'), voir 1110, 1130 et 1150

Acide arsénieux et ses sels (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement d' et à base d'), voir 1150

Acide arsénique et ses sels (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement d' et à base d'), voir 1150

Acide arsénique (Fabrication de l'), voir 1110, 1130 et 1150

Acide chlorhydrique (Fabrication de l'), voir 1610

Acide chlorhydrique (Dépôts d'), voir 1611

Acide chlororhydrique anhydre liquéfié (Mise en œuvre et stockage de l'), voir 1141

Acide chlorosulfurique (Emploi ou stockage d'), voir 1612

Acide cyanhydrique (Fabrication, dépôt d'), voir 1110 et 1111

Acide cyanophosphorique (diméthylamide de l') (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement d' ou à base d'), voir 1130 et 1131

Acide fluoroactique, ses amides, esters et sels (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement d' ou à base d'), voir 1130 et 1131

Acide 4-fluorobutyrique, ses amides, esters et sels (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement d' ou à base d'), voir 1130 et 1131

Acide 4-fluorocrotonique, ses amides, esters et sels (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement d' ou à base d'), voir 1130 et 1131

Acide 4-fluoro-2-hydroxybutyrique, ses amides, esters et sels (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement d' ou à base d'), voir 1130 et 1131

Acide fluorhydrique (Fabrication d'), voir 1110 et 1130

Acide fluorhydrique (Dépôts d'), voir 1111 et 1131

Acide formique et formiates (Fabrication de l'), voir 1610

Acide formique (Dépôts d'), voir 1611  
Acide nitrique ou des oxydes d'azote (Fabrication de l'), voir 1200 et 1610  
Acide nitrique concentré (Dépôts d'), voir 1200, 1611  
Acide phénique (Fabrication de l'), voir 1130  
Acide phosphorique (Fabrication de l'), voir 1610  
Acide phosphorique (Stockage de l'), voir 1611  
Acide picrique (Fabrication, dépôt d'), voir 1310, 1311, 1610 et 1611  
Acide pyroligneux (Fabrication de l'), voir 2420 ; (Purification de l'), voir 1610  
Acide salicylique (Fabrication de l') au moyen de phénol voir 1131  
Acide sulfureux (Blanchiment par l'), voir 2330  
Acide sulfureux (Fabrication de l'), voir 1131  
Acide sulfurique (Fabrication de l') ou des oxydes de soufre, voir 1610  
Acide sulfurique (Concentration de l'), voir 1610  
Acide sulfurique fumant, oléum, chloro sulfurique (Emploi ou stockage d'), voir 1612  
Acide sulfurique concentré ou de solutions de cet acide contenant plus de 25 % d'acide sulfurique en poids (Dépôts d'), voir 1611  
Acides, voir 1610, 1611, 1612  
Acier (Fabrication de l'), voir 2545  
Adhésifs synthétiques (Fabrication ou régénération, emploi ou réemploi, stockage d'), voir 2660, 2661, 2662 et 2663  
Aérosols, voir 1412, 1414  
Affinage : D'acier, fer, fonte, ferro-alliage (Fabrication), voir 2545 De métaux et alliages non ferreux (Elaboration, traitement et affinage), voir 2546  
Agglomérés ou briquettes de houille, de charbon de bois ou autres combustibles (Fabrication des), voir 2541  
Agglomérés divers (Préparation d'), voir 2522  
Air et gaz combustibles (Compression d'), voir 2920  
Albumine (Fabrication de l'), voir 2221  
Alcaloïdes (Extraction des) par les solvants inflammables, voir 1433 par les solvants non inflammables, mais odorants ou toxiques voir 1175  
Alcools et eaux-de-vie (Production par distillation des), voir 2250  
Alcool de bouche d'origine agricole (Stockage des), voir 2255  
Alcool méthylique (Fabrication de l') par synthèse, voir 1130  
Alcools (Ateliers de rectification des) méthylique, éthylique et propylique, voir 1130 et 1431  
Alcools (Dépôts d') méthylique (ou méthylène du commerce), éthylique (ou alcool dénauré) et propylique à un titre supérieur à 40 °GL, voir 1432  
Alcool (Mélange ou emploi), voir 1433  
Aldéhyde acétique (Fabrication de l'), voir 1431  
Aldéhyde formique (Fabrication, mise en œuvre, stockage de l'), voir 1130 et 1131  
Aldicarbe (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1130 et 1131  
Alimentaires secs (Préparation de produits), à l'exception des produits issus du lait, voir 2220 et 2221  
Alimentaire (Conservation des produits), voir 2220 et 2221  
Alimentaire (Préparation et conservation des produits) d'origine végétale, voir 2220

Alimentaire (Préparation et conservation des produits) d'origine animale, voir 2221  
Alimentaires (Stockage en silos de produits), voir 2160  
Aliments pour bétail (Fabrication d'), voir 2260  
Alizarine artificielle (Fabrication de l') au moyen de l'anthracène, voir 2640  
Alliages métalliques (Stockage et activité de récupération de déchets de), voir 2722  
Allumettes chimiques (Dépôts d'), voir 1525  
Alumine (Fabrication de l'), voir 2546  
Aluminium (Fabrication de sulfate d') et fabrication d'aluns : 1° Par le lavage des terres alumineuses grillées 2° Par l'action de l'acide sulfurique sur la bauxite, voir 2546  
Aluminium (Battage de l') ou de ses alliages, voir 2560  
Aluminium (Fabrication de l') ou de ses alliages par procédés électrométallurgiques, voir 2546  
Aluminium (Fabrication du silico-aluminium) au four électrique, voir 2547  
Amidonneries, voir 2226  
Aminodiphényle (Fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1150  
4-Aminodiphényle ou ses sels (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1150  
Amiton (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement d' ou à base d'), voir 1150  
Ammoniacaux (Fabrication des sels), voir 1136  
Ammoniac (Emploi ou stockage de l'), voir 1136  
Ammoniac (Fabrication industrielle de l'), voir 1135  
Ammoniac liquéfié (Dépôt de), voir 1136  
Ammoniac et ammoniacque (Fabrication de), voir 1135  
Ammonitrates (Stockage de), voir 1331  
Ammonium nitrate (Dépôt de), voir 1330  
Amorces fulminantes (Fabrication des), voir 1310  
Anabasines (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement d' ou à base d'), voir 1130 et 1131  
Anhydride acétique (Dépôts d'), voir 1611  
Anhydride acétique (Fabrication, emploi ou stockage), voir 1610 et 1611  
Anhydride phosphorique, voir 1611  
Anhydride sulfureux (Utilisation et stockage d'), voir 1131  
Anhydride sulfureux (Fabrication d'), voir 1131  
Aniline et homologues ou dérivés, voir 1110, 1111, 1130 et 1131  
Animaux et êtres vivants : 1° Bovins, voir 2101 2° Porcs, voir 2102 3° Lapins, voir 2110 4° Volailles et gibiers à plumes, voir 2111 5° Animaux carnassiers à fourrure, voir 2113  
Antimoine (Grillage de minerais d'), voir 2546  
Antimoine (hydrure) (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1130 et 1131  
Antimoine (Réduction des minerais d'), voir 2545  
Apports volontaires (déchets), voir 2710  
Apprêt (Application, cuisson, séchage de), voir 2930 et 2940  
Apprêtage de peaux, voir 2350  
Apprêtage de textile, voir 2330  
Ardoise (Atelier de taille, sciage et polissage des), voir 2524

Argent (Récupération de l'), voir 2546  
Argent (Battage de l'), voir 2560  
Argent (Fabrication du nitrate d'), voir 1611  
Argent (Affinage de l'), voir 2546  
Argent (Extraction de l') par amalgamation ou cyanurisation, voir 2546  
Argenture des glaces avec application de vernis aux hydrocarbures, voir 2940  
Argenture des métaux au mercure, voir 1131  
Arsenic (Fabrication des sulfures d'), voir 1110, 1130 et 1150  
Arsenic (Pentoxyde d') (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement d' ou à base d'), voir 1150  
Arsenic (Trioxyde d') (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1150  
Arséniates métalliques (Fabrication des), voir 1110, 1130 et 1150  
Articles de maille (Fabrication d'), voir 2321  
Artifices (Fabrication des pièces d'), voir 1310  
Asphalte, bitume, brais, résines et matières bitumineuses solides (Dépôt de), voir 1520  
Asphalte, bitume, brais, résines et matières bitumineuses solides ou liquides, produits solides ou liquides, combustibles ou odorants, huiles créosotées, paraffines, ozokérite, chloronaphtalènes, (Traitement ou emploi), voir 1521  
Atelier de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteurs, voir 2930  
Ateliers de charge d'accumulateurs, voir 2925  
Ateliers de reproduction graphique (Imprimerie), voir 2450  
Ateliers d'imprégnation de peau, voir 2350, 2351 et 2360  
Azimphos-Ethyl (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1130 et 1131  
Azimphos-Ethyl (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base d'), voir 1130 et 1131  
Azote (Mise en œuvre, stockage des oxydes d') voir 1156  
Bâches imperméables (Fabrication des), voir 2940  
Bains de métaux fondus, voir 2567  
Bakélite (Fabrication de la), voir 2660  
Bananes (Atelier de maturation ou mûrissage des), voir 2220  
Baryum (Purification du sulfate de) au moyen de l'acide chlorydrique, voir 1611  
Bases (Soude, potasse) (Emploi ou stockage de), voir 1630  
Battage, cardage, épuration, lavage, séchage et autres opérations analogues de fibres d'origine végétale ou animale, de fibres artificielles ou synthétiques, de plumes de literie, voir 2311  
Battage de l'or, de l'argent, de l'étain et de l'aluminium, voir 2560  
Batteries d'accumulateurs Ateliers de charge de, voir 2925  
Ateliers de fabrication de plaques de plomb, voir 2670  
Benzène, benzine ou benzol : 1° Dépôt de, voir 1432 et 1433 2° Fabrication, voir 1431

Benzidine et sels de benzidine (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1150  
Béryllium (Poudre et/ou composés du) (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1130 et 1131  
Bétail (Fabrication d'aliment pour le), voir 2260  
Béton (Préparation, emploi de matériel vibrant pour la fabrication du), voir 2522  
Bière (Préparation, conditionnement de la), voir 2253  
Biomasse (Combustion), voir 2910  
Bitume ou matières bitumineuses, voir 1520, 1521 et 2521  
Blanchiment des chiffons, fils, laines, tissus organiques, pailles, pâtes à papier, liège ou autres substances, voir 2330  
Blanchisserie, voir 2340  
Blutage des substances végétales et de tout autre matière organique, voir 2260  
Blutage de substances minérales, voir 2515  
Bocards à minerais, voir 2515  
Bois ou matériaux combustibles analogues (Atelier où on travaille le), voir 2410  
Bois papier carton ou matériaux combustibles analogues (Dépôt de), voir 1530  
Bois, (Dépôt de), voir 1530, 1531  
Bois, (Stockage par voie humide de), voir 1531  
Bois (Carbonisation du), voir 2420  
Bois (Combustion de morceaux, écorces, sciures, poussières...), voir 2910  
Bois (Imprégnation des) par des goudrons ou des huiles créosotées, voir 1521  
Bois et matériaux dérivés (Dépôt de produits de préservation du), voir 1111, 1131 et 1150  
Bois et matériaux dérivés (Dépôt de produits de préservation du), voir 1111, 1131 et 1150  
Bois et matériaux dérivés (Installation de mise en œuvre de produits de préservation du) voir 2415  
Boissons (Préparation, conditionnement de), bière, jus de fruits..., voir 2253  
Bovins (Établissement d'élevage, vente, transit, etc...), voir 2101  
Boyauderie (Travail des boyaux frais), voir 2221  
Boyaux et pieds d'animaux abattus (Dépôt de), voir 2731  
Boyaux salés destinés au commerce de la charcuterie (Dépôt de), voir 2221  
Brais, voir 1520, 1521  
Briquetterie de houille et autres combustibles, voir 2541  
Bromates (Dépôt de), voir 1200  
Brome (Fabrication du), voir 1110  
Brome (Emploi des dérivés du) comme solvants, voir 1175  
Bromure de méthyle (Fabrication, emploi, transvasement, dépôt de), voir 1130, 1131  
Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, tamisage, blutage, mélange, épluchage ou décortication de substances végétales et de tout produit organique naturel, artificiel ou synthétique, voir 2260 et 2661  
Broyage, concassage et opérations analogues mentionnées à la rubrique 89, voir 2260 de pierres, cailloux minerais et autres produits minéraux naturels, voir 2515

Broyage, concassage et opérations analogues mentionnées à la rubrique 89, voir 2260 de produits minéraux artificiels, voir 2515  
 Broyage du charbon, voir 1520 et 2515  
 Broyage de plastiques, voir 2661  
 Buanderie, laverie de linge, blanchisserie, voir 2340  
 Butane (Stockage, remplissage, distribution), voir 1412 et 1414  
 Butylène (Stockage, remplissage, distribution), voir 1412 et 1414  
 Cacao, café et autres graines (Torréfaction du), voir 2220  
 Cadavre provenant de l'abattage d'animaux, voir 2730 et 2731  
 Café et autres graines (Torréfaction du), voir 2220  
 Cailles (Établissements d'élevage, de vente, transit, etc. de), voir 2111  
 Calcium (Carbure de), (Stockage de), voir 1455  
 Calcium (Fabrication du) par électrolyse ignée, voir 2546  
 Calcium (Fabrication du silico-) au four électrique, voir 2547  
 Cailloux (Traitement des) par calcination ou broyage à sec ..., voir 2515  
 Cadavres provenant de l'abattage d'animaux, voir 2730 et 2731  
 Camions (Ateliers d'entretien et de réparation de), voir 2930  
 Canards (Établissements d'élevage, de vente, de transit... de) voir 2111  
 Caoutchouc et autres élastomères (Application des enduits de), voir 2330, 2661, 2940  
 Caoutchouc et autres élastomères (Travail du), voir 2661  
 Caoutchouc et autres élastomères (Fabrication d'objets en), voir 2260 et 2661  
 Caoutchouc (Transformation du) en ébonite, voir 2660 et 2661  
 Caoutchouc, voir aussi 2660, 2661  
 Carbofuran (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1130 et 1131  
 Carbonate de cobalt en poudre (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1130 et 1131  
 Carbonate de nickel sous forme pulvérulente (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1150  
 Carbonate de sodium (Fabrication du), voir 1631  
 Carbone (Fabrication de sulfure de), voir 1130  
 Carbone (Sulfure de) : 1° Dépôt, voir 1432 2° Emploi; voir 1433  
 Carbone (tétrachlorure) (Fabrication et emploi du), voir 1433 et 1175  
 Carbonisation des matières animales, voir 2730  
 Carbonisation du bois autrement qu'en meules et en forêt, voir 2420  
 Carbophénation (Activité industrielle de fabrication, emploi, stockage de), voir 1130 et 1131 Carborundum (Fabrication du), voir 2547  
 Carbure de calcium (Dépôt de) lorsque la quantité emmagasinée est supérieure à 3000 kg, voir 1455  
 Carbure de calcium (Action de l'eau sur le pour la fabrication de l'acétylène), voir 1417

Carbure de silicium ou carborundum (Fabrication du), voir 2547  
 Cardage des laines, effilochés de chiffons, crins et fibres d'origine végétale et des plumes de literie, voir 2311  
 Carreaux de grès ou de terre cuite (Fabrication des), voir 2440  
 Carton (Dépôt de), voir 1530  
 Carton (Transformation du), voir 2445  
 Carton bituminé (Fabrication du), voir 1521  
 Carton verni (Fabrication du), voir 2940  
 Cassage des métaux et alliages, voir 2560  
 Caséinerie, voir 2230  
 Céluloid, nitrocellulose, produits cellulosiques, résines et autres matières plastiques, en dissolution dans des liquides inflammables : 1° Dépôt de, voir 1432 2° Préparation de, voir 1433  
 Cendres d'orfèvre (Traitement des) par le plomb, voir 2546  
 Centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers, voir 2521  
 Centrales thermiques, voir 2910  
 Céréales (Silos de stockage des), voir 2160 (Nettoyage et broyage), voir 2260  
 Cérium (Extraction du) par traitement à chaud du minerai au moyen de l'acide sulfurique, voir 2546  
 Chairs, cadavres, débris ou issues provenant de l'abattage des animaux (Dépôt), voir 2731  
 Charbon animal, voir 2730  
 Charbon de bois (Dépôt ou magasin de), voir 1520  
 Charbon de bois (Agglomération), voir 2541  
 Charbon de bois (Fabrication du), voir 2420  
 Charbon (Broyage, concassage, criblage, tamisage, triage, pulvérisation du), voir 2515, 1520 Charbons (Combustion), voir 2910  
 Charbons pour l'électricité et des électrodes pour l'électrochimie et l'électrometallurgie (Fabrication des), voir 2541  
 Charcuterie (Boyaux salés destinés au commerce de la), voir 2221  
 Charpentes en fer (Ateliers de), voir 2560  
 Chaudronneries et tôleries, voir 2560  
 Chauffage (Procédés de) employant comme transmetteurs de chaleur des fluides constitués par des corps organiques combustibles, ces liquides étant utilisés soit en circuit fermé, soit comme simple bain, voir 2915  
 Chauffage, chaufferie, chaudière voir aussi Combustion 2910  
 Chaussures (Fabrication mécanique de), voir 2360  
 Chaux (Fabrication de chlorure de) ou de l'hypochlorite de calcium, voir 1200  
 Chaux, plâtre, pouzzolane (Fabrication de) par cuisson ou broyage des matériaux, la capacité de production étant supérieure à 1000 t/an, voir 2520  
 Chaux pulvérulente (Station de transit), voir 2516  
 Charge de batteries (Installations de), voir 2925 Chiens (Elevage, vente, transit, soin, garde, fourrière, de), voir 2120  
 Chlorates alcalins (Fabrication des) par électrolyse, voir 1200  
 Chlorates alcalins et alcalino-terreux (Dépôt de), voir 1200  
 Chlore : - Fabrication industrielle de, voir 1137 - emploi ou stockage de, voir 1138

Chlore (Blanchiment par le), voir 2330  
Chlore (Emploi du) pour la fabrication des dérivés chlorés, voir 1138 et 1175 (Emploi des dérivés du) comme solvants, voir 1175, 2240, 2330, 2564, 2661 et 2940  
Chlore liquéfié (Dépôt de), voir 1138  
Chlorfenvinphos (Fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1150  
Chlorhydrique (Acide) (Fabrication de l'), voir 1610  
Chlorhydrique (Acide) (Dépôt d'), voir 1611  
Chlorhydrique (Acide) Anhydre liquéfié, voir 1141  
Chloronaphtalènes (Fusion, application sur un matériau quelconque), voir 1521  
N-chloroformyl-morpholine (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1130 et 1131  
Oxydes de bis-chlorométhyle (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1150  
Chloronaphtalène, voir 1520 et 1521  
Chlorophénols, produits chlorophénoliques et dérivés toxiques, persistants ou bioaccumulables analogues (Dépôt de), voir 1131  
Chlorophénols, produits chlorophénoliques et dérivés toxiques, persistants ou bioaccumulables analogues (Installation de formulation, de conditionnement de), voir 1130  
Chlorophénols, produits chlorophénoliques et dérivés toxiques, persistants ou bioaccumulables analogues (Installation de mise en oeuvre de), voir 1131 et 2415  
Chlorophénols, produits chlorophénoliques et dérivés (Fabrication de), voir 1110 et 1130 Chloropicrine (Fabrication, emploi ou transvasement de la) (Dépôt de), voir 1110, 1111, 1130, 1131 Chlorosulfurique (Acide) (Emploi et stockage de l'), voir 1612  
Chlorure de N,N-diméthylcarbamoyl (Emploi, stockage, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1150  
Chlorure d'hydrogène anhydre liquéfié, (Emploi ou stockage de), voir 1141  
Chlorure de trichlorométhylsulfényle (Stockage, emploi, fabrication, mise en oeuvre, stockage de), voir 1130 et 1131  
Chlorure (Fabrication des) : De carbone, voir 1433 De chaux, voir 1200  
Chlorure décolorant, voir 1200 De mercure, voir 1111, 1130 et 1131 De méthyle ou d'éthyle, voir 1412, 1414, 1432, 1433, 1434, 2250 et De soufre, voir 1320  
Ciments (Fabrication des), voir 2520  
Ciments pulvérulents (Station de transit), voir 2516  
Citrons (Atelier de maturation ou de mûrissement des), voir 2220  
Climatisation, voir 2920  
Cobalt sous forme de poudre de métal d'oxydes, de carbonate, de sulfure (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1150, 1130 et 1131 Cocons (Filature de), voir 2311  
Coke (Fabrication du), voir 2542  
Coke (Entrepôt de, dépôt de), voir 1520  
Colles et gélatines (Fabrication de) à l'aide de matières animales, la capacité de production étant supérieure à 100 kg/j, voir 2730  
Colles (Application, cuisson, séchage de), voir 2940

Colles (Dépôt et fabrication de), voir 2660, 2661, 2662, 2663  
Colorants (Fabrication et emploi des), voir 2640  
Combustibles (Substances et préparations), voir 1200  
Combustibles (Dépôt de mat.) voir 1432, 1510, 1520, 1530  
Combustion, voir 2910  
Compostage pour fabrication engrais, voir 2170  
Compression, voir 2920  
Concassage des matières végétales et de tous produits organiques, voir 2260  
Concassage des matières minérales, voir 2515  
Concassage du charbon, voir 1520 et 2515  
Congélation (De produits alimentaires), voir 2221, voir aussi 2920  
Conservation de produits alimentaires, voir 2220 et 2221  
Construction métallique (Ateliers de) avec rivetage pneumatique ou à la main, voir 2560 Contournage des métaux, voir 2560  
Contrecollage (Fabrication de complexe par), voir 2450  
Conversion des métaux et matières plastiques, voir 2564  
Cordage (Fabrication de), voir 2321  
Cordes goudronnées, voir 1521  
Cordes à instruments en boyaux (Fabrication de), voir 2221  
Cirindon (Emploi de), voir 2575  
Cornes, sabots et ongles (Aplatissement des), voir 2730  
Cornes, sabots et ongles et autres déchets animaux (Traitement des), voir 2730  
Corps gras (Traitement des corps d'animaux et des déchets de matières animales en vue de l'extraction des), voir 2240  
Corps gras (Traitement des matières animales à l'état frais en vue de l'extraction des) pour l'alimentation, voir 2240  
Corps gras (Traitement des déchets et résidus de cuisine en vue de l'extraction des), voir 2240  
Corps gras, voir 1175, 1433, 2240  
Corroieries et atelier d'imprégnation de peau, voir 2350 et 2360  
Coton-poudre, coton nitrique (Fabrication et dépôt de), voir 1310, 1320  
Coumafène (Stockage emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1130 et 1131  
Couvoirs, voir 2112 Créosotées (Huiles), voir 1520, 1521  
Créosotées (Huiles) (Imprégnation par les), voir 1521  
Crétons (Fabrication de), voir 2240  
Criblage de matières végétales et de tout autres produits organiques, voir 2260  
Criblage de matières minérales, voir 2515  
Criblage du charbon, voir 1520 et 2515  
Crimidine (Stockage emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1130 et 1131  
Crins : 1° Battage, cardage et épuration des, voir 2311 2° Teinture des, voir 2330, 2450, 2940 Crins d'origine animale (Préparation des), voir 2730  
Cristal et verre au plomb (Fabrication et travail du), voir 2530  
Cristalleries, voir 2531

Crustacés (Préparation et conserve des), voir 2221  
Cuirs (Tanneries), voir 2350  
Cuirs (Torréfaction des), voir 2730  
Cuirs (Teinture), voir 2351  
Cuirs vernis (Fabrication des), voir 2940  
Cuirs verts (Dépôts de), voir 2355  
Cuivre (Trituration des composés du), voir 2515  
Cuivre ou de nickel (Grillage des minerais de), voir 2546  
Cuivre ou nickel (Traitement des minerais de) à l'exception du grillage, voir 2546  
Cuivre ou nickel (Traitement des mattes de), voir 2546  
Cyanamide calcique (Fabrication de la), voir 1130  
Cyanamide (Acide), voir 1110 et 1111  
Cyanophosphorique (Diméthylamide de l'acide), (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1130 et 1131  
Cyanthoate (Fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1150  
Cyanures, ferrocyanures et ferricyanures (Fabrication des), voir 1110 et 1130  
Cycloheximide (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1130 et 1131  
Dangereuses pour l'environnement (Substances) : -  
Définition, voir 1000 – Fabrication industrielle, voir 1171 - Stockage et emploi, voir 1172 et 1173  
Débris, issues, chairs, cadavres provenant de l'abattage des animaux, voir 2730  
Décapage des métaux au sable ou par la grenaille métallique, voir 2575  
Décapage des matériaux divers au sable ou par la grenaille métallique, voir 2575  
Déchèterie, voir 2710  
Déchets d'activité de soins à risques infectieux (incinération des), voir 2721  
Déchets et résidus de cuisine (Traitement des) en vue de l'extraction des matières grasses, voir 2240  
Déchets d'origine animale (Incinération de), voir 2730  
Déchiquetage de matières végétales et de tout autre produit organique, voir 2260  
Déchiquetage de matières minérales, voir 2515  
Décolletage des métaux, voir 2560  
Décortication des substances végétales et de tout autres matière organique, voir 2260  
Décortication des substances minérales, voir 2515  
Découpage des métaux, voir 2560  
Dégraissage textiles, voir 2345  
Délavage des matières textiles, voir 2330  
Déméton (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1130 et 1131  
Dénaturation de l'alcool, voir 1433  
Dépolissage (par emploi de matières abrasives), voir 2575  
Dépôts : de chairs, cadavres, débris ou issues d'origine animale, voir 2731 ; de papier-cartons, bois ou matériaux combustibles analogues, voir 1530 - d'hydrocarbures, voir 1432  
Dérivés halogénés, voir 1175  
Désatamage des métaux par le chlore, voir 1138  
Hydrocarbures (Désulfuration des) avec ou sans récupération de soufre, voir 1431

Détergents (Fabrication des produits) autres que les savons, voir 2630  
Détonnantes (Matières), voir 1310, 1312  
Développement de surfaces photosensibles à bases argentique, voir 2950  
Diacétate de 1-propène-2-chloro-1,3-diol (Stockage, emploi, fabrication, mise en œuvre, stockage de), voir 1130 et 1131  
Dialiphs (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1130 et 1131  
Difluorure d'oxygène (Fabrication, mise en œuvre, stockage de), voir 1130 et 1131  
Dichlorure de soufre (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1150  
Diisocyanate de toluylène (TDI) (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1150  
Dimefox (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de) voir 1130 et 1131  
Diméthylamide de l'acide cyanophosphorique (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1130 et 1131  
Diméthylnitrosamine (Fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1130  
Dyoxides de nickel sous forme de poussières inhalables (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1150  
Dyoxyde de chlore, voir 1139  
Diphacinone (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1130 et 1131  
Distillation (De l'alcool et de l'eau de vie), voir 2250  
Distillerie, voir 2250  
Disulfoton (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1130 et 1131  
Disulfure de nickel sous forme pulvérulente inhalable (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1150  
Dithiophosphate de 0,0 diéthyle et de S (isopropylthiométhyle) (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1130 et 1131  
Dithiophosphate de 0,0 diéthyle et de S (propylthiométhyle) (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1130 et 1131  
Dorure des métaux au mercure, voir 1131  
Dynamite (Fabrication de la), voir 1310  
Dynamite (Dépôt de), voir 1311  
Eau de javel (fabrication de l'), voir 1200  
Eau-de-vie (Production par distillation de l'), voir 2250  
Eau-de-vie (Stockage d'), voir 2255  
Eaux grasses (Extraction des matières grasses contenues) pour la fabrication de savon et autres usages, voir 2240  
Eaux grasses (Dépôt d') destinées soit à l'engraissement des animaux, soit à un traitement industriel quelconque, situé dans une agglomération de 5000 habitants et au-dessus et non situé dans une exploitation agricole, voir 2730



Eaux minérales, eaux de source, eaux de table (Conditionnement des), voir 2254  
Eaux résiduaires industrielles (Stations d'épuration d'), voir 2750, 2752  
Ebonite (Fabrication ou stockage d'), voir 2660, 2661, 2262  
Echaudoirs, voir 2730  
Elastomère, voir 2330, 2660, 2661, 2662, 2940  
Electrodes pour l'électrochimie et l'électrometallurgie (Fabrication des), voir 2541  
Elevage (Etablissement d'), voir 2101, 2102, 2110, 2111, 2112  
Email (Application d') sur les métaux, voir 2570  
Email (Fabrication d'), voir 2570  
Emallage des métaux par application des vernis, voir 2940  
Emaux (Fabrication d') avec fours non fumivores, voir 2570  
Emboutissage des métaux, voir 2560  
Encaustiques (Préparation des), voir 1175, 1433  
Encartouchage, voir 1310  
Encres d'imprimerie à base de dissolvants inflammables de la première catégorie (Préparation des), voir 1433  
Encres d'imprimerie (Stockage des), voir 1432  
Encres d'imprimerie (Emploi pour impression des), voir 2450 et 2940  
Enduction des tissus, voir 2330  
Enfumage (De produits alimentaires), voir 2220 et 2221  
Engins (Destruction d') et munitions, voir 1310  
Engins à moteur (Atelier d'entretien ou de réparation d'), voir 2930  
Engrais et supports de culture (Fabrication des), voir 1330, 1331 et 2170  
Engrais liquides (Dépôts d'), voir 2175  
Engrais solides (Dépôts d'), voir 1331 et 2171  
Engrais simples solides (Stockage de), voir 1330 et 1331  
Engraissement et élevage des volailles, voir 2111  
Engrenages métalliques (Taillage des), voir 2560  
Enrobage au bitume de matériaux routiers (Centrales d'), voir 2521  
Ensachage de substances végétales et de toute autre matière organique, voir 2260  
Ensachage de substances minérales, voir 2515  
Entrepôts couverts, voir 1510, voir aussi 1525 et 1530  
Entretien (Atelier de réparation d') (de véhicules automobiles), voir 2930  
Epaillage des laines et tissus par voie humide, voir 2330  
Epluchage de substances végétales et de toute autre matière organique, voir 2260  
EPN (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1130 et 1131  
Epuration des laines, crins, effilochés de chiffons, fibres d'origine végétale et des plumes de literie, voir 2311  
Equarissage ou traitement de déchets ou sous-produits d'origine animale, voir 2730  
Essais de moteur, voir 2931  
Essences minérales, voir 1430, 1431, 1432, 1433 et 1434  
Essence d'Orient (Fabrication de l'), voir 1434 et 2730  
Essentielles (Huiles) (Extraction des par la vapeur), voir 2631  
Estampage des métaux, voir 2560

Etain (Battage de l'), voir 2560  
Etamage des métaux, voir 2567  
Ethane (Dépôt d'), voir 1411 et 1412  
Ethanol - Rectification, voir 1130 et 1431 - Dépôt, voir 1432  
Ether (oxyde d'éthyle) (Fabrication de l'), voir 1431  
Ether (oxyde d'éthyle) : 1° Dépôts d', voir 1432 2° Emploi de, voir 1433 Ether de pétrole : 1° Dépôts d', voir 1432 2° Emploi d', voir 1433 Ether méthylique monochloré (ou oxyde de chlorométhyle ou oxyde de méthyle) (Fabrication, mise en œuvre, stockage d'), voir 1130 et 1131 Ether méthylique monochloré (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1130 et 1131  
Ethyle (Fabrication d'acétate ou de chlorure d'), voir 1433  
Ethyle (Oxyde d'), voir 1431, 1432, 1433 et 1434  
Ethylène (Dépôts d'), voir 1411 et 1412  
Ethylène (oxyde d'), (Stockage ou emploi d'), voir 1419  
Etirage des métaux, voir 2560 Etoffes 1° Dégraissage des, voir 1175, 1433 2° Impression sur, voir 2330, 2450, 2940  
Ethylèneimine (Fabrication, mise en œuvre, stockage d'), voir 1150  
Etoupilles (Fabrication des) avec des matières explosives, voir 1310  
Explosifs, voir 1310, 1311, 1312, 1313, 1320, 1321, 1610, 1611  
Extraction de corps gras (Par traitement des matières animales), voir 2240  
Faïences (Fabrication de la), voir 2523  
Farines de céréales (Blutage et mélange des) dans des moulins et minoteries, voir 2260  
Fécularies, voir 2226  
Fensulfothion (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1130 et 1131 Fer (Galvanisation étamage ou plombage du), voir 2567 Fer (Minerai de) Agglomération de, voir 2541 Fer (Fabrication des sulfates de), voir 1611  
Fer (Fabrication du), voir 2545  
Fer blanc (Fabrication du), voir 2567  
Fer (Charpente en) (Atelier de), voir 2560  
Fer et de l'acier (Travail du), voir 2560  
Ferricyanure et ferrocyanure (Fabrication des), voir 1110, 1130  
Ferro-alliages (Fabrication des) au four électrique, voir 2545  
Feutre (Fabrication du) sans tissage, voir 2321  
Feutre goudronné (Fabrication du), voir 1521  
Fibres d'origine végétale ou animale, fibres artificielles ou synthétiques (Traitement de), à l'exception des laines visées à la rubrique 2312, voir 2311  
Fibres minérales artificielles et produits manufacturés dérivés (Fabrication de), voir 2315  
Fibres végétales (Blanchiment des), voir 2330  
Fibrines, voir 2730  
Filatures de cocons, voir 2311  
Fils (Blanchiment des), voir 2330  
Fils de laine, bourres et déchets de filatures, de laine et de soie (Battage et lavage des), voir 2311  
Fioul domestique - Combustion, voir 2910 - Stockage et emploi, voir 1432, 1433

Fioul lourd - Combustion, voir 2910 - Stockage, voir 1432, 1433  
Flexographie (Ateliers de), voir 2450  
Fluénitel (Fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1130, 1131  
Fluoroacétique (Acide), ses amides, esters et sels (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1130, 1131  
4-fluorobutyrique (Acide), ses amides, esters et sels (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1130, 1131  
4-fluorocrotonique (Acide), ses amides, esters et sels (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1130, 1131  
4-fluoro-2 hydroxybutyrique (Acide), ses amides, esters et sels (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1130, 1131  
Fluorhydrique (Acide) (Fabrication et dépôt), voir 1110, 1111, 1130, 1131  
Fongicides, voir 1110, 1111, 1130, 1131, 1150  
Fonte de fer (Fabrication de la) au haut fourneau ou au four électrique, voir 2545  
Fonte de fer (Fonderie de) en deuxième fusion, voir 2545  
Fornage des métaux, voir 2560  
Forniate - Dépôt, voir 1611 - Fabrication de, voir 1610  
Formique (acide) - Dépôt, voir 1611 - Fabrication, voir 1610  
Formique (Aldéhyde), voir 1130, 1131  
Fraisage (Métaux et alliages), voir 2560  
Friteries industrielles de produits alimentaires (Poissions, pommes de terre, etc) dans les agglomérations, voir 2220  
Fromages (Affinage des), voir 2231  
Fromageries, voir 2230  
Fromages blancs (Travail mécanique des), voir 2230  
Fruits, légumes et autres produits alimentaires (Conservation de), voir 2220  
Fulminantes (Matières), voir 1310 et 1311  
Fulminate de mercure (Fabrication du), voir 1310  
Fumier (Dépôts de) à l'exclusion des champignonnières, voir 2171  
Galvanisation du fer, voir 2567  
Galvanoplastie, voir 2564  
Garages de véhicules et engins à moteur, voir 2930, 2935  
Gaz - très toxiques (Emploi ou stockage de substances ou préparations), voir 1111 - toxiques (Emploi ou stockage de substances ou préparations), voir 1131  
Gaz dits de ville, gaz de houille, gaz d'huile, etc... (Fabrication des), voir 1410  
Gaz dits pauvres, gaz de gazogène, gaz à l'eau, etc... (Fabrication des), voir 1410  
Gazomètres et réservoirs de gaz comprimés, renfermant des gaz combustibles, voir 1411  
Gaz combustibles liquéfiés (Dépôts de), voir 1412  
Gaz combustibles liquéfiés (Installations de remplissage ou de distribution de), voir 1414  
Gaz combustible (Compression de) naturels ou autres sous une pression supérieure à 1 bar, voir 2920  
Gaz combustibles (Désulfuration), voir 1410  
Gaz à l'eau, voir 1410, 1411, 1431  
Gaz d'huile, voir 1410, 1411  
Gaz de gazogène, voir 1410, 1411, 1431

Gaz hydrogène, voir 1415, 1416  
Gaz incombustibles (Compression de), voir 2920  
Gaz inflammables (Fabrication industrielle de), voir 1410  
Gaz inflammables (Installations de remplissage ou de distribution), voir 1414  
Gazéification de combustibles minéraux solides, voir 1410, 1431  
Gaz naturel (Combustion), voir 2910  
Gaz naturel (Stockage), voir 1411  
Gazomètres et réservoirs de gaz comprimés, renfermant des gaz inflammables, voir 1411  
Gazogènes, voir 1410, 1431  
Gélatines alimentaires (Fabrication de) et gélatines provenant des peaux blanches et des peaux fraîches non tannées, voir 2730  
Glacinium (Fabrication du) par électrolyse, voir 2546  
Glucose massé ou sirop de glucose (Fabrication du), voir 2220  
Glycérine (Distillations de la), voir 2240  
Glycérine (Extraction de la) des eaux de savonneries ou de stéarinerie, voir 2240  
Gomme (Fabrication des sondes et autres objets en), voir 2940  
Goudronnage des feutres, tissus, cordes, papiers, tuiles métalliques, voir 1521  
Goudrons, brais, résines, huiles combustibles d'origine minérale (Mélange ou traitement à chaud, à une température supérieure à 100° C de), voir 1521  
Goudrons et matières bitumineuses fluides (Dépôts de), voir 1520  
Goudrons (Fusion et application sur un matériau quelconque des), voir 1521  
Grainage (par emploi de matières abrasives), voir 2575  
Grains (Silos de stockage des), voir 2160  
Graines et céréales (Nettoyage et broyage de), voir 2260  
Graines et céréales (Stockage de), voir 2160  
Graines et fruits (Torréfaction des), voir 2220  
Graisses (Extraction des), voir 2240  
Graisses de cuisine (Traitement des), voir 2240  
Graisses et suifs en branche (Fonderie des), voir 2240  
Graisses et suifs non alimentaires (Refonte, neutralisation, blanchiment, filtrage...), voir 2240  
Granite (Ateliers de taillage, sciage, polissage de), voir 2524  
Granulats (Traitement des), voir 2515, 2517  
Granulats (Stockage des), voir 2517  
Graphite artificiel (Fabrication du), voir 2541  
Gravures chimiques avec application de vernis ou hydrocarbures, voir 2940  
Gravures ou décapage au sable ou à la grenaille métallique de matériaux divers, voir 2575  
Grenailles métalliques (Emploi de), voir 2575  
Grès (Fabrication de produits céramiques cuits en), voir 2523  
Grillage de minerais, voir 2546  
Guano (Dépôts de), voir 2171  
Halogénés (Dérivés), voir 1175  
Harengs (Saurage des), voir 2221  
Héliogravure (Ateliers d'), voir 2450  
Herbicides, voir 1110, 1111, 1130, 1131, 1150  
Hexafluorure de sélénium (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1130, 1131

Hexafluorure de tellure (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1130, 1131

Hexaméthyl phosphotriamide (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1130, 1131

Houille, coke, lignite (Dépôts ou entrepôts de), voir 1520

Houille (Agglomérés de), voir 2541

Houille (Lavoires à), voir 2540

Huiles animales, voir 2240 Huiles créosotées, voir 1520, 1521

Huiles créosotées (Imprégnation par les), voir 1521

Huiles essentielles (Extraction des par la vapeur), voir 2631

Huiles de pied de bœuf (Extraction des), voir 2240

Huiles de poisson (Extraction des), voir 2240

Huiles de poisson (Traitement des), voir 2240 Huiles et autres corps gras (Extraction ou traitement des), voir 2240

Huiles de résines, voir 1521, 2240

Huiles de schiste, voir 1431, 1432, 1433, 1434

Huiles lourdes créosotées, voir 1521

Huiles lourdes, voir 1521, 2240

Huiles siccatives (Application des), voir 2940

Huiles végétales et résines végétales, résines synthétiques combustibles, huiles animales, à l'exception des huiles de poisson (Mélange ou traitement à chaud, à une température supérieure à 100° C), voir 2240

Huiles végétales (Extraction des), voir 2240

Huiles essentielles (Extraction des par la vapeur), voir 2631

Huiles végétales (Epuración des), voir 2240

Hydrocarbures halogénés (Emploi de), voir 1175, 2240, 2330, 2345, 2564, 2661 et 2940 Hydrocarbures liquides, essences, pétroles et ses dérivés, huiles de schiste et de goudron, furfurol, etc... (Fabrication de liquides inflammables ayant un point d'éclair inférieur à 100° C tels que), voir 1431

Hydrocarbures (Dépôts ou emploi), voir 1430 et suivants

Hydrocarbures solides (Imprégnation des tissus, papiers, etc... par les), voir 1521 Hydrogène (Fabrication de l'), voir 1415

Hydrogène (Stockage et utilisation), voir 1416

Hydrogène arsenié (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1150

Hydrogène phosphoré (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1150

Hydrogène sélénié (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1130, 1131

Hydrogène (Sulfure d'), voir 1110, 1111 Hydrogénation des huiles, voir 2240

Hydroxyacétonitrile (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1130, 1131

Hydrure d'antimoine (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1130, 1131

Hydrures gazeux tels que : arsine, phosphine, etc. (Fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1130, 1131

Hypochlorites alcalins, notamment l'eau de javel (Fabrication des), voir 1200

Hypochlorite de calcium (Fabrication de l'), voir 1200

Imprégnation de peaux, voir 2350, 2351, 2360

Imprégnation de matériaux quelconques, voir 1521

Impression sur étoffes, voir 2330, 2450, 2940

Impression avec des encres préparées au moyen de liquides inflammables, odorants ou toxiques, voir 2940

Insecticides, voir 1110, 1111, 1130, 1150, 1155 Iode (Fabrication de l'), voir 1171

Iridium (Extraction ou affinage de l'), voir 2546

Isobenzan (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1130, 1131 Isocyanate de méthyle (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1150

Isodrine (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1130, 1131

Javel (Eau de) (Fabrication de l'), voir 1200

Juglon (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1130, 1131

Jus de fruits (Préparation, conditionnement), voir 2253

Laines de peaux, laines brutes, laines en suint (Lavage des), voir 2312

Laines (Blanchiment), voir 2330

Laines, crins effilochés de chiffons, fibres d'origine végétale et des plumes de literie (Battage, cardage et épuración des), voir 2311

Laines (Traitement des), voir 2330

Lait (Réception, stockage, traitement, transformation, etc...) ou de produits issus du lait, voir 2230

Laminage des métaux, voir 2560

Latex (Stockage, emploi, fabrication de), voir 2660, 2661, 2662, 2663

Lavage des cocons, voir 2311

Lavage des fibres d'origine végétale ou animale, artificielles ou synthétiques de plume de literie, voir 2311

Laverie de linge, voir 2340, (lavage à sec, voir 2345)

Lavoires : A houille, voir 2450 A laine, voir 2312, A minerais, voir 2540

Légumes (Ateliers de maturation ou mûrissage des), voir 2220

Lessives de soude ou potasse caustique (Dépôts de), voir 1630

Liège (Trituration du), voir 2260

Liège (Ateliers où l'on travaille le), voir 2410

Liège (Blanchiment), voir 2330

Lies de vin (Séchage des), voir 2251

Lignites (Entrepôts et dépôts), voir 1520

Lignites (Broyage, concassage, criblage des), voir 2515

Limes (Taillage des), scies, engrenages métalliques par procédés mécaniques, voir 2560 Linge (Laveries de), voir 2340

Linoléum, voir 2240, 2940

Liquéfaction ou gazéification de combustibles minéraux solides (installations de), voir 1410, 1431

Liqueurs (Production par distillation des), voir 2250

Liqueurs (Stockage des), voir 2255

Liquides halogénés et autres liquides odorants ou toxiques mais ininflammables (Ateliers où l'on emploie des, ou des produits à base de), voir 1175 Liquides halogénés, voir 2240, 2330, 2661, 2940  
 Liquides inflammables (Dépôts de), voir 1432  
 Liquides inflammables de la 1ère catégorie (dépôts de), voir 1432, 1434  
 Liquides inflammables de la 2ème catégorie (dépôts de), voir 1432, 1434  
 Liquides particulièrement inflammables (dépôts de), voir 1432, 1434  
 Liquides inflammables et d'alcool (dépôts mixtes de), voir 1432, 1434  
 Liquides inflammables de la 1ère catégorie ou des alcools (Ateliers où l'on emploie des), voir 1433, 2250, 2251 Liquides inflammables de la 2ème catégorie (Ateliers où l'on emploie des), voir 1433, 2250, 2251  
 Liquides particulièrement inflammables (Ateliers où l'on emploie même partiellement des), voir 1433, 2250  
 Liquides inflammables (Installations de mélange, de traitement ou d'emploi de), voir 1433, 2250, 2251  
 Liquides inflammables (Installations de remplissage ou de distribution), voir 1434  
 Liquides (très toxiques), (Emploi ou stockage de substances ou préparations), voir 1111  
 Liquides inflammables (Fabrication industrielle de), voir 1431  
 Lyophilisation (de produits alimentaires), voir 2221  
 Magnésium (Fabrication du) par électrolyse ignée, voir 2546  
 Maille (Fabrication d'articles de), voir 2321  
 Marbre (Ateliers de taille, sciage et polissage des), voir 2524  
 Maroquinerie (Ateliers de), voir 2360  
 Matériaux, objets ou produits triés apportés par le public (Déchetteries aménagées pour les), bois, déchets de jardin encombrants, gravats, huiles usagées, médicaments, métaux, papiers, cartons, piles et batteries, plastiques, pneumatiques, textiles, verres, voir 2710  
 Matériel vibrant (Emploi de), voir 2522  
 Matières bitumineuses (Dépôt de), voir 1520  
 Matières colorantes (Fabrication de), voir 2640  
 Matières détonantes ou fulminantes, voir 1311  
 Matières plastiques, plastomères ou élastomères ou des produits intermédiaires pour l'obtention de telles substances (Fabrication des), à l'exception du celluloïd, voir 2660  
 Matières plastiques ou résines synthétiques (Emploi de), autres que le celluloïd, voir 2661, 2662, 2663  
 Matières plastiques (Dépôts de), voir 2662, 2663  
 Matières plastiques (Régénération), voir 2660, 2661  
 Matières plastiques (Traitement), voir 2564  
 Matières plastiques alvéolaires ou expansées (Dépôts de), voir 2662, 2663 Matriçage des métaux, voir 2560  
 Mazout, voir 1432, 1433, 1434  
 Mèches soufrées, voir 1523  
 Mélange de produits pulvérulents organiques, voir 2260, minéraux, voir 2515  
 Menuiseries, voir 2410  
 Mercaptans (Ateliers de fabrication de), voir 2620  
 Mercure (Stockage de), voir 1111, 1131  
 Mercure (Fabrication de fulminate de), voir 1310

Mercuriels (Fabrication des sels et composés) et des préparations en contenant, voir 1130  
 Métaux (Affinage des), voir 2546  
 Métaux (Cassage des), voir 2560  
 Métaux (Décapage des) au sable ou par grenaille métallique, voir 2575  
 Métaux (Décapage thermique des), voir 2566  
 Métaux (Désétamage) par le chlore, voir 1138  
 Métaux (Dorure et argenture des) par le mercure, voir 1131  
 Métaux (Stockage et activité de récupération de déchets de), alliages, résidus métalliques, objets en métal et carcasses de véhicules hors d'usage, voir 2722  
 Métaux et alliages (Travail mécanique des) par laminage, étirage, tréfilage, matriçage et tous procédés de formage, voir 2560  
 Métaux et alliages (Travail mécanique des) par décolletage, fraisage, contournage, meulage, perçage et tous procédés mécaniques analogues, voir 2560  
 Métaux et alliages (Fabrication des) par électrolyse ignée, voir 2546  
 Métaux et alliages (Trempe, recuit ou revenu des), voir 2561  
 Métaux et matières plastiques (Traitements électrolytiques ou chimiques des), voir 2564  
 Métaux (Galvanisation, étamage, plombage des) ou revêtement métallique d'un matériau quelconque, voir 2567  
 Méthyle (Fabrication de l'acétate, du chlorure, du nitrate de), voir 1433 Méthylènes (Raffinage des), voir 1130 4-4-Méthylène-bis (2-chloroaniline) ou ses sels sous forme pulvérulente (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1150  
 Méthylique (Alcool) ou méthanol : 1° Dépôt, voir 1432 2° Emploi, voir 1433 3° Fabrication, voir 1130, 1431 4° Rectification, voir 1130, 1431  
 Meulage des métaux, voir 2560  
 Meules artificielles (Fabrication des), voir 2523, 2661  
 Mévinphos (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1130, 1131  
 Minerais carbonatés (Grillage des), voir 2546  
 Minerais de métaux précieux (Traitement des), voir 2546  
 Minerais ou résidus métallurgiques (Concassage et broyage des), voir 2515  
 Minerai de fer (Agglomération de), voir 2541  
 Minerais, minéraux ou résidus métallurgiques (lavoirs à), la capacité de traitement étant supérieure à 10 t, voir 2540  
 Minerais sulfurés ou arsenicaux (grillage des), voir 2546  
 Minerais (Traitement à chaud de) par l'acide sulfurique, en vue de l'extraction des métaux ou de la préparation de sulfates métalliques, voir 2546  
 Minéraux (Corps) naturels ou artificiels tel que le marbre, le granit, l'ardoise, le verre, etc. (Ateliers de taille, sciage et polissage de) par des moyens mécaniques, voir 2524  
 Minéraux ou résidus métallurgiques (Lavoirs à), voir 2540 Minéraux solides (Station de transit), voir 2517  
 Minoteries, voir 2260  
 Mollusques, voir 2221

Moteurs à explosion (Ateliers d'essais de), voir 2931  
 Moteurs à combustion interne (Ateliers d'essai de), voir 2931  
 Moteurs à réaction (Ateliers d'essais de), voir 2931  
 Moulins à céréales, voir 2220  
 Moulins à broyer des produits minéraux ou organiques, voir 2515, 2260  
 Moulins à tan, voir 2260  
 Munitions et engins (Chantiers de destruction de), voir 1310  
 2-Naphtylamine ou ses sels (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1150  
 N-chloroformyl-morpholine (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1130 et 1131  
 Nettoyage à sec, voir 2345  
 Nickel : 1° Grillage de minerais, voir 2546 2° Traitement des mattes, voir 2546 3° Traitement des minerais, voir 2546  
 Nickel (Composé de), sous forme pulvérulente inhalable (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1150  
 Nickel carbonyle (Tétracarbonyl-nickel) (Fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1150  
 Nitrates métalliques obtenus par l'action de l'acide sur le métal (Fabrication des), voir 1611  
 Nitrate d'ammonium (Dépôts de), voir 1330  
 Nitrate d'ammonium (Dépôts de) mélangé avec des matières inertes non susceptibles de réagir sur le nitrate d'ammonium, voir 1331  
 Nitrés (Dépôts de dérivés) à caractère explosif autres que l'acide picrique, voir 1311, 1321  
 Nitrés (Fabrication des produits organiques), voir 1310, 1320  
 Nitrique (acide) (Fabrication de l'), voir 1200, 1610  
 Nitrobenzine ou de ses homologues (Fabrication de la), voir 1433 4,  
 Nitrodiphényle (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1150  
 Nitrosulfate de fer, voir 1611  
 Noir minéral (Fabrication du) par le broyage des résidus de la distillation des schistes bitumineux, voir 2515  
 Offset (Ateliers de reproduction), voir 2450  
 Oléum, voir 1612  
 Ongles, cornes et sabots (Aplanissement des), voir 2730  
 Opthéropiques (Préparations de produits), voir 2690  
 Or ou de l'argent (Affinage de l'), voir 2546  
 Or, de l'argent, de l'étain et de l'aluminium (Battage de l'), voir 2560  
 Or ou de l'argent (Extraction de l'), voir 2546  
 Or et de l'argent (traitement de l') par électrolyse, voir 2546  
 Organohalogénés (composés) (Emploi de liquides), voir 1175, 2345, 2564  
 Os (Distillation ou incinération des) pour la fabrication du noir animal, du noir d'ivoire ou des centres d'os, voir 2730 Os (Dépôt d'), voir 2731  
 Ouvrage de traitement et d'épuration collectif des eaux résiduaires et industrielles, voir 2750

Ouvrage de traitement et d'épuration mixtes recevant des eaux résiduaires industrielles et des eaux résiduaires domestiques ou assimilés, voir 2752  
 Ouvrage de traitement et d'épuration des eaux résiduaires domestiques ou assimilées, voir 2753  
 Oxydes d'azote (Fabrication d'), voir 1156, 1200, 1610  
 Oxydes d'éthyle, voir 1431, 1432, 1433, 1434 Oxyde d'éthylène (Stockage ou emploi d'), voir 1419  
 Oxyde de bis-chlorométhyle (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1150  
 Oxyde de chlorométhyle ou de méthyle (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1150  
 Oxyde cobalt (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1130, 1131  
 Oxyde de nickel (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1150  
 Oxyde de propylène (Stockage ou emploi d'), voir 1419  
 Oxydes de soufre, voir 1131, 1610  
 Oxydisulfon (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1130, 1131  
 Oxygène (Emploi et stockage d'), voir 1220  
 Oxygène liquide (Stockage et utilisation d'), voir 1220  
 Oxygène (Difluorure d') (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1130, 1131  
 Ozokérite (Fusion, application) sur un matériau quelconque, voir 1521  
 Pailles et autres fibres végétales (Blanchiment des), voir 2330  
 Palladium (Extraction ou affinage du), voir 2546  
 Papeteries, voir 2440  
 Papier, carton (Dépôt), voir 1530  
 Papier (Transformation), voir 2445  
 Papier et du carton (Fabrication du), voir 2430, 2440  
 Papier (Fabrication des sacs en), voir 2445  
 Papier goudronné (Fabrication du), voir 1521  
 Papiers usés ou souillés (Dépôt de), voir 2724  
 Paraffine (Fusion, application sur un matériau quelconque), voir 1521  
 Paraoxone (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1130, 1131  
 Parfums (Extraction des) : 1° Par des solvants inflammables, voir 1433 2° Par des solvants non inflammables, mais odorants ou toxiques, voir 1175 3° Par la vapeur, voir 2631  
 Pâte à papier (Blanchiment de la), voir 2330  
 Pâte à papier (Préparation de la), voir 2430  
 Peaux (Apprêtage des), voir 2350  
 Peaux (Lustrage des), voir 2350 Peaux (Imprégnation des) à l'aide de corps gras, voir 2350  
 Peaux (Pelanage des), voir 2350  
 Peaux (Tannerie), voir 2350  
 Peaux et poils (Sécrétage des), voir 2350  
 Peaux fraîches (Séchage des), voir 2350  
 Peaux fraîches et cuirs verts (Dépôts de), voir 2355  
 Peaux salées non séchées (Dépôts de), voir 2355  
 Peaux sèches (Dépôts de) (conservées à l'aide de produits dégageant des odeurs incommodes), voir 2355

Peaux (Teinture), voir 2351  
 Peintures à base de dissolvants inflammables, odorants ou toxiques : 1° Fabrication, voir 1175, 1433 2° Application sur un support quelconque, voir 2940  
 Peintures au pistolet, voir 2930, 2940  
 Peintures par poudrage, voir 2930, 2940  
 Peintures applicables (Cuisson ou séchage des), voir 2930, 2940  
 Pentaborane (Fabrication, stockage, mise en œuvre de), voir 1150 1,3  
 Pentanesultone (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1150  
 Pentoxyde d'arsenic (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1150  
 Perçage (Métaux et alliages), voir 2560  
 Pesticides, voir 1110, 1111, 1130, 1131, 1150, 1155  
 Pétrole, voir 1431, 1432, 1433, 1434  
 Phénique (Acide), voir 1130  
 Phénols (Fabrication des), voir 1130  
 Phorate (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1130, 1131  
 Phosacétine (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1130, 1131  
 Phosphamidon (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1150  
 Phosphore (Fabrication du), voir 1130  
 Phosphore (Dépôts de), voir 1131 Phosphorique (Acide), voir 1610  
 Photosensibles à base argentique (Traitement et développement des surfaces), voir 2950 Phytosanitaires (Produits), voir 1110, 1111, 1130, 1131, 1150, 1155  
 Picrique (Acide), voir 1311, 1610, 1611, 2330 Pieds d'animaux abattus (et boyaux), voir 2731  
 Pigmentation de cuirs et peaux, voir 2351  
 Pigments (Fabrication, utilisation), voir 2640  
 Piles et accumulateurs (Fabrication de) contenant du plomb, du cadmium, ou du mercure, voir 2670  
 Pirazoxone (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1130, 1131  
 Pisciculture, voir 2130  
 Plaques d'accumulateurs (Fabrication des), voir 2670  
 Plastiques, voir 2564, 2660, 2661, 2662, 2663  
 Plastomères, voir 2660  
 Platine et des métaux de la mine du platine, iridium, osmium, palladium, ruthénium (Extraction ou affinage du), voir 2546  
 Plâtre (Cuisson et broyage du), voir 2520  
 Plâtre pulvérulent (Station de transit), voir 2516  
 Plomb (Affinage ou coupellisation du), voir 2546  
 Plomb (Désargentation du) par zingage, voir 2566  
 Plomb (Dérivés alkylés) (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1150  
 Plomb (traitement par voie sèche des minerais de) en vue de l'extraction du métal, voir 2546  
 Plomb (Récupération de), voir 2710

Plomb tétraméthyle ou plomb tétraétyl à une concentration supérieure à 10g/l (Stockage et mise en œuvre), voir 1111  
 Plombage des métaux, voir 2567  
 Plumes de literie (Battage, cardage, épuration et autres opérations analogues comportant l'emploi d'appareils mécaniques des), voir 2311  
 Pneumatiques (Dépôts de), voir 2663  
 Pointes (Fabrication de), voir 2560  
 Poissons (Fabrication de farines, tourteaux et engrais à base ou provenant de déchets de), voir 2221  
 Poissons frais, crustacés et mollusques (Préparation des) pour la fabrication de conserves, voir 2221  
 Poissons salés, saurés ou séchés (Ateliers de préparation des), voir 2221  
 Poissons salés, saurés ou séchés (Dépôts de), voir 2221  
 Poissons (Friteries de), voir 2220  
 Polissage mécanique des métaux, voir 2560  
 Polychlorodibenzodioxines (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1150  
 Polychlorodibenzofuranes (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1150  
 Polymères, voir 2330, 2660, 2661, 2662, 2663, 2940  
 Polymères (Dépôt ou atelier de triage de matières usagées à base de), voir 2725 22  
 Polyuréthane (Fabrication, dépôt, emploi), voir 2660, 2661, 2662, 2663  
 Polystyrène (Fabrication, dépôt, emploi), voir 2660, 2661, 2662, 2663  
 Pommes de terre (Friteries de), voir 2220  
 Porcelaine (Fabrication de la), voir 2523  
 Porcs (Établissements de vente, de travail, de soins, de garde, d'élevage, d'exposition), voir 2102 Potasse caustique (Emploi ou stockage de lessive de), voir 1630  
 Potassium (Fabrication de l'arséniate de), voir 1110, 1130, 1150  
 Potassium (Fabrication du chlorate de) par électrolyse, voir 1200  
 Poteries de terre (Fabrication des), voir 2523  
 Poudres, explosifs et autres produits explosifs (Matières et objets) (Fabrication, conditionnement, chargement, encartouchage, mise en liaison pyrotechnique), voir 1310, 1320  
 Poudres, explosifs et autres produits explosifs (Dépôts de matières ou objets), voir 1311, 1321 Poudres, explosifs et autres produits explosifs (Utilisation de matières ou objets à des fins industrielles telles que formage, emboutissage, placage de métaux, etc), voir 1312, 1321  
 Poudres, explosifs et autres produits explosifs (Mise en œuvre de matières ou objets pour la fabrication, le chargement, l'essai d'engins propulsés), voir 1310  
 Poudres, explosifs et autres explosifs (Tri ou destruction), voir 1313  
 Poudres métalliques (Fabrication des), voir 1150, 2515  
 Poudrettes : 1° Fabrication, voir 2170 2° Dépôt, voir 2171  
 Poussières inflammables, voir 2160  
 Pouzzolanes, voir 2520  
 Préservation du bois et des matériaux dérivés, voir 1111, 1131, 1150, 2415

Produits agropharmaceutiques, produits de préservation du bois et matériaux dérivés, produits pharmaceutiques (Fabrication de matières actives entrant dans la composition de), voir 1110, 1130, 1150

Produits agropharmaceutiques, produits de préservation du bois et matériaux dérivés (Formulation de), voir 1110, 1150

Produits agropharmaceutiques, produits de préservation du bois et matériaux dérivés (Conditionnement de), voir 1111, 1131, 1150

Produits agropharmaceutiques (Dépôts de), voir 1111, 1150

Produits minéraux ou organiques (Broyage, concassage, ensachage, pulvérisation, trituration, tamisage, blutage ou mélange de), voir 2515, 2260

Produits céramiques et réfractaires (Fabrication de), voir 2523

Produits minéraux solides (Station de transit), voir 2516, 2517

Produits organiques nitrés (Fabrication des), voir 1310, 1320

Produits de préservation du bois, voir 1111, 1131, 1150, 2415

Promurit (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1130, 1131

Propane (Dépôt de), voir 1411, 1412 Propanesultone (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1150

Propanol, voir 1431, 1432

Propylène (Dépôt de), voir 1411, 1412

Propylène oxyde (Stockage ou emploi d'), voir 1419

Propylèneimine (Stockage+B1020)

Pulvérisation de produits minéraux, voir 2515 ; organiques, voir 2260 ; du charbon, voir 2515, 1520

Pyrogénéisation pour la fabrication de gaz inflammables, voir 1410

Pyroligneux (Fabrication de l'acide), voir 2420

Pyroligneux (Purification de l'acide), voir 1610

Radioactives (Substances et préparations), voir 1700, 1710, 1711, 1720, 1721

Radiographie industrielle médicale (Traitent et développent des surfaces photosensibles à base argentique), voir 2950

Raticides, voir 1110, 1111, 1130, 1150

Rayonne (Fabrication de la), voir 1433

Recuit de métaux et alliages, voir 2561

Réfractaires (Fabrication de produits), voir 2523

Réfrigération ou compression (Installations de), fonctionnant à des pressions manométriques supérieures à 1 bar, voir 2920 Régénération des matières plastiques, voir 2660

Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur (Ateliers de), voir 2930

Repoussage des métaux, voir 2560

Reproduction graphique (Ateliers de), voir 2450

Résidus de cuisine, voir 2240

Résidus métalliques (Stockage et activité de récupération de déchets de), voir 2722

Résidus métallurgiques, voir 2515, 2540

Résines naturelles ou artificielles, voir 1432, 1433, 1520, 1521, 2240, 2260, 2661, 2662, 2263, 2940

Revenu de métaux et alliages, voir 2561

Revêtement métallique d'un matériau quelconque, voir 2567

Rhodium (Extraction ou affinage du), voir 2546

Rivetage des métaux, voir 2560

Rotonicides, voir 1110, 1111, 1130, 1150

Rotatives offset, voir 2450

Rotin (Ateliers où l'on travaille le), voir 2410

Rhuthénium (Extraction et affinage du), voir 2546

Sablage, voir 2575

Sables (Emploi), voir 2575

Sables fillérisés (Station de transit), voir 2516 Sacs en papier (Fabrication mécanique des), voir 2445

Saindoux (Fonderies de), voir 2240

Salage de peaux et cuirs, voir 2350

Salaisons et transformation de produits carnés (Ateliers de), voir 2221 Salaisons (Dépôts de), voir 2221

Salicylique (Acide), voir 1131

Saurage (de produits alimentaires), voir 2220, 2221

Savonneries, voir 2630

Schiste (Fabrication des huiles de), voir 1431

Scieries, voir 2410

Scies (Taillage des), voir 2560

Séchage (de produits alimentaires), voir 2220, 2221

Séchage des fibres d'origine végétale ou animale, artificielles ou synthétiques, de plumes de literie, voir 2311

Sélénite de sodium (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1130, 1131

Sélénium (Héxafluorure) (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1130, 1131

Sels de benzidine (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1150

Sels de l'acide arsénique (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1150

Serrureries de bâtiment et charpentes métalliques (Ateliers de), voir 2560

Silicium (Fabrication du) au four électrique, voir 2545

Silico-alliages (Fabrication des), voir 2547

Silico-aluminium, voir 2547

Silos de stockage de céréales, graines, produits alimentaires ou tous produits organiques dégageant des poussières inflammables, voir 2160

Sinapismes, voir 1433, 2250, 2251

Sirop de glucose (Fabrication du), voir 2220

Sodo-calciques (Verres), voir 2530, 2531

Sodium (Fabrication du) par électrolyse ignée, voir 2546

Sodium (Fabrication du carbonate de), voir 1631

Sodium (Fabrication du chlorate de), voir 1200

Sodium (Sélénite de) (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1130, 1131

Sodium (Fabrication du sulfate de) par le sel marin et l'acide sulfurique, voir 1611

Soie artificielle (Fabrication de la), voir 1433, 2321

Soies de porc et crins d'origines animales diverses (Préparation des), voir 2730

Solides : - Très toxiques, (Emploi ou stockage de substances et préparations), voir 1111 - Toxiques

(Emploi ou stockage de substances et préparations), voir 1131

Solutions cellulósiques, voir 1432, 1433

Solvants halogénés (Emploi), voir 2240, 2330, 2345, 2564, 2661, 2940

Soudes brutes et varech (Fabrication de l'iode au moyen des), voir 1171

Soude ou potasse caustique (Dépôts de lessives de), voir 1630

Soudure autogène (Ateliers où l'on procède à la ) : 1° Par l'acétylène, voir 1417, 1418 2° Par l'emploi de l'hydrogène, voir 1416

Soudure à la vague, voir 2567

Soufre (Fabrication, mise en œuvre, stockage des chlorures de), voir 1320, 1321

Soufre (Fusion et distillation du), voir 1523

Soufre (Pulvérisation et blutage du), voir 1523, 2515

Soufre dichlorure (Fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1150

Soufre (oxyde de), voir 1131, 1610

Station de transit de produits minéraux pulvérulents, voir 2516

Station de transit de produits minéraux solides, voir 2517

Station d'épuration (Domestique), voir 2752

Stations d'épuration (Industrielles), voir 2750, 2752

Substances et préparations - Comburantes, voir 1200, 1210, 1211, 1212 - Dangereuses pour l'environnement, voir 1000, 1171, 1172, 1173 - Définition et classification des, voir 1000 - Dégageant des gaz toxiques au contact de l'eau, voir 1820 - Explosibles, voir 1310, 1311, 1312, 1320, 1321 - Liquides facilement inflammables, voir 1431, 1432, 1433, 1434 - Radioactives, voir 1700, 1710, 1711, 1720, 1721 - Solides facilement inflammables, voir 1450 - Toxiques particulières, voir 1150 - Toxiques, voir 1130, 1131, 1190 - Très toxiques, voir 1110, 1111, 1190 - Réagissant violemment au contact de l'eau, voir 1810 - Végétales, voir 2260

Substances radioactives (Définition et classification des), voir 1700

Substances radioactives (Préparation, fabrication, transformation et conditionnement des), voir 1710

Substances radioactives (Utilisation, dépôt et stockage de) sources scellées, voir 1710, 1711, 1720, 1721

Substances radioactives (Utilisation, dépôt et stockage de) sources non scellées, voir 1710, 1711, 1721

Substances radioactives (Stockage, dépôt, utilisation, préparation, fabrication, transformation et conditionnement de ou à base de), voir 1700, 1710, 1711, 1720, 1721

Sucre (Concassage et pulvérisation du), voir 2260

Suif brun (Fabrication du), voir 1430, 2240

Suifs bruts non alimentaires (Dépôts de), voir 2240

Suifs en branches : 1° Fonderies de, voir 2240 2° Refonte des, voir 2240

Suifs d'os (Fabrication du), voir 2240

Sulfate de baryum (Purification du), voir 1611

Sulfates de fer (Ferreux, ferrique) (Fabrication de), voir 1611

Sulfonitrates (Stockage de), voir 1331

Sulfotep (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1130, 1131

Sulfure de bis (2-chloroéthyle) (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1130, 1131

Sulfure de cobalt en poudre (Stockage emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1130, 1131

Sulfure d'hydrogène (Fabrication, extraction, mise en œuvre, stockage de), voir 1110, 1111

Sulfures d'arsenic (Fabrication des), voir 1110, 1130, 1150

Sulfure de carbone : 1° Fabrication du, voir 1130 2° Dépôts de, voir 1432 3° Ateliers où l'on emploi le, voir 1433

Sulfure de nickel en poudre (Fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1130, 1131

Sulfure de nickel sous forme de poudre inhalable (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1150

Sulfurés (Ateliers de fabrication de composés organiques), voir 2620

Sulfureux (Acide) (Blanchiment par l'), voir 2330

Sulfureux (Anhydride), voir 1131, 1610

Sulfurique (Acide), voir 1610, 1611, 1612

Superphosphates minéraux et superphosphates d'os (et en général engrais obtenus par l'action d'acides minéraux sur les phosphates naturels ou sur les os) (Fabrication des), voir 2610

Supports de culture (Fabrication des, dépôt de), voir 2170, 2171

Surgélation (de produits alimentaires), voir 2220, voir aussi 2920, 2221

Tabac (Établissements de fabrication, dépôt, utilisation de produits ou sous-produits mettant en jeu du), voir 2180

Tabac (Dépôt de), voir 2180

Tamisaage de produits minéraux, voir 2515, organiques, voir 2260, du charbon, voir 1520, 2515

Tan (Moulins à), voir 2260

Tanneries, voir 2350

TCDD (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1150

Teintures et impression de matières textiles, voir 2330, 2450, 2940

Teintureries de peaux, voir 2351 Tellure (Hexafluorure de), (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1130, 1131

TEPP (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1130, 1131

Terres cuites, terres émaillées (Fabrication de), voir 2523

Terres rares (Traitement des minerais de) par l'acide sulfurique à chaud, en vue de l'extraction des métaux, voir 2546

Tétracarbonyl-nickel (Fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1150 Tétrachloréthane (Ateliers où l'on emploie le), voir 1175

Tétrachlorure de carbone, voir 1175



Tétraméthylène disulfotétramine (Stockage, emploi, fabrication industrielle formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1150

Textiles (Nettoyage à sec), voir 2345, (Lavage), voir 2340

Thiols, thioacides, thioesters (Ateliers de fabrication de), voir 2620

Thionazin (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1130, 1131

Thiophosphate de O,O diéthyle et de S-(éthylsulfinylméthyle) (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1130, 1131

Thiophosphate de O,O diéthyle et de S-(éthylthiométhyle) (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1130, 1131

Thorium (Extraction du) par traitement des minerais à l'aide de l'acide sulfurique, voir 2546

Tirpate (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1130, 1131

Tissus, articles tricotés, tulles, guipures, broderies et dentelles mécaniques, cordages, cordes et ficelles, textiles, etc. (Ateliers de fabrication de), de guipage de fils métalliques et de transformation des filés (à l'exception de la fabrication de fils à coudre), voir 2321

Tissus, voir 1175, 1433, 2321, 2330

Toiles (Blanchiment des), voir 2330

Toiles cirées (Fabrication), voir 2240, 2940

Tôleries, voir 2560

Torches résineuses (Fabrication de), voir 1433

Tourbes (Distillation des), voir 1410

Torréfaction : 1° Du cacao, du café et autres graines végétales, voir 2220 2° Des cuirs, os, cornes, sabots et autres déchets animaux, voir 2730 3° De la chicorée, voir 2220

Toxiques particulières (Substances et préparations), voir 1150 Toxiques pour l'environnement aquatique, voir 1000, 1171, 1172, 1173

Toxiques (substances et préparations) solides, liquides ou gazeux : - Fabrication industrielle, voir 1130 - Emploi et stockage, voir 1131

Traitement des minerais non ferreux, voir 2546

Traitement des cadavres d'animaux, voir 2730

Traitement de surface, voir 2564 Tréfilage des métaux, voir 2560

Trempe des métaux et alliages, voir 2561

Très toxiques (Substances et préparations) solides, liquides ou gazeux : - Fabrication industrielle, voir 1110 - Emploi ou stockage, voir 1111

Triage du charbon, voir 1520, 2515

Triamine hexaméthyl phosphorique (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1150

Trichloréthylène (Ateliers où l'on emploie le), voir 1175 et 2564

Trioxyde d'arsenic (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1150

Trioxyde de dinickel (Stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de), voir 1150

Triperies, voir 2221

Trituration de produits minéraux, voir 2515, organiques, voir 2260

Tubes métalliques (Tronçonnage et redressage à la meule de), voir 2560

Tuileries, voir 2523

Tuiles mécaniques (Trempe au goudron des), voir 1521

Tuyaux bitumés (Fabrication des), voir 1521

Tuyaux de drainage, tuyaux de grès (Fabrication des), voir 2523

Véhicules à moteurs (Parcs de stationnement, garages-hôtels), voir 2935

Véhicules et engins à moteur (Ateliers de réparation et d'entretien de), voir 2930

Vernis gras, huiles siccatives (Application des) avec séchage à chaud sur support quelconque (bois, cuir, tissu, feutre, métaux, etc.), voir 2930, 2940

Vernis, peintures, encres d'impression (Application à froid sur support quelconque) à l'exclusion de vernis gras, voir 2930, 2940

Vernis, peintures, encres d'impression à l'exclusion de vernis gras (Cuisson ou séchage des), voir 2930, 2940

Vernis (Dépôts de), voir 1432

Vernis cellulosique (Application à froid des), voir 2930, 2940

Verrats (Établissements d'élevage, de vente, de travail, etc. de), voir 2102

Verre ou cristal (Travail chimique du), voir 2531

Verre (Fabrication et travail du), voir 2530

Verre (Ateliers de taillage, sciage et polissage du), voir 2524, 2530, 2531

Verre au plomb, voir 2530

Vêtements (Lavage), voir 2340, (Nettoyage à sec), voir 2345, (Teinture), voir 2330

Viandes (Ateliers à enfumer les), voir 2221

Viandes et abats (Salaison et préparation des), voir 2221

Vibrant (Emploi de matériel), voir 2522

Vin (Préparation, conditionnement de), voir 2251

Vis (Fabrication des), voir 2560

Viscose (Ateliers d'utilisation de la), voir 2321

Viscose (Fabrication de la), voir 1433

Voitures (Ateliers d'entretien ou de réparation), voir 2930

Volailles (Établissements de vente, de transit, d'élevage, d'exposition), voir 2111

Volailles (Tueries de), voir 2210

Zinc (Traitement, grillage, affinage de), voir 2546

Zinc (Réduction des minerais de), voir 2546

**Arrêté n°2017-689 du 28 août 2017 portant mise en œuvre de l'écotaxe et création de régies d'avances auprès du Service territoriale de l'environnement.**

**LE PREFET, ADMINISTRATEUR SUPERIEUR DES ILES WALLIS ET FUTUNA, CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR, CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961 modifiée conférant aux îles Wallis et Futuna le statut de Territoire d'outre-mer ;

Vu le décret n° 57-811 du 22 juillet 1957 relatif aux attributions de l'assemblée territoriale, du conseil

territorial et de l'administrateur supérieur des îles Wallis-et-Futuna ;

Vu le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

Vu le décret n° 96-57 du 25 janvier 1996 relatif à l'exécution du budget des collectivités publiques et de leurs établissements publics dans le territoire des îles Wallis-et-Futuna, à la mise en état d'examen et à la production des comptes de gestion des comptables ;

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;

Vu le décret du 2 février 2017 portant nomination du préfet, administrateur supérieur des îles Wallis et Futuna – M. TREFFEL (Jean-Francis) et sa prise de fonction le 27 février 2017 ;

Vu la délibération n° 66/AT/99 du 16 décembre 1999 autorisant l'Administrateur supérieur à créer des régies de recettes et des régies de dépenses pour l'encaissement des recettes et le paiement des dépenses du budget territorial, approuvée et rendue exécutoire par l'arrêté n° 99-510 du 27 décembre 1999 ;

Vu la délibération n° 67/AT/99 du 16 décembre 1999 fixant les taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être versées aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics du territoire des îles Wallis et Futuna ainsi que le montant du cautionnement imposés à ces agents, approuvée et rendue exécutoire par l'arrêté n° 99-511 du 27 décembre 1999 ;

Vu la délibération n° 32/AT/2016 du 14 décembre 2016 portant création de l'écotaxe approuvée et rendue exécutoire par l'arrêté n° 2016-729 du 28 décembre 2016, modifiée par la délibération n° 25/AT/2017 du 5 juillet 2017 approuvée et rendue exécutoire par l'arrêté n° 2017-581 du 31 juillet 2017 ;

Le Conseil territorial entendu ;

Sur proposition du Secrétaire général ;

### ARRÊTE :

**Article 1<sup>er</sup>** : L'écotaxe créée par la délibération du 14 décembre 2016 susvisée modifiée repose sur un système de consignation des contenants de boissons constitués de métal, de plastique ou de verre en vue de leur recyclage.

Un système de consignation des contenants est un système dans lequel une somme d'argent, la « consigne », est appliquée sur un contenant qui, après consommation, est déposé par un « collecteur » qui se voit reverser la consigne.

Les contenants identifiés à l'article 2 du présent arrêté sont déposés par les collecteurs identifiés à l'article 3 du présent arrêté aux centres d'enfouissement technique. Le reversement de la consigne s'effectue :

- sur l'île de Wallis, via la régie d'avances du service territorial de l'environnement créée par la section 4 du

présent arrêté ;

- sur l'île de Futuna, via la régie d'avance de l'antenne du service de l'environnement de Futuna, créée par la section 4 du présent arrêté.

### Section 1. Champ d'application

**Article 2** : Contenants impactés.

Le contenant faisant l'objet du présent dispositif est le contenant d'une boisson qui est fait de métal (aluminium, acier, fer blanc, etc), de verre ou de plastique et, dans tous les cas, dont aucune des composantes ne fait obstacle à son recyclage.

**Article 3** : Identification des collecteurs.

Seules les personnes physiques majeures, à l'exclusion des agents du service territorial de l'environnement, et les associations régies par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 peuvent être « collecteurs » au sens du présent arrêté.

### Section 2. Dépôt des contenants aux centres d'enfouissement technique

**Article 4** : Jours et horaires d'ouverture du dépôt.

Les jours et horaires d'ouverture du dépôt sont fixés par le service territorial de l'environnement.

**Article 5** : Affluence du dépôt.

Le responsable du centre d'enfouissement technique peut, en raison de l'affluence, refuser l'accès au dépôt d'un collecteur ayant déjà effectué un dépôt dans la journée.

**Article 6** : Quantité de contenants par dépôt.

Un dépôt est constitué d'un minimum de 50 unités et d'un maximum de 1 000 unités. Une unité désigne un contenant consigné quel que soit le matériau dont il est composé (canette en métal ou en plastique, petite ou grande bouteille en plastique ou en verre).

**Article 7** : Propreté des contenants.

Les contenants déposés ne doivent contenir aucune substance liquide et solide faisant obstacle à leur recyclage (ex : caillou, mégot de cigarette, terre...).

**Article 8** : Comptage des contenants.

Les agents en charge du dépôt déterminent le nombre de contenants consignés de chaque matière. Le comptage s'effectue sous la supervision du responsable du centre d'enfouissement technique ou d'un agent spécialement habilité.

**Article 9** : Attestation de dépôt des contenants.

Une attestation de dépôt des contenants est émise par le responsable du centre d'enfouissement technique ou l'agent spécialement habilité. Elle contient notamment les éléments suivants :

- identité des agents ayant effectué le comptage ;  
- identité du collecteur ;  
- numéro du récépissé ;  
- quantité de contenants acceptés : détails par type de contenant (canettes en métal, canettes en plastique, petites bouteilles en plastique, petites bouteilles en verre, grandes bouteilles en plastique, grandes bouteilles

en verre) et totaux par montant de consignes (5 FCFP / 10 FCFP) ;

- date d'émission du récépissé ;
- signature du responsable du centre d'enfouissement technique ou de l'agent spécialement habilité.

L'attestation est émise en deux (2) exemplaires originaux :

- l'un est conservé par le responsable du centre d'enfouissement technique ou l'agent spécialement habilité ;
- l'autre est remis au collecteur afin d'être présenté au régisseur pour le reversement de la consigne selon les modalités exposées à la section 3 du présent arrêté.

#### Article 10 : Traitement des contenants déposés.

Les contenants doivent être compactés ou broyés le jour de leur dépôt. À défaut, ils sont stockés de manière à éviter tout acte de vandalisme et traités dans les plus brefs délais.

### **Section 3. Modalités de reversement de la consigne**

#### Article 11 : Différentes modalités de reversement.

Si le collecteur est une personne physique majeure, il dispose d'une option entre un reversement de la consigne en numéraire ou par mandat administratif (versement sur le compte bancaire du collecteur).

Si le collecteur est une association, il ne peut se voir reverser la consigne que par mandat administratif.

#### Article 12 : Reversement en numéraire.

Le reversement de la consigne en numéraire est plafonné à 10 000 FCFP par collecteur et par jour.

Le régisseur reverse la consigne en numéraire au collecteur après remise par ce dernier de l'original de l'attestation de dépôt des contenants.

Il est possible de présenter plusieurs attestations de dépôt le même jour dès lors que le montant total à reverser est inférieur au plafond indiqué ci-dessus.

Le régisseur émet une attestation de paiement des sommes en numéraire et en donne copie au collecteur.

#### Article 13 : Reversement par mandat administratif.

Le reversement de la consigne par mandat administratif n'est pas plafonné. Un montant minimum de 5 000 FCFP est toutefois requis.

Le collecteur remet au régisseur l'original de l'attestation de dépôt des contenants et le justificatif d'identité bancaire du collecteur.

Il est possible de présenter plusieurs attestations de dépôt le même jour afin que le montant total de la consigne à reverser soit supérieur au montant minimum requis.

Le régisseur émet une attestation du montant dû au collecteur et en donne copie au collecteur. Il transmet l'original de cette attestation accompagné du justificatif d'identité bancaire au service des finances de l'administration supérieure pour paiement.

### **Section 4. Création de régies d'avances auprès du service territorial de l'environnement**

#### Article 14 : Création des régies d'avances.

Deux régies d'avances sont instituées auprès du service territorial de l'environnement. Chaque régie est composée d'un régisseur titulaire et d'un régisseur suppléant nommés par arrêté de l'administrateur supérieur, chef du territoire.

Elles fonctionnent à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2017.

#### Article 15 : Objet et siège.

Les régies d'avances ainsi instituées ont pour objet le reversement en numéraire des sommes dues aux collecteurs dans le cadre du dispositif de l'écotaxe et la transmission au service des finances de l'Administration supérieure des pièces nécessaires aux paiements par virement bancaire.

La régie de Wallis a son siège dans les locaux du service territorial de l'environnement sis à Mata'Utu, BP 294, 98600 Uvéa.

La régie de Futuna a son siège dans les locaux de l'antenne du service territorial de l'environnement sis à Vasavasa, Leava, Sigave, BP 05, 98620 LEAVA.

#### Article 16 : Montant de l'avance.

Le montant maximum de l'avance à consentir à chaque régisseur est fixé à 50 000 FCFP.

#### Article 17 : Échanges avec le comptable public assignataire.

Les régisseurs versent auprès du directeur des finances publiques la totalité des pièces justificatives de dépense au minimum une fois par mois.

#### Article 18 : Indemnités de responsabilité des régisseurs.

Les régisseurs perçoivent une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

### **Section 5. Dispositions finales**

#### Article 19 : Procédure de contrôle.

Le contrôle mensuel de l'adéquation entre la quantité des contenants déposés par les collecteurs et le montant des consignes reversées aux collecteurs s'effectue par une personne désignée par l'administrateur supérieur.

#### Article 20 : Information du public.

Le service territorial de l'environnement est chargé d'informer le public sur le dispositif de l'écotaxe et notamment sur les jours et horaires d'ouverture du dépôt et des régies par tout moyen approprié.

#### Article 21 : Formule exécutoire.

Le secrétaire général, le délégué de l'administrateur supérieur à Futuna, le chef du service territorial de l'environnement, le chef du service des douanes, des contributions diverses et de la régie locale des tabacs, le directeur des finances publiques et le chef du service des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée et publiée au journal officiel du Territoire.

Le Préfet, Administrateur Supérieur,  
des îles Wallis et Futuna,  
Jean-Francis TREFFEL

**Arrêté n°2017-690 du 30 août 2017 portant habilitation d'accès au côté piste d'aérodrome.**

**LE PREFET, ADMINISTRATEUR SUPERIEUR DES ILES WALLIS ET FUTUNA, CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR, CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu le code de l'aviation civile ;

Vu le code des transports, notamment son article L.6342-3 ;

Vu la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961 modifiée, conférant aux îles Wallis et Futuna, le statut du Territoire d'Outre-mer ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu la loi n° 2001-1062 du 15 novembre 2001 relative à la sécurité quotidienne ;

Vu le décret n° 2002-24 du 03 janvier 2002 relative à la police de l'exploitation des aérodromes ;

Vu le décret n° 2002-424 du 28 mars 2002 fixant la liste des enquêtes administratives pouvant donner lieu à la consultation de traitements autorisés des données personnelles ;

Vu le décret n° 2002-1026 du 31 juillet 2002 relatif à certaines mesures de sûreté et de sécurité du transport aérien ;

Vu le décret n° 2012-832 du 29 juin 2012 relatif à la sûreté de l'aviation civile ;

Vu le décret du Président de la République en date du 02 février 2017 portant nomination de Monsieur Jean-Francis TREFFEL en qualité de Préfet, Administrateur Supérieur des îles Wallis et Futuna, et sa prise de fonction le 28 février 2017 ;

Vu l'arrêté du Ministère de l'Intérieur et de la Ministre des outre-mer en date du 06 mai 2016 portant nomination de Monsieur Stéphane DONNOT, Sous-préfet hors classe, en qualité de Secrétaire Général des îles Wallis et Futuna ;

Vu l'arrêté n° 2017-102 du 28 février 2017 accordant délégation de signature à Monsieur Stéphane DONNOT, Secrétaire Général, des îles Wallis et Futuna ;

Vu le rapport du chef du poste permanent de la gendarmerie des transports aériens à Wallis ;

Sur proposition du Secrétaire Général,

**ARRÊTE :**

Article 1<sup>er</sup> : L'habilitation prévue à l'article R 213-3 du code de l'aviation civile pour permettre l'accès au côté piste d'un aéroport est accordée à la personne mentionnée au tableau suivant :

Nom et Prénom	Date et lieu de naissance	Adresse	Employeur
TAPUTAI Lino	18/10/1990 à Uvea (1986)	Haafuasia, Hahake, 98600 Uvea	SWAFEPP (TOTAL)

Article 2 : Cette habilitation est accordée pour une durée de trois ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

Elle peut être refusée, retirée ou suspendue par l'autorité de délivrance, dans les formes édictées à l'article 24 de la loi du 12 avril 2000, lorsque la moralité de la personne ou son comportement ne présentent pas les garanties requises au regard de l'ordre public ou sont incompatibles avec l'exercice d'une activité dans la zone réservée de l'aérodrome.

Article 3 : Le chef du cabinet du préfet, le chef du poste permanent de la gendarmerie des transports aériens à Wallis, le chef du service de l'Etat de l'aviation civile et le chef du service de la Réglementation et des Elections sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Pour le Préfet, Administrateur Supérieur,  
et par délégation le Secrétaire Général,  
Stéphane DONNOT

**Arrêté n°2017-691 du 30 août 2017 portant habilitation d'accès au côté piste d'aérodrome.**

**LE PREFET, ADMINISTRATEUR SUPERIEUR DES ILES WALLIS ET FUTUNA, CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR, CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu le code de l'aviation civile ;

Vu le code des transports, notamment son article L.6342-3 ;

Vu la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961 modifiée, conférant aux îles Wallis et Futuna, le statut du Territoire d'Outre-mer ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu la loi n° 2001-1062 du 15 novembre 2001 relative à la sécurité quotidienne ;

Vu le décret n° 2002-24 du 03 janvier 2002 relative à la police de l'exploitation des aérodromes ;

Vu le décret n° 2002-424 du 28 mars 2002 fixant la liste des enquêtes administratives pouvant donner lieu à la consultation de traitements autorisés des données personnelles ;

Vu le décret n° 2002-1026 du 31 juillet 2002 relatif à certaines mesures de sûreté et de sécurité du transport aérien ;

Vu le décret n° 2012-832 du 29 juin 2012 relatif à la sûreté de l'aviation civile ;

Vu le décret du Président de la République en date du 02 février 2017 portant nomination de Monsieur Jean-Francis TREFFEL en qualité de Préfet, Administrateur Supérieur des îles Wallis et Futuna, et sa prise de fonction le 28 février 2017 ;

Vu l'arrêté du Ministère de l'Intérieur et de la Ministre des outre-mer en date du 06 mai 2016 portant nomination de Monsieur Stéphane DONNOT, Sous-préfet hors classe, en qualité de Secrétaire Général des îles Wallis et Futuna ;

Vu l'arrêté n° 2017-102 du 28 février 2017 accordant délégation de signature à Monsieur Stéphane DONNOT, Secrétaire Général, des îles Wallis et Futuna ;

Vu le rapport du chef du poste permanent de la gendarmerie des transports aériens à Wallis ;

Sur proposition du Secrétaire Général,

### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup> : L'habilitation prévue à l'article R 213-3 du code de l'aviation civile pour permettre l'accès au côté piste d'un aéroport est accordée à la personne mentionnée au tableau suivant :

Nom et Prénom	Date et lieu de naissance	Adresse	Employeur
ROBERT Alain- Anthony	16/09/1980 à Périgueux (24)	131 avenue Portouenghi, 98812 Boulouparis, NC	AIRCALIN

Article 2 : Cette habilitation est accordée pour une durée de trois ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

Elle peut être refusée, retirée ou suspendue par l'autorité de délivrance, dans les formes édictées à l'article 24 de la loi du 12 avril 2000, lorsque la moralité de la personne ou son comportement ne présentent pas les garanties requises au regard de l'ordre public ou sont incompatibles avec l'exercice d'une activité dans la zone réservée de l'aérodrome.

Article 3 : Le chef du cabinet du préfet, le chef du poste permanent de la gendarmerie des transports aériens à Wallis, le chef du service de l'Etat de l'aviation civile et le chef du service de la Réglementation et des Elections sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Pour le Préfet, Administrateur Supérieur,  
et par délégation le Secrétaire Général,  
Stéphane DONNOT

**Arrêté n°2017-692 du 30 août 2017 portant habilitation d'accès au côté piste d'aérodrome.**

**LE PREFET, ADMINISTRATEUR SUPERIEUR DES ILES WALLIS ET FUTUNA, CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR, CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu le code de l'aviation civile ;

Vu le code des transports, notamment son article L.6342-3 ;

Vu la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961 modifiée, conférant aux îles Wallis et Futuna, le statut du Territoire d'Outre-mer ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu la loi n° 2001-1062 du 15 novembre 2001 relative à la sécurité quotidienne ;

Vu le décret n° 2002-24 du 03 janvier 2002 relative à la police de l'exploitation des aérodromes ;

Vu le décret n° 2002-424 du 28 mars 2002 fixant la liste des enquêtes administratives pouvant donner lieu à la consultation de traitements autorisés des données personnelles ;

Vu le décret n° 2002-1026 du 31 juillet 2002 relatif à certaines mesures de sûreté et de sécurité du transport aérien ;

Vu le décret n° 2012-832 du 29 juin 2012 relatif à la sûreté de l'aviation civile ;

Vu le décret du Président de la République en date du 02 février 2017 portant nomination de Monsieur Jean-Francis TREFFEL en qualité de Préfet, Administrateur Supérieur des îles Wallis et Futuna, et sa prise de fonction le 28 février 2017 ;

Vu l'arrêté du Ministère de l'Intérieur et de la Ministre des outre-mer en date du 06 mai 2016 portant nomination de Monsieur Stéphane DONNOT, Sous-préfet hors classe, en qualité de Secrétaire Général des îles Wallis et Futuna ;

Vu l'arrêté n° 2017-102 du 28 février 2017 accordant délégation de signature à Monsieur Stéphane DONNOT, Secrétaire Général, des îles Wallis et Futuna ;

Vu le rapport du chef du poste permanent de la gendarmerie des transports aériens à Wallis ;

Sur proposition du Secrétaire Général,

### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup> : L'habilitation prévue à l'article R 213-3 du code de l'aviation civile pour permettre l'accès au côté piste d'un aéroport est accordée à la personne mentionnée au tableau suivant :

Nom et Prénom	Date et lieu de naissance	Adresse	Employeur
CHAMBON , Mathieu, Marc, Michel	24/04/198 9 à TOULON	20 rue RABELAI S, Porte de Fer, 98803 Nouméa	AIRCALIN

Article 2 : Cette habilitation est accordée pour une durée de trois ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

Elle peut être refusée, retirée ou suspendue par l'autorité de délivrance, dans les formes édictées à l'article 24 de la loi du 12 avril 2000, lorsque la moralité de la personne ou son comportement ne présentent pas les garanties requises au regard de l'ordre public ou sont incompatibles avec l'exercice d'une activité dans la zone réservée de l'aérodrome.

Article 3 : Le chef du cabinet du préfet, le chef du poste permanent de la gendarmerie des transports aériens à Wallis, le chef du service de l'Etat de l'aviation civile et le chef du service de la Réglementation et des Elections sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Pour le Préfet, Administrateur Supérieur,  
et par délégation le Secrétaire Général,  
Stéphane DONNOT

**Arrêté n°2017-693 du 30 août 2017 portant habilitation d'accès au côté piste d'aérodrome.**

**LE PREFET, ADMINISTRATEUR SUPERIEUR  
DES ILES WALLIS ET FUTUNA, CHEVALIER  
DE LA LEGION D'HONNEUR, CHEVALIER DE  
L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu le code de l'aviation civile ;

Vu le code des transports, notamment son article L.6342-3 ;

Vu la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961 modifiée, conférant aux îles Wallis et Futuna, le statut du Territoire d'Outre-mer ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu la loi n° 2001-1062 du 15 novembre 2001 relative à la sécurité quotidienne ;

Vu le décret n° 2002-24 du 03 janvier 2002 relative à la police de l'exploitation des aérodromes ;

Vu le décret n° 2002-424 du 28 mars 2002 fixant la liste des enquêtes administratives pouvant donner lieu à la consultation de traitements autorisés des données personnelles ;

Vu le décret n° 2002-1026 du 31 juillet 2002 relatif à certaines mesures de sûreté et de sécurité du transport aérien ;

Vu le décret n° 2012-832 du 29 juin 2012 relatif à la sûreté de l'aviation civile ;

Vu le décret du Président de la République en date du 02 février 2017 portant nomination de Monsieur Jean-Francis TREFFEL en qualité de Préfet, Administrateur Supérieur des îles Wallis et Futuna, et sa prise de fonction le 28 février 2017 ;

Vu l'arrêté du Ministère de l'Intérieur et de la Ministre des outre-mer en date du 06 mai 2016 portant nomination de Monsieur Stéphane DONNOT, Sous-préfet hors classe, en qualité de Secrétaire Général des îles Wallis et Futuna ;

Vu l'arrêté n° 2017-102 du 28 février 2017 accordant délégation de signature à Monsieur Stéphane DONNOT, Secrétaire Général, des îles Wallis et Futuna ;

Vu le rapport du chef du poste permanent de la gendarmerie des transports aériens à Wallis ;

Sur proposition du Secrétaire Général,

**ARRÊTE :**

Article 1<sup>er</sup> : L'habilitation prévue à l'article R 213-3 du code de l'aviation civile pour permettre l'accès au côté piste d'un aéroport est accordée à la personne mentionnée au tableau suivant :

Nom et Prénom	Date et lieu de naissance	Adresse	Employeur
TANO Romaric, Paul, H	10/04/1994 à Nouméa (988)	Alele – Hihifo 98600 UVEA	METEO France

Article 2 : Cette habilitation est accordée pour une durée de six mois à compter de la date de signature du présent arrêté.

Elle peut être refusée, retirée ou suspendue par l'autorité de délivrance, dans les formes édictées à l'article 24 de la loi du 12 avril 2000, lorsque la

moralité de la personne ou son comportement ne présentent pas les garanties requises au regard de l'ordre public ou sont incompatibles avec l'exercice d'une activité dans la zone réservée de l'aérodrome.

Article 3 : Le chef du cabinet du préfet, le chef du poste permanent de la gendarmerie des transports aériens à Wallis, le chef du service de l'Etat de l'aviation civile et le chef du service de la Réglementation et des Elections sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Pour le Préfet, Administrateur Supérieur,  
et par délégation le Secrétaire Général,  
Stéphane DONNOT

**L'arrêté numéro 694 n'est pas publiable au Journal Officiel du Territoire.**

**Arrêté n°2017-695 du 31 août 2017 fixant à nouveau les prix des carburants mis à la consommation sur le Territoire.**

**LE PREFET, ADMINISTRATEUR SUPERIEUR  
DES ILES WALLIS ET FUTUNA, CHEVALIER  
DE LA LEGION D'HONNEUR, CHEVALIER DE  
L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu la loi n° 61 814 du 29 juillet 1961 modifiée, conférant aux îles Wallis et Futuna le statut de Territoire d'Outre-mer ;

Vu le code pénal, notamment ses articles 131-13 et suivants ;

Vu le décret du Président de la République en date du 02 février 2017 portant nomination Monsieur Jean-Francis TREFFEL en qualité de Préfet, Administrateur Supérieur du Territoire des îles Wallis et Futuna et sa prise de fonction le 27 février 2017 ;

Vu l'arrêté du Ministère de l'Intérieur et de la Ministère des outre-mer en date du 06 mai 2016 portant nomination de Monsieur Stéphane DONNOT, en qualité de secrétaire général des îles Wallis et Futuna ;

Vu l'arrêté n° 2017-102 du 28 février 2017 accordant délégation de signature à Monsieur Stéphane DONNOT, sous-préfet hors classe, en qualité de

Secrétaire Général des îles Wallis et Futuna ;

Vu l'arrêté n° 91-075 bis du 29 mars 1991, modifié, fixant les règles de détermination des prix de certains hydrocarbures liquides ;

Vu l'arrêté n° 2000-253 du 16 juin 2000 relatif à l'obligation de constituer et de conserver des stocks stratégiques de produits pétroliers dans le Territoire des îles de Wallis et Futuna ;

Vu l'arrêté n° 08-349 du 03 septembre 2008 portant modification de la période de détermination du prix des carburants mis à la consommation sur le Territoire ;

Vu l'arrêté n° 2008-450 du 10 octobre 2008 rendant exécutoire la délibération n° 30/AT/08 du 03 octobre 2008 portant modification des taxes relatives aux carburants à Wallis-et-Futuna ;

Vu l'arrêté n° 2009-168 du 05 juin 2009 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 42/CP/2009 du 22 mai 2009 portant modification de la taxe intérieure de consommation sur les hydrocarbures applicable sur le gazole EEFW ;

Vu l'arrêté n° 182 du 12 juin 2009 portant modification de l'article 1 de l'arrêté n° 159 du 2 juin 2009 fixant à nouveau les prix des carburants mis à la consommation sur le Territoire ;

Vu l'arrêté n° 562-2017 du 28 juillet 2017 fixant à nouveau les prix des carburants mis à la consommation sur le Territoire pour la période du 1<sup>er</sup> au 30 septembre 2017 ;

Sur proposition du Secrétaire Général ;

### ARRÊTE :

**Article 1** : Dans le Territoire des îles Wallis et Futuna, les prix maxima de vente au détail à la pompe en franc pacifique par litre sont fixés comme suit :

Désignation	Prix maximum de vente au détail TTC en XPF/litre
Super carburant sans plomb	179,1
Gazole (diésel) route	159,6
Gazole vendu à EEWF	124,0
Pétrole lampant	160,3

**Article 2** : Le présent arrêté, qui abroge l'arrêté n° 562-2017 du 28 juillet 2017 susvisé, est applicable à compter du **1<sup>er</sup> septembre 2017**.

**Article 3** : Les infractions au présent arrêté sont passibles des peines prévues par l'arrêté n° 2014-408 du 29 août 2014 modifiant l'échelle des peines pouvant sanctionner les infractions aux arrêtés du Préfet, administrateur supérieur des îles Wallis et Futuna.

**Article 4** : Le secrétaire général, le chef du service de la réglementation et des élections, le chef du service des affaires économiques et du développement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel du Territoire de Wallis et Futuna.

Pour le Préfet, Administrateur Supérieur,  
et par délégation le Secrétaire Général,  
Stéphane DONNOT

**Arrêté n°2017-696 du 31 août 2017 fixant à nouveau le prix de vente au détail du gaz butane.**

**LE PREFET, ADMINISTRATEUR SUPERIEUR DES ILES WALLIS ET FUTUNA, CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR, CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu la loi n° 61 814 du 29 juillet 1961 modifiée, conférant aux Îles Wallis et Futuna le statut de territoire d'Outre-mer ;

Vu le décret du Président de la République en date du 02 février 2017 portant nomination Monsieur Jean-Francis TREFFEL, en qualité de Préfet, Administrateur Supérieur des Îles Wallis et Futuna ;

Vu l'arrêté du Ministère de l'Intérieur et de la Ministre des Outre-mer en date du 06 mai 2016 portant nomination de Monsieur Stéphane DONNOT, en qualité de secrétaire général des îles Wallis et Futuna ;

Vu l'arrêté n°2017-102 du 28 février 2017 accordant délégation de signature à Monsieur Stéphane DONNOT, sous-préfet hors classe, en qualité de Secrétaire Général des îles Wallis et Futuna ;

Vu l'arrêté n°4 du 04 janvier 1974 réglementant le stockage et la vente du gaz domestique ;

Vu l'arrêté n°92-353 du 31 décembre 1992 rendant exécutoire la délibération n°37/AT/92 du 19 décembre 1992 portant définition du tarif des douanes du Territoire résultant de l'adoption du système harmonisé de désignation et de codification des marchandises et modification des impositions ;

Vu l'arrêté n°286 du 8 août 2008 portant modification de la période de détermination du prix du gaz domestique mis à la consommation sur le Territoire ;

Vu l'arrêté n°410 du 31 mai 2017 fixant à nouveau le prix du gaz domestique sur le Territoire pour la période du 1<sup>er</sup> juin 2017 au 31 août 2017 ;

Sur proposition du Secrétaire Général ;

### ARRÊTE :

**Article 1** : Sur l'ensemble du Territoire des îles Wallis et Futuna et pour la période du **1<sup>er</sup> septembre 2017 au 30 novembre 2017**, le prix maximum de vente au consommateur de la bouteille de gaz butane est fixé comme suite :

Prix au kg : 395,200 FCFP

- bouteille du 12,5 kg : 4 940 FCFP
- bouteille de 18 kg : 7 114 FCFP
- bouteille de 32 kg : 12 646 FCFP
- bouteille de 39 kg : 15 413 FCFP

**Article 2** : l'arrêté n° 410 du 31 mai 2017 susvisé est abrogé.

**Article 3** : Les infractions au présent arrêté sont passibles des peines prévues par l'arrêté n° 2014-408 du 29 août 2014 modifiant l'échelle des peines pouvant sanctionner les infractions aux arrêtés de Préfet, administrateur supérieur des îles Wallis et Futuna.

**Article 4** : Le secrétariat général, le chef du service de la réglementation et des élections, le chef du service des affaires économiques et du développement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et publié au Journal Officiel du Territoire, et prendra effet à compter du **1<sup>er</sup> septembre 2017**.

Pour le Préfet, Administrateur Supérieur,  
et par délégation le Secrétaire Général,  
Stéphane DONNOT

**Arrêté n°2017-697 du 31 août 2017 portant attribution d'une subvention du Code territorial des investissements à Madame Bellona FATUIMOANA, dans le cadre de son projet de restauration rapide.**

**LE PREFET, ADMINISTRATEUR SUPERIEUR DES ILES WALLIS ET FUTUNA, CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR, CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**



Vu la loi n° 61 814 du 29 juillet 1961 modifiée, conférant aux îles Wallis et Futuna le statut de territoire d'outre-mer ;

Vu le décret du Président de la République en date du 02 février 2017 portant nomination de Monsieur Jean-Francis TREFFEL en qualité de Préfet, Administrateur Supérieur des îles Wallis et Futuna et sa prise de fonction le 27 février 2017 ;

Vu l'arrêté du Ministre de l'Intérieur et de la Ministre de l'Outre-mer en date du 06 mai 2016 portant nomination de Monsieur Stéphane DONNOT, en qualité de secrétaire général des îles Wallis et Futuna ;

Vu l'arrêté n° 2017-102 du 28 février 2017 accordant délégation de signature à Monsieur Stéphane DONNOT, sous-préfet hors classe, en qualité de Secrétaire Général des îles Wallis et Futuna ;

Vu l'arrêté n° 2005-443 du 06 septembre 2005 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 55/AT/2005 du 03 août 2005 portant modification du Code Territorial des Investissements ;

Vu l'arrêté n° 2016-339 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 11/AT/2016 du 30 juin 2016 portant modification du code territorial des investissements

Vu le courrier n° 513/2016 du Préfet, administrateur supérieur des îles Wallis et Futuna en date du 22 août 2016 portant convocation des membres de la commission d'agrément des investissements à la réunion du 31 août 2016 de ladite commission ;

Vu le compte-rendu de la Commission d'agrément des investissements réunie en sa séance du 31 août 2016 ;

Considérant l'avancée des travaux estimée à hauteur de 77% sur fonds propres,

Considérant la saisine par voie électronique des membres de la commission,

Sur proposition du Secrétaire Général ;

#### **ARRÊTE :**

Article 1<sup>er</sup> : Il est attribué une aide à l'investissement d'un montant de un million cent trente-deux mille trois cent trente-six francs (1 132 336 XPF) à Madame Bellona FATUIMOANA, domiciliée à Leava, royaume de Sigave (Futuna) pour son projet de restauration rapide.

Article 2 : En contrepartie de l'aide accordée, Madame Bellona FATUIMOANA est tenue de réaliser son projet dans son intégralité. Le délai de réalisation est fixé à quatorze mois à compter de la date de signature de la convention de financement.

Article 3 : Les conditions et les modalités de versement de la subvention seront fixées dans la convention de financement.

Article 4 : Le non-respect des engagements définis à l'article 2 ci-dessus entraînera le retrait total de l'aide accordée, ainsi que l'obligation de rembourser l'aide perçue au titre du présent arrêté.

Article 5 : La dépense est imputable au budget du territoire, exercice 2017, fonction 90, nature 6518,

chapitre 939, s/rubrique 903 « Code territorial des investissements ».

Article 6 : Le directeur des finances publiques de Mata'Utu, le chef du service des finances, le chef du service des affaires rurales et de la pêche, le chef du service des affaires économiques et du développement sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet, Administrateur Supérieur,  
et par délégation le Secrétaire Général,  
Stéphane DONNOT

#### **Arrêté n°2017-698 du 31 août 2017 portant nomination des régisseurs titulaires et des régisseurs suppléants des deux régies d'avances du service territorial de l'environnement.**

#### **LE PREFET, ADMINISTRATEUR SUPERIEUR DES ILES WALLIS ET FUTUNA, CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR, CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961 modifiée conférant aux îles Wallis et Futuna le statut de Territoire d'outre-mer ;

Vu le décret n° 57-811 du 22 juillet 1957 relatif aux attributions de l'assemblée territoriale, du conseil territorial et de l'administrateur supérieur des îles Wallis-et-Futuna ;

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;

Vu le décret du 2 février 2017 portant nomination du préfet, administrateur supérieur des îles Wallis et Futuna – M. TREFFEL (Jean-Francis) et sa prise de fonction le 27 février 2017 ;

Vu la délibération n° 67/AT/99 du 16 décembre 1999 fixant les taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être versées aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics du territoire des îles Wallis et Futuna ainsi que le montant du cautionnement imposés à ces agents, approuvée et rendue exécutoire par l'arrêté n° 99-511 du 27 décembre 1999 ;

Vu l'arrêté n° 2017-689 du 28 août 2017 portant mise en œuvre de l'écotaxe et création de régies d'avances auprès du Service territorial de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire général ;

#### **ARRÊTE :**

**Section 1.** Nomination du régisseur titulaire et du régisseur intérimaire de la régie du service territorial de l'environnement à Wallis.

Article 1<sup>er</sup> : Madame Falakika TUHIMUTU-TAOFIFENUA, Adjointe du chef du service territorial de l'environnement, est nommée « régisseuse de la régie d'avances » sise dans les locaux du service territorial de l'environnement à Wallis, à compter du 1<sup>er</sup>



septembre 2017 avec pour mission exclusive d'appliquer les dispositions prévues dans l'arrêté susvisé portant création de celle-ci.

Article 2 : En cas d'absence pour maladie, congé ou tout autre empêchement, Madame Falakika TUHIMUTU-TAOFIFENUA sera remplacée par M. Kusitino MANUFEKAI, secrétaire comptable du service territorial de l'environnement.

**Section 2.** Nomination du régisseur titulaire et du régisseur intérimaire de la régie de l'antenne du service territorial de l'environnement de Futuna.

Article 3 : Monsieur Didier LABROUSSE, chef d'antenne du service territorial de l'environnement à Futuna, est nommé « régisseur de la régie d'avances » sise dans les locaux de l'antenne du service territorial de l'environnement à Futuna, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2017 avec pour mission exclusive d'appliquer les dispositions prévues dans l'arrêté susvisé portant création de celle-ci.

Article 4 : En cas d'absence pour maladie, congé ou tout autre empêchement, Monsieur Didier LABROUSSE sera remplacé par M. Alefosio TAUGAMOA, adjoint du chef d'antenne du service territorial de l'environnement à Futuna.

**Section 3.** Dispositions communes aux deux régies du service territorial de l'environnement.

Article 5 : Les régisseurs titulaires et intérimaires des deux régies du service territorial de l'environnement sont dispensés de constituer un cautionnement conformément à la délibération n°67/AT/99 du 16 décembre 1999 susvisée.

Article 6 : Les régisseurs titulaires percevront chacun une indemnité annuelle de responsabilité d'un montant de cinquante-quatre mille francs CFP (54 000 FCFP) conformément à la délibération n°67/AT/99 du 16 décembre 1999 susvisée pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie.

Article 7 : Les régisseurs titulaires et intérimaires sont, conformément au décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 susvisé, personnellement et pécuniairement responsables de la garde et de la conservation des fonds et valeurs qui leur sont avancés par le comptable public, du maniement des fonds, de la conservation des pièces justificatives ainsi que de la tenue de la comptabilité des opérations.

La responsabilité pécuniaire des régisseurs s'étend à toutes les opérations de la régie depuis la date de leur installation jusqu'à la date de cessation des fonctions.

Ils peuvent contracter une assurance personnelle en vue de couvrir leur responsabilité personnelle et pécuniaire.

Article 8 : Les régisseurs titulaires et intérimaires ne doivent pas payer des dépenses relatives à des charges autres que celles énumérées dans l'arrêté susvisé portant

création des régies, sous peine d'être constitués comptables de fait et de s'exposer à des poursuites disciplinaires et pénales.

Article 9 : Les régisseurs titulaires et intérimaires sont tenus de présenter leurs registres comptables, leurs fonds et leurs formules de valeurs inactives aux agents de contrôle qualifiés.

Article 10 : Le secrétaire général, le chef du service territorial de l'environnement, le directeur des finances publiques, le chef du service des finances et le chef du service des ressources humaines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié au journal officiel du Territoire et notifié aux intéressés.

Le Préfet, Administrateur Supérieur,  
des îles Wallis et Futuna,  
Jean-Francis TREFFEL

## DÉCISIONS

### Décision n°2017-816 du 17 août 2017 accordant une subvention à l'association ATESS.

Une subvention d'un montant de 6120,59 € (730 381 XPF) est accordée à l'association sportive « ATESS », dans le cadre de la répartition des crédits d'intervention. La dépense est imputable au budget de l'Etat, exercice 2017, programme 163 « jeunesse » / CF.0163-CDJE-D986 / DF 0163-02-13 / PCE CIBLE 654120000 / ACT 016350021301. Cette subvention sera versée sur le compte de l'association ouvert à BWF – Wallis sous le n°11408-06960-03936600105-84.

L'association s'engage à produire un bilan financier et un bilan d'exécution des actions réalisées et à faciliter, à tout moment, le contrôle par l'administration de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

### Décision n°2017-817 du 17 août 2017 accordant l'aide à la continuité territoriale à Monsieur HOLISI Emmanuel et son fils.

Il est octroyé une aide majorée à chacune des personnes suivantes : Monsieur HOLISI Emmanuel, né le 18/05/1973 à Nouméa (Nouvelle-Calédonie) et son fils Monsieur HOLISI Aymerick, Landry, Hokusai, né le 20/09/2001 à Wallis, demeurant au village de Nuku, royaume de Sigave, pour leur voyage Futuna/Paris/Futuna.

Le montant total de l'aide est de **66 826 x 2 = 133 652 FCFP (soit 1 120 €)**

Cette aide sera versée à l'agence de voyage de son choix. Le règlement se fera sur présentation de la facture acquittée et sera imputée sur le chapitre 939, fonction 90; S/Rubrique 903; nature 6245 « Aide à la continuité territoriale » du budget du Territoire de l'année 2017.

L'aide délivrée par la présente décision a une durée de validité de quatre mois à compter de sa date de signature. Si le déplacement n'est pas réalisé, l'agence est tenue de fournir au service un document attestant de

l'annulation du voyage, au cas où l'aide lui a été déjà versée il sera tenu de le rembourser au budget du territoire.

**Décision n°2017-818 du 17 août 2017 accordant l'aide à la continuité territoriale à Mademoiselle SUMOI Monica, Anthy.**

Il est octroyé une aide majorée à Mademoiselle SUMOI Monica, Anthy, née le 22/10/1990 à Le Mans (France), demeurant au village de Poi, royaume d'Alo, pour son voyage Futuna/Paris/Futuna.

Le montant de l'aide est de **66 826 FCFP (soit 560 €)**

Cette aide sera versée à l'agence de voyage de son choix. Le règlement se fera sur présentation de la facture acquittée et sera imputée sur le chapitre 939, fonction 90; S/Rubrique 903; nature 6245 « Aide à la continuité territoriale » du budget du Territoire de l'année 2017.

L'aide délivrée par la présente décision a une durée de validité de quatre mois à compter de sa date de signature. Si le déplacement n'est pas réalisé, l'agence est tenue de fournir au service un document attestant de l'annulation du voyage, au cas où l'aide lui a été déjà versée il sera tenu de le rembourser au budget du territoire.

**Décision n°2017-819 du 17 août 2017 accordant l'aide à la continuité territoriale à la famille COQUET Grégory.**

Il est octroyé une aide majorée à chacune des personnes suivantes : Monsieur COQUET Grégory, Bernard, né le 07/02/1970 à Schoelcher (Martinique), Madame HOLISI Malina, née le 21/01/1976 à Futuna et Mademoiselle HOLISI Malia Falani, Illeana, Leilogona, née le 16/05/1999 à Wallis, demeurant au village de Taao, royaume d'Alo, pour leur voyage Futuna/Paris/Futuna.

Le montant total de l'aide est de **66 826 x 3 = 200 478 FCFP (soit 1 680 €)**

Cette aide sera versée à l'agence de voyage de son choix. Le règlement se fera sur présentation de la facture acquittée et sera imputée sur le chapitre 939, fonction 90; S/Rubrique 903; nature 6245 « Aide à la continuité territoriale » du budget du Territoire de l'année 2017.

L'aide délivrée par la présente décision a une durée de validité de quatre mois à compter de sa date de signature. Si le déplacement n'est pas réalisé, l'agence est tenue de fournir au service un document attestant de l'annulation du voyage, au cas où l'aide lui a été déjà versée il sera tenu de le rembourser au budget du territoire.

**Décision n°2017-820 du 17 août 2017 accordant l'aide à la continuité territoriale à Mademoiselle TITILAIKI Marie Noëlle.**

Il est octroyé une aide majorée à Mademoiselle TITILAIKI Marie Noëlle, née le 19/01/1993 à Nouméa (Nouvelle-Calédonie), demeurant au village de Kolias, royaume d'Alo, pour son voyage Futuna/Paris/Futuna.

Le montant de l'aide est de **66 826 FCFP (soit 560 €)**

Cette aide sera versée à l'agence de voyage de son choix. Le règlement se fera sur présentation de la facture acquittée et sera imputée sur le chapitre 939, fonction 90; S/Rubrique 903; nature 6245 « Aide à la continuité territoriale » du budget du Territoire de l'année 2017.

L'aide délivrée par la présente décision a une durée de validité de quatre mois à compter de sa date de signature. Si le déplacement n'est pas réalisé, l'agence est tenue de fournir au service un document attestant de l'annulation du voyage, au cas où l'aide lui a été déjà versée il sera tenu de le rembourser au budget du territoire.

**Décision n°2017-821 du 17 août 2017 accordant l'aide à la continuité territoriale à Monsieur TUPOU Papilio, Ana, Senio, Manatuii Sii Ofa.**

Il est octroyé une aide simple à Monsieur TUPOU Papilio, Ana, Senio, Manatuii Sii Ofa, né le 29/03/1998 à Wallis, demeurant au village de Mata'utu, district de Hahake, pour son voyage Wallis/Paris/Wallis.

Le montant de l'aide est de **20 286 FCFP (soit 170 €)**

Cette aide sera versée à l'agence de voyage de son choix. Le règlement se fera sur présentation de la facture acquittée et sera imputée sur le chapitre 939, fonction 90; S/Rubrique 903; nature 6245 « Aide à la continuité territoriale » du budget du Territoire de l'année 2017.

L'aide délivrée par la présente décision a une durée de validité de quatre mois à compter de sa date de signature. Si le déplacement n'est pas réalisé, l'agence est tenue de fournir au service un document attestant de l'annulation du voyage, au cas où l'aide lui a été déjà versée il sera tenu de le rembourser au budget du territoire.

**Décision n°2017-827 du 18 août 2017 accordant le statut de boursière du programme cadres à Madame Palepa OFATUKU et un titre de transport pour rallier son lieu de formation.**

Madame **Palepa OFATUKU** est admise comme boursière du dispositif de formation Cadres pour Wallis et Futuna à compter du 4 septembre 2017 et ce jusqu'au 30 juin 2018. Elle bénéficie ainsi de toutes les aides prévues par la réglementation dudit dispositif de formation dont un titre de transport sur le trajet Wallis/Marseille en classe économique.

La dépense résultant de la présente est imputable sur le budget Etat « Ministère des Outre-mer », centre financier : 0138-DR03-D986, domaine fonctionnel : 0138-02-11, centre de coûts : ADSITAS986, PCE : 6512800000.

**Décision n°2017-828 du 31 août 2017 effectuant le versement du remboursement de l'abattement de 50% des taxes, prévu par le Code Territorial des Investissements, sur l'acquisition d'un bus par Madame Telesia FANENE, dans le cadre de son activité de transport scolaire et touristique.**

Est effectué le versement du remboursement des droits et taxes à l'importation prévu par la législation du Code

Territorial des Investissements, relatif au projet d'acquisition d'un bus de Madame Telesia FANENE – Taao – Alo (Futuna), conformément aux dispositions de l'article 5) de la convention susvisée. Le montant s'élève à **791 715 FCFP**, correspondant à :

- Droits de Douane : 609 012 F CFP
- Taxes d'Entrée : 852 617 F CFP
- Droits proportionnels : 121 802 F CFP

**TOTAL : 1 583 431 F CFP**

Soit un abattement de **1 583 431 x 50% = 791 715 F CFP**

Le versement s'effectuera sur le compte de la promotrice ci-après :

*Etablissement bancaire* : DfiP de WALLIS ET FUTUNA

*Titulaire du compte* : Telesia FANENE

*Compte n°* : 10071 / 98700 / 00000004100 / 88.

La dépense résultant de la présente décision est imputable au Budget Territorial de l'exercice 2017, fonction 90, nature 6518, chapitre 939, s/rubrique 903 « Code territorial des investissements ».

**Décision n°2017-830 du 21 août 2017 relative à la prise en charge du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant.**

Est pris en charge à hauteur de **100%**, le titre de transport aérien sur le trajet Nouméa/Wallis en classe économique pour les vacances universitaires 2017 de l'étudiant **LAUFOU Vitolio** inscrit en 1<sup>ère</sup> année de BTS SIO au Lycée du Grand Nouméa en Nouvelle-Calédonie (987).

La dépense résultant de la présente est imputable sur le Budget du Territoire : Fonction : 2 – Nature : 6245.

**Décision n°2017-831 du 21 août 2017 relative à la prise en charge du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant.**

Est pris en charge à hauteur de **100%**, le titre de transport aérien sur le trajet Wallis/Nantes en classe économique pour la rentrée universitaire 2017-2018 de l'étudiante **TAUOTA Heiata** poursuivant ses études en 1<sup>ère</sup> année de Licence Droit-Economie-Gestion à l'Université de Nantes (44).

La dépense résultant de la présente est imputable sur le Budget du Territoire : Fonction : 2 – Nature : 6245.

**Décision n°2017-832 du 21 août 2017 relative à la prise en charge du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant.**

Est pris en charge à hauteur de **100%**, le titre de transport aérien sur le trajet Futuna/Nantes en classe économique pour la rentrée universitaire 2017-2018 de l'étudiante **SAVEA Malia** inscrite en 1<sup>ère</sup> année de

Master Dt Sanitaire et social à l'Université de Poitiers (86).

La dépense résultant de la présente est imputable sur le Budget du Territoire : Fonction : 2 – Nature : 6245.

**Décision n°2017-833 du 21 août 2017 relative à la prise en charge du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant.**

Est pris en charge à hauteur de **100%**, le titre de transport aérien sur le trajet Paris/Futuna en classe économique pour le retour définitif de l'étudiante **TUFELE Inès** inscrite en 1<sup>ère</sup> année de Licence Eco-gestion à l'Université d'Evry (91).

La dépense résultant de la présente est imputable sur le Budget du Territoire : Fonction : 2 – Nature : 6245.

**Décision n°2017-834 du 21 août 2017 modifiant et complétant la décision n°2017-764 du 31 juillet 2017 relative à la prise en charge du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant.**

L'article 1 de la décision n°2017-764 du 31 juillet 2017 susvisée est modifié et complété comme suit :

« Est pris en charge à hauteur de 100%, le titre de transport aérien sur le trajet Futuna/Paris en classe économique pour la rentrée universitaire 2017-2018 de l'étudiante **FITIALEATA Marie-Reine** poursuivant ses études en 1<sup>ère</sup> année de Master MEEF 2<sup>nd</sup> degré/Histoire-Géo (CAPES) à l'université de Bordeaux (33) ».

La dépense résultant de la présente est imputable sur le Budget du Territoire : Fonction : 2 – Nature : 6245.

**Décision n°2017-841 du 23 août 2017 relative à la prise en charge du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant.**

Est pris en charge à hauteur de **100%**, le titre de transport aérien sur le trajet Futuna/Toulouse en classe économique pour la rentrée universitaire 2017-2018 de l'étudiante **FITIALEATA Pierrina** poursuivant ses études en 1<sup>ère</sup> année de BTS Management des unités commerciales au Lycée Issec Pigier (31).

La dépense résultant de la présente est imputable sur le Budget du Territoire : Fonction : 2 – Nature : 6245.

**Décision n°2017-842 du 24 août 2017 accordant l'aide à la continuité territoriale à Madame TAGATAMANOGI ép. TAKANIKO Pelenatita Malia.**

Il est octroyé une aide majorée à Madame TAGATAMANOGI ép. TAKANIKO Pelenatita Malia, née le 14/10/1960 à Futuna, demeurant au village de Malaé, royaume d'Alo, pour son voyage Futuna/Paris/Futuna.

Le montant de l'aide est de **66 826 FCFP (soit 560 €)**

Cette aide sera versée à l'agence de voyage de son choix. Le règlement se fera sur présentation de la facture acquittée et sera imputée sur le chapitre 939,

fonction 90; S/Rubrique 903; nature 6245 « Aide à la continuité territoriale » du budget du Territoire de l'année 2017.

L'aide délivrée par la présente décision a une durée de validité de quatre mois à compter de sa date de signature. Si le déplacement n'est pas réalisé, l'agence est tenue de fournir au service un document attestant de l'annulation du voyage, au cas où l'aide lui a été déjà versée il sera tenu de le rembourser au budget du territoire.

**Décision n°2017-843 du 24 août 2017 accordant l'aide à la continuité territoriale à Mademoiselle MOEFANA Helena, Djemila.**

Il est octroyé une aide majorée à Mademoiselle MOEFANA Helena, Djemila, née le 07/08/1997 à Wallis, demeurant au village d'Ono, royaume d'Alo, pour son voyage Futuna/Paris/Futuna.

Le montant de l'aide est de **66 826 FCFP (soit 560 €)**

Cette aide sera versée à l'agence de voyage de son choix. Le règlement se fera sur présentation de la facture acquittée et sera imputée sur le chapitre 939, fonction 90; S/Rubrique 903; nature 6245 « Aide à la continuité territoriale » du budget du Territoire de l'année 2017.

L'aide délivrée par la présente décision a une durée de validité de quatre mois à compter de sa date de signature. Si le déplacement n'est pas réalisé, l'agence est tenue de fournir au service un document attestant de l'annulation du voyage, au cas où l'aide lui a été déjà versée il sera tenu de le rembourser au budget du territoire.

**Décision n°2017-844 du 24 août 2017 accordant l'aide à la continuité territoriale à Monsieur AKAU Adolphe.**

Il est octroyé une aide majorée à Monsieur AKAU Adolphe, né le 22/08/1963 à Luganville, Santo, demeurant au village de Vailala, district de Hihifo, pour son voyage Wallis/Paris/Wallis.

Le montant de l'aide est de **66 826 FCFP (soit 560 €)**

Cette aide sera versée à l'agence de voyage de son choix. Le règlement se fera sur présentation de la facture acquittée et sera imputée sur le chapitre 939, fonction 90; S/Rubrique 903; nature 6245 « Aide à la continuité territoriale » du budget du Territoire de l'année 2017.

L'aide délivrée par la présente décision a une durée de validité de quatre mois à compter de sa date de signature. Si le déplacement n'est pas réalisé, l'agence est tenue de fournir au service un document attestant de l'annulation du voyage, au cas où l'aide lui a été déjà versée il sera tenu de le rembourser au budget du territoire.

**Décision n°2017-845 du 24 août 2017 relative à la prise en charge du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant.**

Est pris en charge à hauteur de **100%**, le titre de transport aérien sur le trajet Futuna/Nantes en classe

économique pour la rentrée universitaire 2017-2018 de l'étudiant **SEKEME Asaele** inscrit en 2<sup>ème</sup> année de BTS Maintenance au Lycée Polyvalent Raphaël Elizé – SABLE SUR ARTHE Cedex (72).

La dépense résultant de la présente est imputable sur le Budget du Territoire : Fonction : 2 – Nature : 6245.

**Décision n°2017-846 du 24 août 2017 relative à la prise en charge du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant.**

Est pris en charge à hauteur de **100%**, le titre de transport aérien sur le trajet Futuna/Clermont-Ferrand en classe économique pour la rentrée universitaire 2017-2018 de l'étudiant **LAPE Soane** inscrit en 3<sup>ème</sup> année de Licence Sciences sanitaires et sociales à l'Université Paul-Valéry Montpellier 3 (34).

La dépense résultant de la présente est imputable sur le Budget du Territoire : Fonction : 2 – Nature : 6245.

**Décision n°2017-847 du 24 août 2017 portant organisation d'un second tour des élections professionnelles au service de l'inspection du travail et des affaires sociales.**

L'effectif du Service de l'Inspection du Travail et des Affaires Sociales est de Treize (13) agents, formant un collège électoral unique. Le nombre de délégués du personnel est de Un (1) titulaire et Un (1) suppléant, en application de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté n°2000-108 (bis) du 1<sup>er</sup> mars 2000 modifié.

La date du deuxième tour de l'élection est fixée le 8 septembre 2017 de 8 h à 12 h au bureau de vote situé dans la salle de réunion du Service de l'Inspection du Travail et des Affaires Sociales.

Les candidatures sont libres et peuvent être individuelles.

Les candidatures devront être communiquées et, le cas échéant, renouvelées pour celles qui avaient été présentées au premier tour, au chef par intérim du service de l'Inspection du travail et des Affaires sociales ou son représentant, au plus tard le vendredi 1<sup>er</sup> septembre 2017 à 14 h.

**Décision n°2017-861 du 25 août 2017 accordant l'aide à la continuité territoriale à Monsieur MAVAETAU Filipo, Patafea.**

Il est octroyé une aide majorée à Monsieur MAVAETAU Filipo, Patafea, né le 02/03/1997 à Wallis, demeurant au village de Vailala, district de Hihifo, pour son voyage Wallis/Paris/Wallis.

Le montant de l'aide est de **66 826 FCFP (soit 560 €)**

Cette aide sera versée à l'agence de voyage de son choix. Le règlement se fera sur présentation de la facture acquittée et sera imputée sur le chapitre 939, fonction 90; S/Rubrique 903; nature 6245 « Aide à la continuité territoriale » du budget du Territoire de l'année 2017.

L'aide délivrée par la présente décision a une durée de validité de quatre mois à compter de sa date de signature. Si le déplacement n'est pas réalisé, l'agence est tenue de fournir au service un document attestant de

l'annulation du voyage, au cas où l'aide lui a été déjà versée il sera tenu de le rembourser au budget du territoire.

**Décision n°2017-862 du 25 août 2017 relative à la prise en charge du titre de transport d'un(e) stagiaire de la formation professionnelle.**

Est accordé à Monsieur Patrick VANAI, stagiaire de la formation professionnelle, son titre de transport sur le trajet Paris/Marseille.

L'intéressé ira suivre une formation en DEJEPS Volley-ball, accompagnement à la démarche de développement durable au CREPS de PACA – France, à compter du 19/09/17 au 30/11/18 inclus.

La dépense sera acquittée au vu de la facture présentée par le prestataire de service sur la base de l'article 1<sup>er</sup>. La dépense résultant de la présente est imputable sur le Budget Territorial de l'Exercice 2017 – Fonction 60 – Sous Rubrique 603 – Nature 6245 – Enveloppe 12082 – Chapitre 936.

**Décision n°2017-863 du 28 août 2017 relative à la prise en charge du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant.**

Est pris en charge à hauteur de **100%**, le titre de transport aérien sur le trajet Wallis/Paris en classe économique pour la rentrée universitaire 2017-2018 de l'étudiante **FATAULI Angelina** admise en 2<sup>ème</sup> année de BTS Assistant de Manager au Lycée Les Haberges – VESSOUL Cedex (70).

La dépense résultant de la présente est imputable sur le Budget du Territoire : Fonction : 2 – Nature : 6245.

**Décision n°2017-864 du 28 août 2017 relative à la prise en charge du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant.**

Est pris en charge à hauteur de **100%**, le titre de transport aérien sur le trajet Wallis/Paris en classe économique pour la rentrée universitaire 2017-2018 de l'étudiante **MOTUHI Malia Felosia** poursuivant ses études en 1<sup>ère</sup> année de BTS Assistant de Gestion PME-PMI au Lycée de la Fontaine des Eaux (22).

La dépense résultant de la présente est imputable sur le Budget du Territoire : Fonction : 2 – Nature : 6245.

**Décision n°2017-865 du 28 août 2017 relative à la prise en charge du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant.**

Est pris en charge à hauteur de **50%**, le titre de transport aérien sur le trajet Wallis/Paris en classe économique pour la rentrée universitaire 2017-2018 de l'étudiant **MULIKIHAAMEA Romain** poursuivant ses études en 1<sup>ère</sup> année de Licence STS Sciences pour l'ingénieur à l'Université Paris Nanterre – Ville d'Avray (92).

La dépense résultant de la présente est imputable sur le Budget du Territoire : Fonction : 2 – Nature : 6245.

**Décision n°2017-866 du 28 août 2017 relative à la prise en charge du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant.**

Est pris en charge à hauteur de **100%**, le titre de transport aérien sur le trajet Futuna/Toulouse en classe économique pour la rentrée universitaire 2017-2018 de l'étudiant **PAGATELE Adonias** poursuivant ses études en 1<sup>ère</sup> année de BTS Production – Maintenance des systèmes – option A Systèmes de production au Lycée Gaston Monnerville (46).

La dépense résultant de la présente est imputable sur le Budget du Territoire : Fonction : 2 – Nature : 6245.

**Décision n°2017-867 du 28 août 2017 relative à la prise en charge du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant.**

Est pris en charge à hauteur de **50%**, le titre de transport aérien sur le trajet Wallis/Paris en classe économique pour la rentrée universitaire 2017-2018 de l'étudiante **MOTUHI Itakava** admise en 2<sup>ème</sup> année de BTS Assistant de Manager à l'école nationale de Commerce – PARIS Cedex 17 (75).

La dépense résultant de la présente est imputable sur le Budget du Territoire : Fonction : 2 – Nature : 6245.

**Décision n°2017-871 du 29 août 2017 relative à la prise en charge du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant.**

Est pris en charge à hauteur de **100%**, le titre de transport aérien sur le trajet Futuna/Paris en classe économique pour la rentrée universitaire 2017-2018 de l'étudiante **NAU Telesia** inscrite en 2<sup>ème</sup> année de BTS Métiers des services de l'environnement au Lycée SAVARY-FERRY – ARRAS (62).

La dépense résultant de la présente est imputable sur le Budget du Territoire : Fonction : 2 – Nature : 6245.

**Décision n°2017-872 du 29 août 2017 relative à la prise en charge du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant.**

Est pris en charge à hauteur de **100%**, le titre de transport aérien sur le trajet Nouméa/Mulhouse en classe économique pour la rentrée universitaire 2017-2018 de l'étudiante **ULUIKA Esmeralda** inscrite en 1<sup>ère</sup> année de BTS MUC au Lycée Cours Notre Dame des Anges – BELFORT (90).

La dépense résultant de la présente est imputable sur le Budget du Territoire : Fonction : 2 – Nature : 6245.

**Décision n°2017-873 du 29 août 2017 relative à la prise en charge du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant.**

Est pris en charge à hauteur de **100%**, le titre de transport aérien sur le trajet Wallis/Paris en classe

économique pour la rentrée universitaire 2017-2018 de l'étudiant **TAUVALE Jean-Pierre** inscrit en 3<sup>ème</sup> année de Licence Sciences de la vie à l'Université de Limoges (87).

La dépense résultant de la présente est imputable sur le Budget du Territoire : Fonction : 2 – Nature : 6245.

**Décision n°2017-874 du 29 août 2017 relative à la prise en charge du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant.**

Est pris en charge à hauteur de **50%**, le titre de transport aérien sur le trajet Futuna/Paris en classe économique pour la rentrée universitaire 2017-2018 de l'étudiante **MASEI Ilaisa** inscrite en 3<sup>ème</sup> année de Licence Sciences sanitaires et sociales à l'Université Paul-Valéry – Montpellier 3 (34).

La dépense résultant de la présente est imputable sur le Budget du Territoire : Fonction : 2 – Nature : 6245.

**Décision n°2017-875 du 29 août 2017 relative au remboursement du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant.**

Est remboursé à hauteur de **100%** à **Mlle FOLITUU Aleta** inscrite en 1<sup>ère</sup> année de Licence LLCER Anglais à l'Université de la Nouvelle-Calédonie (988), son titre de transport aérien en classe économique sur le trajet Nouméa/Futuna pour les vacances universitaires 2016.

L'intéressé ayant avancé l'achat de son billet à hauteur de 100%, il convient de rembourser sur son compte n°17939 09110 21764300059 49 domicilié à la BNP PARIBAS de Nouvelle-Calédonie la somme de **53 148 Fcfp** correspondant au tarif étudiant du coût du billet d'avion aller simple.

La dépense résultant de la présente est imputable sur le Budget du Territoire : Fonction : 2 – Nature : 6245.

**Décision n°2017-876 du 29 août 2017 relative au remboursement du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant.**

Est remboursé à hauteur de **50%** **Mr FAKATIKA Ludwig** inscrit en 2<sup>ème</sup> année Ingénieur Mécanique à l'Université de Haute-Alsace – Mulhouse (68), son titre de transport aérien en classe économique sur le trajet Paris/Futuna pour les vacances universitaires 2016-2017.

La mère de l'intéressé, Mme FAKATIKA Tiphaine ayant avancé l'achat de son billet à hauteur de 50%, il convient de rembourser sur son compte n°10071 98700 0000002402 41 domicilié à la Pairie de Wallis et Futuna la somme de **94 815 Fcfp** correspondant à la moitié du coût du billet d'avion aller simple.

La dépense résultant de la présente est imputable sur le Budget du Territoire : Fonction : 2 – Nature : 6245.

**Décision n°2017-879 du 30 août 2017 accordant l'aide à la continuité territoriale à Mademoiselle SEKEME Telesia, Pelekinau.**

Il est octroyé une aide majorée à Mademoiselle **SEKEME Telesia, Pelekinau**, née le 28/06/1994 à Wallis, demeurant au village de Kolia, royaume d'Alo, pour son voyage Futuna/Paris/Futuna.

Le montant de l'aide est de **66 826 FCFP (soit 560 €)**

Cette aide sera versée à l'agence de voyage de son choix. Le règlement se fera sur présentation de la facture acquittée et sera imputée sur le chapitre 939, fonction 90; S/Rubrique 903; nature 6245 « Aide à la continuité territoriale » du budget du Territoire de l'année 2017.

L'aide délivrée par la présente décision a une durée de validité de quatre mois à compter de sa date de signature. Si le déplacement n'est pas réalisé, l'agence est tenue de fournir au service un document attestant de l'annulation du voyage, au cas où l'aide lui a été déjà versée il sera tenu de le rembourser au budget du territoire.

**Décision n°2017-880 du 30 août 2017 accordant l'aide à la continuité territoriale à Monsieur LAPE Sosefo, Tone, Leuele, Michama, Kavakimoana.**

Il est octroyé une aide majorée à Monsieur **LAPE Sosefo, Tone, Leuele, Michama, Kavakimoana**, né le 12/11/1997 à Wallis, demeurant au village de Vele, royaume d'Alo, pour son voyage Futuna/Paris/Futuna.

Le montant de l'aide est de **66 826 FCFP (soit 560 €)**

Cette aide sera versée à l'agence de voyage de son choix. Le règlement se fera sur présentation de la facture acquittée et sera imputée sur le chapitre 939, fonction 90; S/Rubrique 903; nature 6245 « Aide à la continuité territoriale » du budget du Territoire de l'année 2017.

L'aide délivrée par la présente décision a une durée de validité de quatre mois à compter de sa date de signature. Si le déplacement n'est pas réalisé, l'agence est tenue de fournir au service un document attestant de l'annulation du voyage, au cas où l'aide lui a été déjà versée il sera tenu de le rembourser au budget du territoire.

**Décision n°2017-881 du 30 août 2017 accordant l'aide à la continuité territoriale à Madame POOI ép. TALOMAFIA Pamela et sa fille.**

Il est octroyé une aide majorée à chacune des personnes suivantes : Madame **POOI ép. TALOMAFIA Pamela**, née le 08/01/1976 à Futuna et sa fille Mademoiselle **TALOMAFIA Violaine, Dania**, née le 11/05/2011 à Wallis, demeurant au village de Toloke, royaume de Sigave, pour leur voyage Futuna/Paris/Futuna.

Le montant total de l'aide est de **66 826 x 2 = 133 652 FCFP (soit 1 120 €)**

Cette aide sera versée à l'agence de voyage de son choix. Le règlement se fera sur présentation de la facture acquittée et sera imputée sur le chapitre 939, fonction 90; S/Rubrique 903; nature 6245 « Aide à la continuité territoriale » du budget du Territoire de l'année 2017.

L'aide délivrée par la présente décision a une durée de validité de quatre mois à compter de sa date de signature. Si le déplacement n'est pas réalisé, l'agence est tenue de fournir au service un document attestant de

l'annulation du voyage, au cas où l'aide lui a été déjà versée il sera tenu de le rembourser au budget du territoire.

**Décision n°2017-882 du 30 août 2017 accordant l'aide à la continuité territoriale à Monsieur FAKATIKA Akato Iska.**

Il est octroyé une aide majorée à Monsieur FAKATIKA Akato, Iska, né le 31/01/2001 à Wallis, demeurant au village de Leava, royaume de Sigave, pour son voyage Futuna/Paris/Futuna.

Le montant de l'aide est de **66 826 FCFP (soit 560 €)**

Cette aide sera versée à l'agence de voyage de son choix. Le règlement se fera sur présentation de la facture acquittée et sera imputée sur le chapitre 939, fonction 90; S/Rubrique 903; nature 6245 « Aide à la continuité territoriale » du budget du Territoire de l'année 2017.

L'aide délivrée par la présente décision a une durée de validité de quatre mois à compter de sa date de signature. Si le déplacement n'est pas réalisé, l'agence est tenue de fournir au service un document attestant de l'annulation du voyage, au cas où l'aide lui a été déjà versée il sera tenu de le rembourser au budget du territoire.

**Décision n°2017-884 du 31 août 2017 relative à la prise en charge du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant.**

Est pris en charge à hauteur de **100%**, le titre de transport aérien sur le trajet Futuna/Lyon en classe économique pour la rentrée universitaire 2017-2018 de l'étudiante **FAKAILO Romanella** inscrite en 1<sup>ère</sup> année de Master Droit Public Droit et Administration du secteur sanitaire et social à l'Ecole de Droit – CLERMONT-FERRAND (63).

La dépense résultant de la présente est imputable sur le Budget du Territoire : Fonction : 2 – Nature : 6245.

**Décision n°2017-885 du 31 août 2017 relative à la prise en charge du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant.**

Est pris en charge à hauteur de **50%**, le titre de transport aérien sur le trajet Futuna/Rennes en classe économique pour la rentrée universitaire 2017-2018 de l'étudiant **TIALETAGI Sosefo** inscrit en 2<sup>ème</sup> année de BTS ACSE au LEGTPA A. DEFUMADE – AHUN (23).

La dépense résultant de la présente est imputable sur le Budget du Territoire : Fonction : 2 – Nature : 6245.

**Décision n°2017-886 du 31 août 2017 relative à la prise en charge du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant.**

Est pris en charge à hauteur de **100%**, le titre de transport aérien sur le trajet Futuna/Nouméa en classe économique pour la rentrée universitaire 2017-2018 de l'étudiante **IVA Vanina** inscrite en 1<sup>ère</sup> année de Master

MEEF – Maths à l'université de la Nouvelle-Calédonie (988).

La dépense résultant de la présente est imputable sur le Budget du Territoire : Fonction : 2 – Nature : 6245.

**Décision n°2017-887 du 31 août 2017 relative à la prise en charge du transport aérien d'un(e) étudiant(e) au titre du passeport mobilité – volet étudiant.**

Est pris en charge à hauteur de **100%**, le titre de transport aérien sur le trajet Futuna/Rennes en classe économique pour la rentrée universitaire 2017-2018 de l'étudiante **TOTELE Malia Tapa** inscrite en 1<sup>ère</sup> année de BTS Métiers de l'Eau au Lycée – Collège NOTRE – DAME / ST DOMINIQUE – GUINGAMP (22).

La dépense résultant de la présente est imputable sur le Budget du Territoire : Fonction : 2 – Nature : 6245.

## CIRCONSCRIPTION D'UVEA

**Délibération n°2017-03 du lundi 17 juillet 2017 constatant la démission et l'installation d'un nouveau chef de village du Royaume d'Uvea.**

**LE CONSEIL DE LA CIRCONSCRIPTION D'UVEA**

Vu la loi n°61-814 du 29 juillet 1961 modifiée, conférant aux îles Wallis et Futuna le statut de Territoire d'outre-mer, notamment ses articles 3, 17 et 18 ;

Vu l'arrêté n°19 du 20 mai 1964 portant organisation des circonscriptions administratives, modifié par l'arrêté n°294 du 6 août 2007 ;

Vu la délibération n°2016-8 du jeudi 14 avril 2016 constatant la destitution des Notables (Alik Fa'u) du royaume d'Uvea et l'installation de nouveaux Notables, membres du conseil de circonscription ;

Vu la délibération n°2016-9 du lundi 18 avril 2016 constatant l'installation de Monsieur Patalione KANIMOVA en qualité de HAU (Chef Traditionnel) du royaume d'Uvea ;

Vu la délibération n°2016-15 du 27 juin 2016 constatant l'installation d'un nouveau chef de village du royaume d'Uvea ;

Considérant l'avis favorable émis par le conseil ;

Conformément aux textes susvisés ;

A dans sa séance du lundi 17 juillet 2017,

**ADOpte :**

Les dispositions dont la teneur suit :

Article 1 : Conformément aux dispositions de l'arrêté n°19 du 20 mai 1964 modifié, est constatée à compter de mardi 11 juin 2017 la cessation des fonctions de Petelo UVEAKOVI, chef de village de Halalo, district de Mua.

L'intéressé perd le titre de chef de village SIUAFU.

Article 2 : Est constatée à compter du mardi 11 juillet 2017, l'installation de Kusitino PAKIHIVATAU, nouveau chef de village de Halalo, SIUAFU, en remplacement de Petelo UVEAKOVI.

Article 3 : La présente délibération est transmise au chef du territoire pour insertion dans le journal officiel de Wallis et Futuna.

KALAE KIVALU,  
Mikaele HALAGAHU

LAVELUA,  
TAKUMASIVA AISAKE  
Patalione KANIMOA

MAHE FOTUAIKA,  
Apitone MUNIKIHAAFATA

ULUI MOANA,  
Sosefo SISELO

KULITEA,  
Soane Patita ASI

FOTUATAMAI,  
Hiasinito FULUTUI

MUKOIFENUA,  
Paulo LIOGI

**Délibération n°2017-04 du 18 août 2017 constatant l'installation d'un nouveau chef de village du Royaume d'Uvea.**

#### **LE CONSEIL DE LA CIRCONSCRIPTION D'UVEA**

Vu la loi n°61-814 du 29 juillet 1961 modifiée, conférant aux îles Wallis et Futuna le statut de Territoire d'outre-mer, notamment ses articles 3, 17 et 18 ;

Vu l'arrêté n°19 du 20 mai 1964 portant organisation des circonscriptions administratives, modifié par l'arrêté n°294 du 6 août 2007 ;

Vu la délibération n°2016-8 du jeudi 14 avril 2016 constatant la destitution des Notables (Alik Fa'u) du royaume d'Uvea et l'installation de nouveaux Notables, membres du conseil de circonscription ;

Vu la délibération n°2016-9 du lundi 18 avril 2016 constatant l'installation de Monsieur Patalione KANIMOA en qualité de HAU (Chef Traditionnel) du royaume d'Uvea ;

Vu la délibération n°2016-15 du 27 juin 2016 constatant l'installation d'un nouveau chef de village du royaume d'Uvea ;

Considérant l'avis favorable émis par le conseil ;

Conformément aux textes susvisés ;

A dans sa séance du lundi 17 juillet 2017,

#### **ADOpte :**

Les dispositions dont la teneur suit :

Article 1 : Conformément aux dispositions de l'arrêté n°19 du 20 mai 1964 modifié, est constatée à compter du samedi 12 août 2017 l'installation de Mikaele TOAFATAVAO, chef de village de TEPA, district de Mua, en remplacement de Keleto SELUI.

L'intéressé prend le titre de TUIHOUA.

Article 2 : La présente délibération est transmise au chef du territoire pour insertion dans le journal officiel de Wallis et Futuna.

KALAE KIVALU,  
Mikaele HALAGAHU

LAVELUA,  
TAKUMASIVA AISAKE  
Patalione KANIMOA

MAHE FOTUAIKA,  
Apitone MUNIKIHAAFATA

ULUI MOANA,  
Sosefo SISELO

KULITEA,  
Soane Patita ASI

FOTUATAMAI,  
Hiasinito FULUTUI

MUKOIFENUA,  
Paulo LIOGI

### **CIRCONSCRIPTION D'ALO**

**Délibération n°2017-11 du 04 août 2017 constatant la nomination de Monsieur FANENE Afalaato, en qualité de SAATULA, chef coutumier du village de MALAE.**

#### **CIRCONSCRIPTION D'ALO - FUTUNA**

Vu la loi n°61-814 du 29 juillet 1961 modifiée, conférant aux îles Wallis et Futuna le statut de Territoire d'outre-mer, notamment ses articles 3, 17 et 18 ;

Vu l'arrêté n°294 du 6 août 2007, modifiant l'arrêté n°19 du 20 mai 1964 portant organisation des circonscriptions administratives ;

Considérant l'avis favorable émis par le Conseil de la Circonscription d'Alo ;

Conformément aux textes susvisés ;

Considérant le courrier du TUIAGAIFO, Roi du royaume d'Alo, daté du 01 août 2017 ;

#### **ADOpte :**

Article 1 : Est constaté, à compter du 01 août 2017, la nomination de Monsieur FANENE Afalaato, en qualité de SAATULA, chef coutumier du village de MALAE, du royaume d'Alo.

Article 2 : La présente délibération sera transmise au Chef du Territoire pour insertion dans le journal officiel de Wallis et Futuna, pour faire valoir ce que de droit.

TUIAGAIFO,  
Filipo Fetau KATO

TIAFOI,  
Pelenato FALEMATAGIA  
SAATULA,  
Afalaato FANENE

TUISAAVAKA,  
Malino Masei  
TUIASOA,  
Sosefo MOTUKU

VAKALASI,  
Mikaele MOEFANA



## ANNONCES LEGALES

**WALLIS INDUSTRIE**  
**Société à Responsabilité Limitée**  
**Capital social : 1 000 000 XPF**  
**Siège social : FONUAUGA – UTUFUA MUA**  
**(WALLIS & FUTUNA)**  
**RCS WALLIS 96 B 475**  
**BP 165 – 98000 MATA'UTU – WALLIS**

Il résulte des décisions prises par l'associé unique 1<sup>er</sup> Août 2017, que les mentions antérieurement publiées sont modifiées de la manière suivante :

### GERANCE

#### Ancienne mention :

- Monsieur Bernard LAMBOUL, né le 3 novembre 1948 à Sens, demeurant à Matala'a MUA – WALLIS

#### Nouvelle mention :

- Monsieur Roger POMAREDE, né le 25 novembre 1959 à Tizi-Ouzou (Algérie), demeurant à Route de RFO, MATALA'A, MUA, WALLIS

Pour avis, Le gérant.

**BATIRAMA WALLIS**  
**SAS au capital de 5 000 000 XPF**  
**Siège social : FONUAUGA – UTUFUA MUA –**  
**WALLIS**  
**RCS Mata-utu 91 B 219**

### AVIS DE MODIFICATION

Aux termes des décisions de l'Associé unique du 1<sup>er</sup> Août 2017, les mentions antérieurement publiées sont modifiées de la manière suivante :

#### Anciennes mentions

PRESIDENT :  
M. Bernard LAMBOUL

DIRECTEUR GENERAL :  
M. Roger POMAREDE

#### Nouvelles mentions

PRESIDENT :  
M. Roger POMAREDE né le 25 novembre 1959, demeurant Route de RFO – Matalaa – Mua – Wallis

DIRECTEUR GENERAL :  
Néant

Pour avis Le Président

**AUTORAMA**  
**Société à Responsabilité Limitée**  
**Capital social : 1 000 000 XPF**  
**Siège social : FONUAUGA – UTUFUA MUA**  
**(WALLIS & FUTUNA)**  
**RCS WALLIS 2002 B 794**  
**BP 165 – 98000 MATA'UTU – WALLIS**

Il résulte des décisions prises par l'associé unique 1<sup>er</sup> Août 2017, que les mentions antérieurement publiées sont modifiées de la manière suivante :

### GERANCE

#### Ancienne mention :

- Monsieur Bernard LAMBOUL, né le 3 novembre 1948 à Sens, demeurant à Matala'a MUA – WALLIS

#### Nouvelle mention :

- Monsieur Roger POMAREDE, né le 25 novembre 1959 à Tizi-Ouzou (Algérie), demeurant à Route d RFO, MATALA'A, MUA, WALLIS

Pour avis, Le gérant.

Nom : PASSARD  
Prénom : Pascal  
Date & Lieu de naissance : 25/04/1965  
Domicile : Halalo – 98600 WALLIS  
Nationalité : Française  
Activité effectivement exercée : Activité de loisir et sportive  
Enseigne : **WALLIS SPORT - PLONGEE**  
Adresse du principal établissement : HALALO  
Pour avis, Le représentant légal,

Nom : MOALA  
Prénom : Joseph Roy  
Date & Lieu de naissance : 01/04/1993 Hahake Wallis  
Domicile : Liku Afala Hahake BP 242  
Nationalité : Française  
Activité effectivement exercée : Construction, aménagement, réfection, charpente, métallique et bois, soudure, carrelage, peinture, espace vert.  
Enseigne : **ENTREPRISE LULUFAKAHEGA (Fils)**  
Adresse du principal établissement : Liku – Hahake 98600 Wallis – BP 242  
Pour avis, Le Représentant légal

**NUATA MAG SARL**  
**Société à responsabilité limitée**  
**Au capital de 100.000 frs cfp**  
**Siège social : Fiua – Sigave – Futuna**  
**RCS MATA-UTU n°2013 B 1780**

### AVIS DE MODIFICATION

Par décision de l'Assemblée Générale Ordinaire en date du sept août 2017, il a été pris acte de la nomination de Mademoiselle Asela MOELIKU, demeurant à Wallis en qualité de nouvelle gérante, à compter du sept août 2017 pour une durée indéterminée, en remplacement de Mademoiselle Aloisia MOELIKU, gérante démissionnaire.

Mention en sera faite au Registre du Commerce et des Sociétés de Mata-utu.

**ARCHIFALE**  
**Société à Responsabilité Limitée**  
**Au capital de 1 000 000 francs**  
**Siège social : BP 61, Mata-Utu, Hahake, Ile de Wallis**  
**98600 – Mata-Utu, Wallis et Futuna**  
**RCS : 2205 B 1040**

Aux termes d'une délibération en date du 1<sup>er</sup> mai 2017, la collectivité des associés a révoqué Mlle Taniela KULIFATA, Gérante de la Société, et a nommé en remplacement pour une durée indéterminée, Monsieur André BABIN, demeurant à Afala, Mata-utu, Ile de Wallis.

Le Président de l'assemblée de ce jour.

**SIOKIVAKA EURL**  
**Siège social : BP 233 – MATA-UTU HAHAKE**  
**98600 WALLIS**  
**RCS N° 2013A1717**

En date du 22/08/2017, la Gérante, Madame NAU née TUKUMULI Endrina, a décidé l'adjonction de l'activité à la société SIOKIVAKA : VENTE DE CARBURANTS, à compter du 02 octobre 2017.

Le reste des activités ne change pas.

Pour avis,

La gérante.

Nom : MOTUHI

Prénom : Soane Claude

Date & lieu de naissance : 09.05.1967

Domicile : Aka'aka – Hahake – Wallis

Nationalité : Française

Activité effectivement exercée : Pêche, élevage, culture, maraîchage.

Enseigne : Aka'aka Agricole – pêche (AAP)

Adresse du principal établissement : Aka'aka – Hahake – Wallis

Fonde de pouvoir : MOTUHI Ismaël né le 09/07/1988 à Wallis.

Immatriculation : RCS de Mata'utu.

Pour avis,

Le représentant légal.

## DECLARATIONS D'ASSOCIATIONS

### Dénomination : « ASSOCIATION FENUALOA »

Objet : Entretien du village et du Saint Patron du village ; confection de produits artisanaux et ramassage de canettes et des bouteilles vides.

Siège social : Tufuone - Hihifo – 98600 Uvea

Bureau :

Présidente	VAIVAIKAVA Angéline
Secrétaire	KOLOTOLU Asopesio
Trésorier	KOLOTOLU Floris

N° et date d'enregistrement

N°382/2017 du 16 août 2017

N° et date de récépissé

W9F1000503 du 16 août 2017

### Dénomination : « TU'AKOI »

Objet : Défendre les intérêts des villageois de Lavegahau sous la tutelle coutumière de Leone Lisiahi, investi du titre coutumier de Takala par le Hau Lavelua Ma'utamakia Vaimu'a ; développer et promouvoir les pratiques culturelles au sein du village autour de l'art local ; transmettre ce patrimoine de savoirs et de savoir faire aux jeunes générations et permettre dialogue, échange et partage lors de séances ponctuelles ou pérennes, tant dans le village qu'au sein des établissements partenaires : conseil des femmes, établissements scolaires de proximité... ; réunir la population du village, actrice dans le secteur primaire, secondaire ou tertiaire autour de manifestations récréatives, sportives et sociales.

Siège social : Ha'aleleka Lavegahau au domicile de M. Mme LISIAHI Malia Sapeta et Leone - Mua – 98600 Uvea

Bureau :

Présidente	KAVAKAVA Nadia
Vice-président	TANIFA Fololiano
Secrétaire	TUFALE Helena
Secrétaire adj.	LUPEKULA Paulo
Trésorier	MAVAETAU Apesalone
Trésorier adj.	TAUFANA Malia Elisapeta

N° et date d'enregistrement

N°396/2017 du 23 août 2017

N° et date de récépissé

W9F1000505 du 23 août 2017

### MODIFICATIONS D'ASSOCIATIONS

#### Dénomination : « ASSOCIATION SOCIO CULTURELLE ET SPORTIVE DES JEUNES DE MATA-UTU »

Objet : Renouvellement des membres du bureau de l'association.

Bureau :

Présidente	TUFELE Anamalia
Vice-président	HIVA Eusepio
Secrétaire	FELEU Tositea
Secrétaire adj.	MANUFEKAI Falakika
Trésorière	VAOPAOGO Malekalita
Trésorière adj.	SEUVEA Malia Pasifika Eusenia

N° et date d'enregistrement  
N°383/2017 du 16 août 2017  
N° et date de récépissé  
W9F100089 du 16 août 2017

**Dénomination : « ASSOCIATION DE LA  
JEUNESSE DU ROYAUME DE SIGAVE »**

**Objet :** Renouvellement des membres du bureau de l'association.

**Bureau :**

Président	KAVITI Atelea
Vice-présidente	FOLITUU Titaina
Secrétaire	FALELAVAKI Tevaite
Secrétaire adj.	FELEU Afefosia
Trésorière	TAALO Falakika
Trésorière adj.	TUUGAHALA Nadia

N° et date d'enregistrement  
N°384/2017 du 16 août 2017  
N° et date de récépissé  
W9F100188 du 16 août 2017

**Dénomination : « FORCE OUVRIERE SANTE  
WALLIS ET FUTUNA »**

**Objet :** Renouvellement des membres du bureau de l'association syndicale.

**Bureau :**

Secrétaire Général	UHILA Suliano
Secrétaire adj. (Futuna)	LEA Mikaele
Secrétaire adjointe	MULIKOTO Josiane
Secrétaire adj.	POLELEI Soane
Trésorière	TAGINOA Koleti
Trésorier.	TUUGAHALA Panaki
Trésorière (Futuna)	MOEFANA Malia Ivete
Secrétaires et Archivistes	AKAU Lesina
	UVEAKOVI Esitokia

N° et date d'enregistrement  
N°387/2017 du 17 août 2017  
N° et date de récépissé  
W9F100504 du 17 août 2017

**Dénomination : « SAGATO VISESIO PAULO »**

**Objet :** Renouvellement des membres du bureau de l'association syndicale.

**Bureau :**

Présidente	MANUFEKAI Cindy
Secrétaire	MUNI Telesia
Trésorière	TAUFALELE Malia Losa

N° et date d'enregistrement  
N°390/2017 du 18 août 2017  
N° et date de récépissé  
W9F100481 du 18 août 2017

**Dénomination : « APPEL (France, POLYNESIE,  
NOUVELLE-CALEDONIE) DE FUTUNA »**

**Objet :** Renouvellement des membres du bureau et modification du statut de l'association.

**Bureau :**

Président	KATOA Alesio
Vice-président	FELEU Aleta
Vice-présidente 2	FANENE Siolesia

Secrétaire	NAU Tolite
Secrétaire adj.	MEKENESE Belinda
Trésorière	KELETOLONA Anatasia
Trésorière adj.	NIUTUPEA Falakika

N° et date d'enregistrement  
N°399/2017 du 24 août 2017  
N° et date de récépissé  
W9F100506 du 24 août 2017

**Dénomination : « SYNDICAT FORCE OUVRIERE  
ENSEIGNEMENT »**

**Objet :** Renouvellement des membres du bureau de l'association syndicale.

**Bureau :**

Secrétaire Générale	SIONE Malekalita
1 <sup>er</sup> Secrétaire adjoint	VANAI Setefano
2 <sup>ème</sup> Secrétaire adjoint	FIAHAU Siole
3 <sup>ème</sup> Secrétaire adj.	SIULI Thierry
4 <sup>ème</sup> Secrétaire adj.	PELLETIER Eva
Trésorière	SALASALA Maketalena
Trésorière adj.	TUULAKI Anita
Archiviste	TOKOTUU Colombe

N° et date d'enregistrement  
N°400/2017 du 24 août 2017  
N° et date de récépissé  
W9F100363 du 24 août 2017

**Dénomination : « VILLAGEOIS DE LEAVA »**

**Objet :** Renouvellement des membres du bureau de l'association.

**Bureau :**

Président	MOLEANA Eusenio
Vice-président	TAUKOLO Emelita
Secrétaire	SOKOTAUA Saamea
Secrétaire adj.	HOLISI Ana
Trésorière	KAIKILEKOFÉ Telesia
Trésorier adj.	TAUKOLO Soane

N° et date d'enregistrement  
N°401/2017 du 24 août 2017  
N° et date de récépissé  
W9F100252 du 24 août 2017

**Dénomination : « ONELIKI »**

**Objet :** Renouvellement des membres du bureau de l'association.

**Bureau :**

Présidente	NOFONOFO Ulalia
Vice-présidente	TIALETAGI Malia Kolotine
Secrétaire	TAKALA Savialo
Secrétaire adj.	FULILAGI Solonefa
Trésorière	TULIA Maketalena
Trésorier adj.	VAKALEPU Alakoka

N° et date d'enregistrement  
N°402/2017 du 24 août 2017  
N° et date de récépissé  
W9F100507 du 24 août 2017

**Dénomination : « AMICALE DES ANCIENS  
COMBATTANTS ET RETRAITES MILITAIRES  
DE FUTUNA »**

**Objet :** Renouvellement des membres du bureau de l'association.

**Bureau :**

Président	NIULIKI Atonio
Secrétaire	TORTEY GAUTHIER Patrick
Trésorier	TIALETAGI Mateasi

N° et date d'enregistrement

N°408/2017 du 28 août 2017

N° et date de récépissé

W9F100320 du 28 août 2017

**Dénomination : « PAOGO »**

**Objet :** Renouvellement des membres du bureau de l'association.

**Bureau :**

Vice-président	TAUKOLO Emelita
Secrétaire	PANUVE Kanuto
Trésorière	PAPILONIO Malekaleté

N° et date d'enregistrement

N°409/2017 du 28 août 2017

N° et date de récépissé

W9F100136 du 27 août 2017

**Dénomination : « TEPA LAGA FENUA – TEPA DEVELOPPEMENT »**

**Objet :** Renouvellement des membres du bureau de l'association.

**Bureau :**

Président	TUIHOUA Mikaele TOAFATAVAO, Chef du village
Secrétaire	FAUA Atonio
Trésorière	TAGINOA Koletti
Trésorier adj.	TUULAKI Kusitino

N° et date d'enregistrement

N°411/2017 du 29 août 2017

N° et date de récépissé

W9F100413 du 29 août 2017

**Dénomination : « MULTISPORTS AVA MAFOA »**

**Objet :** Renouvellement des membres du bureau de l'association.

**Bureau :**

Président	SOKOTAUA Saamea
Vice-président	FALELAVAKI Patita
Secrétaire	VAITULUKINA Apiliato
Trésorier	TAUKOLO Soane
Trésorier adj.	FALELAVAKI Patita

N° et date d'enregistrement

N°412/2017 du 29 août 2017

N° et date de récépissé

W9F100245 du 29 août 2017

**Dénomination : « SAGATO MAULISIO »**

**Objet :** Renouvellement des membres du bureau de l'association.

**Bureau :**

Président	MOTUHI Ponifasio
Secrétaire	MOTUHI Ismael
Trésorière	MOTUHI Soana
Trésorière adj.	MOTUHI Maketalena

N° et date d'enregistrement

N°413/2017 du 31 août 2017

N° et date de récépissé

W9F100508 du 31 août 2017

**Dénomination : « LAUGA O FUTUNA »**

**Objet :** Renouvellement des membres du bureau de l'association.

**Bureau :**

Président	LUAKI Sylvestre
Vice-président	TAUGAMOA Melito
Secrétaire	TAUKOLO Malia Teleisia
Secrétaire adj.	NOFONOFO Feleme
Trésorière	KELETAONA Anick
Trésorière adj.	FELEU Aleta

N° et date d'enregistrement

N°414/2017 du 31 août 2017

N° et date de récépissé

W9F100493 du 31 août 2017

**TARIFS DES ABONNEMENTS**

Prix de vente au numéro	.....500 Fcfp
Voie ordinaire	
WALLIS : 6 mois	.....3 300 Fcfp
et FUTUNA : 1 an	.....6 600 Fcfp
Voie aérienne	
Nouvelle-Calédonie : 6 mois	.....7 600 Fcfp
Fidji : 1 an	.....11 200 Fcfp
Métropole : 6 mois	.....7 400 Fcfp
Etranger : 1 an	.....14 800 Fcfp

**INSERTIONS ET PUBLICATIONS**

Insertion .....800 Fcfp/la ligne  
 Insertion de déclaration d'association .....7 000 Fcfp  
 Les abonnements et sommes dues à divers titres sont payables d'avance à la Direction des Finances Publiques de Mata-Utu.  
 Les chèques postaux et bancaires doivent être libellés au nom du : Directeur des Finances Publiques du Territoire

Téléphone : (681) 72.11.00 – Internet : <http://wallis-et-futuna.pref.gouv.fr/Nos-publications/Publications-administratives/Journal-Officiel-de-Wallis-et-Futuna-JOWF>